

AVERTISSEMENT : Ces extraits de lectures sont destinés à attirer l'attention sur des ouvrages que nous avons remarqués. Ils tentent de donner un fil conducteur parmi ceux proposés par l'auteur. Nous indiquons, soit en changeant de paragraphe, soit par l'indication (...) le fait d'avoir omis un passage, court ou long. Bien évidemment, nous incitons le lecteur à retrouver le texte intégral et acquérir l'ouvrage, ne serait-ce que par esprit de soutien.

Odile Castel
Histoire des faits économiques
Les trois âges de l'économie mondiale
Editions Sirey 1998

Avant-propos	page 2
Introduction générale	page 4
Le premier âge :	
Le capitalisme industriel naissant (1780-1870)	page 8
1- La révolution industrielle	
A- Les causes de la révolution industrielle	
B- Les conséquences de la révolution industrielle	page 16
2- Les résistances au sous-développement	page 22
A- Les tentatives de rattrapage au 19 ^e siècle	page 23
B- La naissance de l'impérialisme	page 29
Le deuxième âge :	
Le lent développement de la société de consommation de masse et du sous-développement (1870-1960)	page 37
3- Les transformations internes du capitalisme industriel	page 38
A- Les crises de surproduction	page 39
B- Les transformations des systèmes productifs	page 43
C- Vers la société de consommation de masse	page 47
4- Le développement du sous-développement	page 54
A- La colonisation	
B- La naissance du Tiers-Monde	page 58
C- Les tentatives de développement et leurs résultats	page 60
Le troisième âge :	
La mondialisation (1960 – à nos jours ± 2000)	page 65
5- Le processus de globalisation	page 66
A- La crise des années 1970 et 1980 : crise de rentabilité, crise mondiale	page 66
B- La nouvelle mutation du capitalisme industriel	page 73
6- La nouvelle géographie des interdépendances	page 78
A- La naissance de la Triade	
B- La régionalisation de l'économie mondiale	page 81
C- Les deux géants et les laissés pour compte	page 85
Conclusion générale	page 88

Les crises d'ancien régime sont avant tout des crises agricoles ; il suffit de mauvaises récoltes pour des raisons climatiques ou autres défavorables pour que la crise se déclenche. Du néolithique jusque vers la fin du 18^e siècle, ces crises étaient fréquentes, du fait de la prépondérance de l'activité agricole. Dans les crises d'ancien régime, la baisse dramatique de l'offre de produits alimentaires provoque famines et disettes dans les campagnes, elles atteignent les villes du fait de la hausse concomitante des prix des produits alimentaires. Seuls les très riches peuvent encore se nourrir normalement, mais au détriment de leur consommation de produits de luxe.

Mais ces crises restent locales du fait du cloisonnement des marchés. En effet, une région pouvait être en crise, alors que sa voisine ne l'était pas. Cette dernière pouvait même, à l'extrême, être en surproduction agricole, mais était dans l'incapacité de vendre sur le marché de la première.

Les crises mixtes vont remplacer progressivement les crises d'ancien régime au cours du 18^e siècle et devenir dominantes au 19^e siècle. Entre 1780 et 1870, le secteur agricole reste dominant, mais il perd du terrain au profit du secteur industriel. Les pays du nord-ouest de l'Europe, ainsi que les Etats-Unis, connaissent durant cette période un développement industriel important et inégalé dans le monde.

Les crises mixtes se déclenchent elles aussi dans le secteur agricole à la suite de mauvaises récoltes comme dans le cas des crises d'ancien régime. L'offre de produits alimentaires baissant, leurs prix augmentent fortement. Les populations sont donc dans l'obligation de consacrer une part de leur revenu plus importante à l'alimentation au détriment de la consommation de produits industriels, cela provoque une baisse de la demande de produits industriels et les prix de ces derniers chutent. Ainsi, au cours des crises mixtes on observe une évolution en ciseau des prix des produits agricoles et du prix des produits industriels. Face à la chute du prix de leurs produits, un nombre important d'industriels fait faillite entraînant un accroissement important du chômage. La dernière, mais la plus forte, des crises mixtes fut celle de 1845-1852 dans l'Europe du Nord-Ouest.

La forte poussée de la production industrielle, dans les années 1860-1870, provoque l'apparition d'un nouveau type de crise, les crises de surproduction. La première se déclenche en 1873 dans l'ensemble des puissances industrielles et dure vers 1895, il s'agit de la grande dépression. Le secteur industriel étant devenu prépondérant, on assiste à une augmentation continue de la production. Cependant, la demande solvable ne suit pas. En effet, la classe ouvrière étant maintenue dans une misère profonde, il lui est impossible de consommer des produits industriels.

Les crises de surproduction naissent dans le secteur industriel et non plus dans le secteur agricole comme dans le cas des crises d'ancien régime ou mixtes. L'offre des produits industriels augmentant et la demande stagnante, les prix des produits industriels chutent provoquant un processus déflationniste dans l'économie. De nombreuses entreprises ne peuvent pas faire face à cette baisse du prix de vente et font faillite entraînant une augmentation du chômage. De plus, pour contrecarrer la baisse des prix, les entreprises ont tendance à faire pression, à la baisse, sur les salaires. (...) Les crises de surproduction sont donc caractérisées par la déflation et le chômage. La dernière, mais la plus forte des crises de surproduction sera celle de 1929.

Le premier type de solutions mises en œuvre est à court terme, il a pour but de contrecarrer la baisse des prix en diminuant les coûts de production et en réalisant des gains de productivité. D'une part, la baisse des coûts de production sera obtenue en allant exploiter dans les pays dominés leurs ressources naturelles et leurs produits agricoles nécessaires aux entreprises industrielles. Cette exploitation est le fondement même du processus de colonisation qui touche l'Afrique, l'Asie et le Moyen-Orient de la fin du 19^e siècle jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale. D'autre part, la recherche de gains de productivité se réalise par la mise en œuvre de nouvelles organisations du travail reposant sur le taylorisme et le fordisme. Mais, ces solutions sont des solutions micro-économiques qui ne s'attaquent pas au problème de l'insuffisance de la demande solvable et elles ne font que renforcer les crises de surproduction dans la première moitié du 20^e siècle.

Le deuxième type de solution est une solution de long terme, il s'agit de maintenir et de soutenir une augmentation de la demande solvable. Pour cela, l'Etat aura un rôle central dans la mise en œuvre d'une régulation macro-économique keynésienne qui permettra aux puissances économiques de créer la société de consommation de masse, après la deuxième guerre mondiale. La société de consommation de masse n'a plus rien à voir avec la société de la fin du 19^e siècle car il s'est produit une extraordinaire mutation du système économique des pays dominants. Mais la société de consommation de masse porte en elle les germes d'une crise nouvelle.

Le maintien et le soutien d'une demande solvable vont alourdir considérablement les charges des entreprises, du fait de l'augmentation continue des salaires mais surtout des charges sociales. L'Etat augmente ses prélèvements pour réaliser un système de protection sociale et le financement des infrastructures. Parallèlement, l'augmentation de la pollution liée à la croissance de la production industrielle entraîne des coûts nouveaux pour les entreprises. Enfin, l'indépendance politique obtenue par les pays du Tiers-Monde entre 1945 et 1975 leur permet de mieux contrôler l'évolution du prix de leurs ressources naturelles sur le marché mondial, c'est notamment le cas pour les pays exportateurs de pétrole. L'augmentation du prix des matières premières qui en résulte alourdit aussi les coûts de production des entreprises. En conséquence, dès le milieu des années 1960, on observe dans les puissances industrielles une baisse généralisée de la rentabilité des entreprises. Elle sera renforcée par le premier choc pétrolier de 1973 : **les crises de rentabilité sont nées.**

Pour contrecarrer la baisse de rentabilité, les entreprises vont augmenter leurs prix de vente, ce qui provoque une augmentation du prix des consommations intermédiaires et entraîne une nouvelle baisse de la rentabilité. Un cercle vicieux inflationniste se met en

place. Conjointement, un nombre de plus en plus important d'entreprises ne peuvent plus faire face à cette baisse de rentabilité et font faillite, le taux de croissance économique diminue et le chômage augmente fortement. Ainsi, les crises de rentabilité sont caractérisées par un processus de stagflation liant inflation et chômage.

Face à la crise de rentabilité, les entreprises vont mondialiser leurs activités. Cette mondialisation est facilitée par l'incorporation dans les processus de production des innovations technologiques de la troisième révolution industrielle. (...) Parallèlement, dans les années 1980, les Etats des puissances industrielles mettent en œuvre des politiques d'austérité, afin de lutter contre l'inflation. Cependant, la croissance économique reste médiocre et le chômage continue d'augmenter.

Cette chronologie nouvelle de l'histoire des faits économiques s'applique parfaitement aux pays dominants dans le capitalisme mondial. Cependant, elle est moins évidente pour les pays dominés ; leurs faits économiques ne suivent pas automatiquement la chronologie des faits économiques des pays dominants, du fait qu'ils ont leur propre histoire. (...) Les trois âges du capitalisme industriel mondial représentent pour ces derniers des formes de domination très différents : la domination indirecte par l'imposition du libre-échange au cours du premier âge du capitalisme industriel mondial ; la domination directe, par la colonisation et les capitaux, qui fait des firmes multinationales et des banques internationales les agents de l'impérialisme au cours du deuxième âge ; l'interdépendance au cours du troisième âge.

Trois mutations correspondent aux trois âges du capitalisme mondial. Le premier (1780-1870) se concrétise par la naissance du capitalisme industriel illustré par la révolution industrielle du 19^e siècle dans un nombre restreint de pays et par les résistances au sous-développement dans les autres. Ce premier âge fait l'objet de la première partie de cet ouvrage. Le deuxième (1870-1970) correspond au lent développement de la société de consommation de masse dans les pays dominants et au développement du sous-développement dans les pays dominés. Il forme la deuxième partie de l'ouvrage. Enfin, le troisième (1970 à nos jours) est caractérisé par la mondialisation de l'activité économique qui se réalise dans le cadre d'un processus de globalisation et entraîne une nouvelle géographie des interdépendances. Ce troisième âge sera étudié dans la troisième partie de l'ouvrage.

INTRODUCTION GENERALE

Economies-mondes et développement du capitalisme marchand (16^e-18^e siècles)

Avant la naissance du capitalisme industriel mondial, les économies étaient de type principalement agricole et les progrès économiques s'observaient sur de longues périodes. (...) De 1500 à 1820, la croissance moyenne du revenu par habitant a sans doute été 30 fois inférieure à celle enregistrée depuis 1820. (...) Dès 1820, les pays occidentaux avaient acquis une nette avance qui n'a fait que se renforcer entre 1820 et 1992.

Au 15^e siècle, les économies-mondes

Une économie-monde est un ensemble géographique cohérent du point de vue culturel. Ses activités économiques sont autocentrées et reposent essentiellement sur l'auto-reproduction et l'auto-consommation. (...) Au début du 16^e siècle, nous pouvons distinguer quatre économies-mondes dans l'ancien monde et deux dans le nouveau monde que les Européens n'ont pas encore découvert : l'Europe, l'Islam, le Monde Indien, le Monde Chinois, la Méso-Amérique (Azèques et Mayas) et le Monde des Incas.

Dans une économie-monde du début du 16^e siècle, 90% de la production est aut consommée, 9% est échangée par le commerce de proximité et 1% par le commerce lointain. Ce dernier est alors dominé par l'Islam, qu'il soit arabe, turc, perse ou indo-islamique. Cette économie-monde domine les mers : mer méditerranéenne, océan indien. Elle a déjà un rôle ancien d'intermédiaire entre l'Orient et l'Occident (...). Les voyages de ses marins ont permis à l'Islam d'exporter dans l'ensemble de l'ancien monde sa culture et sa religion.

Ainsi, l'Europe vit à la remorque des informations que les Byzantins et les Arabes veulent bien lui laisser parvenir. C'est pourquoi les grandes découvertes qu'elle va promouvoir au 15^e siècle et au 16^e siècle ont, pour elle, une telle importance, car elles vont la sortir, enfin, de sa situation enclavée à l'extrémité occidentale du monde connu.

Vers 1450-1500, l'Europe occidentale, qui a retrouvé tout son dynamisme « développementaliste », est à la pointe des développements mondiaux en quantité de capitaux, de marchandises, d'équipement militaire (armes blanches, armes à feu) et navals (caravelles). Mettant à profit cette avance technologique dans ces domaines, elle se lance à la conquête du monde. Mais entre 1405 et 1435, lors de ses 7 expéditions maritimes (17 800 soldats, 62 grosses jonques), l'amiral chinois Tcheng Ho est arrivé jusqu'à vers l'Afrique orientale. Une expédition de plus et c'étaient les Chinois qui arrivaient en Europe et désenclavaient le monde.

Cet désenclavement européen du Monde par l'Europe a deux objectifs : trouver de nouvelles terres agricoles ou de nouvelles ressources minières à exploiter au service du mouvement de commercialisation en expansion dans l'économie ; trouver une route maritime directe et sans intermédiaire vers les Indes d'où proviennent des produits à très haute valeur marchande (épices, pierres précieuses, textiles de luxe comme la soie...). Ces deux objectifs sont liés à une logique de fond qui est de réaliser une accumulation monétaire.

Cet amoncellement de richesses capté par l'Eglise, les princes et les marchands-banquiers décide des rapports de puissance en Europe même. Cet accroissement monétaire permettra le développement du capitalisme marchand.

Le développement du capitalisme marchand

Tout le développement économique de l'Europe entre le 16^e siècle et le 18^e siècle se fera grâce au développement des rapports marchands entre les économies-mondes. Les forces qui animent ce commerce lointain sont les monarques avides de grandeurs et de richesses, des Etats luttant pour la suprématie, des marchands et des banquiers encouragés à s'enrichir. Ces derniers seront les acteurs du capitalisme marchand.

L'exploitation et le pillage de l'Amérique vont être l'enclenchement du processus. Selon les données de M. Beaud, 18 mille tonnes d'argent et deux cents tonnes d'or furent transférées d'Amérique en Espagne entre 1521 et 1660. 90% de la population mexicaine (23,5 millions de personnes) et 95% de celle du Pérou vont être exterminées. La production de canne à sucre, le rhum et la mélasse, le commerce des esclaves noirs, le pillage et l'extraction des métaux précieux d'Amérique constituent tout au long des 16^e et 17^e siècles d'importantes sources de richesses pour le roi d'Espagne. (...) L'or d'Amérique se répand dans toute l'Europe et est à la base du premier processus d'accumulation du capital en Europe.

Le pillage et l'exploitation des colonies s'intensifient au 17^e siècle, la production d'or en Amérique espagnole et au Brésil est en moyenne de 20 tonnes par an. La recherche du profit et sa maximisation sont déjà les règles implicites du capitalisme marchand. C'est la raison pour laquelle les négociants n'investissent que dans l'échange, les autres activités n'étant pas rentables.

L'Amérique latine dominée joue un rôle décisif dans l'accumulation des richesses par la bourgeoisie d'Europe occidentale, par contre l'Afrique noire est réduite au rôle de fournisseur de travail. La traite des esclaves atteint de hauts niveaux : 55 000 par an en moyenne au 18^e siècle, (elle était de l'ordre de 2000 par an au 16^e siècle). Certaines années, elle atteint les 100 000. De ce fait, 3,5 millions d'Africains sont transportés au Brésil entre 1500 et 1851, 2,5 millions sont importés dans les 13 colonies anglaises entre 1680 et 1786.

Ces millions d'Africains arrachés à leurs sociétés et à leur terre sont à la base de l'enrichissement bourgeois entre le 16^e siècle et le 18^e siècle. En effet, le travail forcé des esclaves noirs et des populations amérindiennes permet de dégager une énorme masse de profit, celui-ci est approprié sous forme monétaire par des négociants et des fabricants, des banquiers et des financiers d'Europe par la vente de produits manufacturés (tissus, armes) ou du service de transport. C'est le commerce triangulaire qui fait la fortune des marchands

L'armature du capitalisme marchand est le commerce lointain qui permet d'énormes profits (entre 100 et 300% qui couvre très largement les risques) car les marchands forment un monopole de fait ou de droit. (...) L'Islam perd petit à petit son rôle d'intermédiaire. Les Européens établissent des comptoirs sur toutes les côtes du monde et assurent le monopole du commerce lointain par la création de grandes compagnies commerciales et maritimes à licence d'Etat et de grandes compagnies d'assurance maritime.

Dates de création de quelques compagnies commerciales européennes qui vont contrôler le commerce lointain aux 17^e et 18^e siècles : 1602 Compagnie Hollandaise des Indes Occidentales ; 1664 Compagnie Française des Indes orientales (Lorient) ; 1670 Compagnie du levant (Marseille) ; 1670 Compagnie du Nord française ; 1709 Compagnie Anglaise des Indes ; 1710 Compagnie Anglaise des Mers du Sud ; 1717 Compagnie Française d'Occident.

A la fin du 18^e siècle, les « tentacules » des trafics européens s'étendent au monde entier. On distingue, d'après leurs points de départ, les trafics anglais, néerlandais, espagnols, portugais et français. (...) Londres et devenu le « centre du monde ».

Le développement d'une proto-industrie en Europe

Le développement d'une proto-industrie en Europe est lié au rapatriement des profits que permet le contrôle du commerce lointain. Ainsi, au 18^e siècle, les développements du capitalisme marchand et d'une proto-industrie forment un même événement, l'un venant renforcer l'autre.

Les minuscules ateliers d'artisans en sont la première forme, il s'agit de cloutiers, couteliers, forgerons, savetiers, cordonniers... La deuxième forme est composée d'ateliers dispersés, mais reliés entre eux par un intermédiaire ou un maître d'œuvre. Ce dernier est un marchand-entrepreneur. (...) On appelle cette deuxième forme de proto-industrie, le *domestic system*. Les dentelières normandes, l'industrie du coton et de la laine du Languedoc se développent, par exemple, sur ce modèle. En France, on compte à la Révolution 10 000 fileuses dans la vallée de la Seine, 70 000 dentellières dans le Velay.

Cette industrie rurale a trois grandes caractéristiques. D'une part, elle se réalise dans le cadre familial qui mobilise toutes ses ressources : travail de la femme et des enfants, temps morts de l'activité agricole. D'autre part, elle est profitable, car la main-d'œuvre est bon marché. (...) Enfin, c'est un travail à façon. La famille travaille une matière première déposée par un représentant et elle achète le métier, paye la lumière et les autres dépenses. Dans ce cas, la famille subit à la fois les inconvénients des positions du travailleur (salaire à façon, faible pouvoir de négociation) et de l'investisseur, car elle prend en charge des équipements et les frais liés à la production. Sa position d'inférieur par rapport au marchand-entrepreneur vient du fait qu'elle n'a accès ni aux débouchés (parfois lointains) contrôlés par les marchands, ni aux matières premières qui proviennent parfois aussi de très loin comme le coton.

La manufacture est la troisième forme de proto-industrie. Elle naît de l'idée selon laquelle l'or peut être attiré ou retenu dans le royaume par la réalisation sur place de produits (surtout de luxe) qui seront exportés ou économiseront des importations. (...) La manufacture peut être d'Etat : Tapisseries des Gobelins, Glaces de Saint-Gobain, arsenaux. Elle peut être aussi royale, c'est-à-dire créée par un entrepreneur privé bénéficiant d'un privilège royal, d'exonérations fiscales et de divers avantages.

La manufacture est une des formes qui mènent au travail concentré en un lieu de production et à la séparation du travail et du capital. Mais sans machine, elle ne représente pas de supériorité productive manifeste par rapport au *domestic system*. Ainsi, les Van Robais emploient 1800 ouvriers dans leur établissement d'Abbeville, mais plus de 10 000 travailleurs à domicile.

Cette proto-industrie est très fragile, car les profits industriels sont constamment écrasés par les prélèvements marchands. Les manufactures sont d'autant plus fragiles qu'elles risquent à tout moment de rencontrer des goulots d'étranglement au niveau des

matières premières, de la main d'œuvre, du crédit, de la technique, de l'énergie, du marché intérieur ou extérieur.

Pour les transports, la voie d'eau reste le moyen le plus sûr. Les canaux apparaissent aux Pays-Bas, en France, en Espagne, en Angleterre surtout. Le transport terrestre est au contraire plus médiocre. Le charroi des marchandises est très lent : les routiers effectuent 15 à 20 kilomètres par jour. Il faut un mois entier pour acheminer un convoi de Lorient à Grenoble.

De ces trois siècles (du 16^e au 18^e siècle) de développement initial du capitalisme, ce que l'on doit retenir c'est d'une part, l'importance de l'Etat dans la naissance même du capitalisme : importance des pactes coloniaux, développement des compagnies maritimes en leur assurant le monopole des trafics, développement des manufactures, protection du marché... ; c'est d'autre part, la dimension nationale de la formation du capitalisme, car il n'y a pas de capitalisme sans bourgeoisie qui se développe dans le cadre des Etats-Nations ; enfin, le cadre géographique d'activité du capitalisme est, dès le départ, mondial, c'est à l'échelle internationale que la bourgeoisie réalise ses activités. Ainsi, dès sa formation, le capitalisme est national et mondial, privé et étatique, concurrentiel et monopolistique. Il le restera durant les trois âges où il deviendra industriel.

LE PREMIER ÂGE

Le capitalisme industriel naissant (1780-1870)

Au 19^e siècle, la révolution industrielle est un phénomène essentiellement européen. Elle donne à l'Angleterre sa suprématie. L'Europe domine alors avec assurance le monde, par ses capitaux, par ses hommes, par ses techniques. Face à cette domination, les autres parties du monde vont tenter de résister pour ne pas tomber dans le sous-développement. Certains réussiront : Russie tsariste, Japon, Canada..., d'autres échoueront : Egypte, Inde, Chine, Amérique latine. Ces résistances au sous-développement seront étudiées dans le chapitre 2.

1- La révolution industrielle

A- Les causes de la révolution industrielle

Le cas de l'Angleterre

En Angleterre (...) dès le 17^e siècle, une poignée de grands propriétaires nobles et agronomes ont lancé le mouvement. Il consiste : dans la culture de plantes fourragères, intégrées dans des assolements nouveaux qui excluent l'ancienne jachère au cours de laquelle le sol, au repos, reste improductif ; dans l'emploi de techniques nouvelles comme la pratique des enclosures, des terroirs remembrés par les propriétaires privés et libérés des vieilles pratiques communautaires. Les nouveautés, tout à la fois techniques, économiques et sociales, font augmenter les capacités de production du pays en blé, en houblon, en chanvre et en colza, dès 1680. Au 18^e siècle, le mouvement s'accélère et de 1700 à 1750, on estime que la productivité par tête a augmenté de 25%.

Le vieux système de l'*openfield* avec ses servitudes collectives régresse devant les enclosures. Les *squatters* et *cottages* simples occupants des communaux sont généralement exclus du nouveau partage et disparaissent, devenant ouvriers agricoles ou gagnant la ville manufacturière. Les petits propriétaires indépendants se raréfient eux aussi ou deviennent fermiers des grands propriétaires. Les gros propriétaires étendent désormais leur puissance, sous-louant à des fermiers et employant une main-d'œuvre salariée. Ce mouvement est lent, très sensible aux variations des prix agricoles et très inégal selon les régions.

D'autres pays d'Europe du nord-ouest suivent avec un inégal bonheur l'exemple de l'Angleterre. Parfois comme en Suède ou aux Pays-Bas, l'Etat pousse à la nouveauté et à l'amélioration économique de l'agriculture. Le plus souvent l'innovation est laissée à quelques grands propriétaires dans la plus totale anarchie. Le cas de la France est plus complexe.

Le cas de la France

En France, le monde rural résiste à l'innovation, ses techniques évoluent lentement, les petits propriétaires s'y renforcent, dès avant la Révolution, mais surtout pendant la Révolution, avec le partage des biens du clergé et de l'aristocratie. Il faut attendre 1840, en pleine Monarchie de Juillet pour qu'une véritable révolution agricole apparaisse. La baisse des prix agricoles de la première moitié du 19^e siècle pousse à la modernisation désormais indispensable pour abaisser les prix de revient et maintenir un large profit en vendant moins cher, mais davantage. L'outillage se perfectionne (la faux est introduite, puis timidement le machinisme). Un marché se modèle, dès que le chemin de fer s'installe.

Alors qu'en Angleterre la révolution agricole précède de trois quarts de siècle la révolution industrielle, en France, le décalage chronologique n'est pas perceptible. Il en sera de même en Allemagne. (...) Aussi bien dans l'élevage que dans les cultures, les taux de croissance globaux sous la restauration et la Monarchie de Juillet sont impressionnants. Sauf dans quelques régions comme l'Alsace, la Brie, la Beauce, les grands propriétaires ne deviendront pas la règle. En France, la structure agraire reste une structure de petits propriétaires embauchant parfois quelques ouvriers agricoles.

Comme nous le verrons, la révolution agricole est une condition nécessaire à la révolution industrielle ; cependant, elle est loin d'être suffisante, comme l'a montré J.-P. Rioux dans son ouvrage : *La révolution industrielle 1780-1880*. (...) Une agriculture qui n'a pas fait sa révolution, au moins dans certaines régions, freine considérablement la révolution industrielle et interdit en particulier qu'un décollage à l'anglaise intervienne. Ce fut le cas de la France.

La nouveauté qui caractérise la révolution industrielle sur le plan technique, ce n'est pas les machines, c'est le machinisme. C'est-à-dire l'emploi courant de machines qui permettent de grosses productions à bas prix. (...) Progressivement, le machinisme substitue les procédés mécaniques à l'habileté manuelle et à la formation professionnelle longue et coûteuse, et permet à long terme le remplacement des artisans et des travailleurs du *domestic system* par la foule de main-d'œuvre de l'usine moderne. Il ouvre donc une ère nouvelle dans l'exploitation de la rentabilité du travail humain et permet l'épanouissement de la révolution industrielle.

Les innovations techniques « en grappes » se succèdent, se complètent, s'enrichissent. Il est donc très difficile de faire une chronologie d'innovations parallèles dans de multiples domaines et secteurs (textile, métallurgie) reliés à l'innovation majeure de la machine à vapeur qui va aussi permettre la révolution des transports.

L'ère de la vapeur

La machine à vapeur va devenir l'élément-clé du progrès technique dans le textile et dans la métallurgie. (...) Les premières découvertes décisives interviennent dans l'industrie textile, celle du coton en particulier. (...) ma première grande invention concerne (...) le tissage. En 1733, la navette volante de John Kay, qu'un procédé mécanique jette automatiquement d'un bout à l'autre de la trame, multiplie la productivité par quatre et permet de tisser des pièces dont la largeur dépasse la longueur du bras. (...) L'évolution s'achève, en 1779, avec l'invention de la Mule-jenny de Samuel Crompton. Comme son nom l'indique, cette machine combine les avantages de la Jenny et de la Water-frame, elle met en œuvre jusqu'à 400 broches à la fois, mais réclame l'eau ou la machine à vapeur. Avec elle, la filature du coton est définitivement devenue une opération industrielle, concentrée et de plus en plus automatisée.

La production par ouvrier dans l'industrie cotonnière de l'Angleterre passe de 100 en 1829-31 à 372 en 1844-46, 708 en 1859-61 et 948 en 1880-82 (J.-P. Rioux, p. 65).

En capitaux, en main d'œuvre, en rentabilité, en profits, l'industrie métallurgique ne peut guère rivaliser avec celle du textile avant 1830. (...) Le déboisement du pays rend la chauffe au bois de plus en plus difficile et de moins en moins rentable, or l'agriculture demande pour sa révolution de nombreux produits métallurgiques. Une rénovation des méthodes de production était donc nécessaire. Techniquement, le problème fut résolu en 1710 et 1730 par Darby. Il eut l'idée de substituer le charbon de terre au charbon de bois pour la chauffe et de fabriquer de la fonte avec un mélange de houille grillée : le coke. Un haut fourneau dont la taille grandit à mesure que la technique s'affine et dans lequel une soufflerie puissante provoque une combustion presque complète, produit une fonte de moins en moins cassante.

Mais pour obtenir un fer solide, il fallait éliminer les impuretés de la fonte. Breveté en 1784, le procédé de puddlage d'Henry Cort résolut la difficulté et permit d'obtenir un bon fer ou même de l'acier grâce au laminoir. Le fer devint un produit courant, fabriqué en grandes quantités dans les nouvelles forges établies, non plus près des bois et des rivières, mais désormais près des houillères.

Dès le 17^e siècle, avec Salomon De Caus et Denis Papin, les ressources mécaniques de la vapeur ont été démontrées. En 1705, Savery et Newcomen mettent au point une « pompe à feu » pour l'épuisement des eaux dans les galeries des mines. Mais le fait décisif intervint lorsqu'en 1769 James Watt améliore de 50% le rendement de la pompe de Newcomen grâce à un condensateur. Un peu plus tard, il adopte un système de bielle-manivelle qui transforme le mouvement alternatif en mouvement circulaire et surtout fait agir la vapeur sur les deux faces du piston, créant une machine à double effet. Par sa vitesse de rotation, sa

rentabilité, son alimentation simple en eau et en charbon, la machine de Watt peut être facilement et utilement adaptée à toutes les mécaniques du textile ou de la métallurgie.

L'ère de la vapeur commence en Angleterre et s'étalera après 1815 aux Etats-Unis et sur le continent. Partout où gît le charbon (matière première de base de la machine à vapeur) l'industrie est possible, rentable et le travail humain a des effets décuplés. En 1870, les machines à vapeur effectuent en Angleterre un travail qui aurait exigé jadis 40 millions d'hommes.

L'emploi de la vapeur a été une rupture, car désormais la consommation d'énergie n'est plus soumise à un strict impératif géographique, même si l'industrialisation s'est largement faite sur les sites charbonniers. Mais la conquête de la vapeur reste lente et ce n'est que vers 1870 qu'on peut estimer que la puissance des machines à vapeur fixes est devenue comparable à celle des machines hydrauliques. A l'inverse, la croissance de la puissance des machines à vapeur utilisées pour les transports est précoce et très rapide. Dans ce cas, la concurrence de l'hydraulique n'existe pas et le chemin de fer représente une innovation fondamentale (vitesse, quantité, régularité) qui correspond à un saut qualitatif sans équivalent.

A la fin du 18^e siècle et au début du 19^e siècle, le système technique repose sur la trilogie fer, houille, vapeur et non plus comme le système classique sur le bois et l'eau.

La révolution des transports

Prudemment, le capitalisme mise d'abord sur les moyens de communication traditionnels adaptés et rénovés, puis sur le rail. Le réseau routier encore médiocre, malgré les « empierrages » nouveaux et quelques rares revêtements avant 1860, devient plus dense. Souvent à péage en Angleterre, minutieusement entretenu sur les grands axes depuis Napoléon en France, rayonnant autour des capitales, il permet un roulage lent, au pas des convoyeurs pour les marchandises lourdes et des voyages rapides pour la poste et les hommes. (...) Avec des relais sûrs et rapides, un confort honnête, la compagnie Laffite en France relie en 55 heures Paris à Lyon en 1848 contre 100 en 1815. (...) mais partout, les chemins secondaires sont exécrationnels ou inexistantes : le marché des campagnes est inaccessible.

Le seul réseau très dense, systématiquement utilisé et élargi, est celui des voies d'eau. Dès le début de la révolution industrielle jusque vers 1830, cette période est l'époque des rivières et des canaux. (...) Mais l'eau transporte surtout l'essentiel des marchandises lourdes : bois (souvent par flottage), charbon, denrées non périssables. (...) Toutes les régions industrielles sont quadrillées par les voies d'eau (...) : la France où la Monarchie de Juillet (1840) entretient les canaux de l'Ancien Régime et crée le réseau du Nord et de l'Est portant à plus de 10 000 km le réseau navigable, sans compter les rivières fréquentées comme la Loire, la Seine, le Rhône.

L'introduction des bateaux à vapeur et en fer va modifier profondément le commerce maritime. Face aux lourds voiliers de bois qui mettent plus d'un mois à traverser l'Atlantique, les clippers américains, premiers steamers avec leurs roues à aubes et leurs voiles d'appoint, joignent New York à l'Angleterre en 14 jours vers 1830. Mais il faut attendre 1860 pour que

se généralise l'usage de l'hélice qui rend les vapeurs plus résistants au gros temps et plus maniables. (...) De puissantes compagnies se spécialisent dans le trafic international.

Le percement de l'isthme de Suez en 1869 qui réduit de moitié le trajet entre l'Europe et l'Extrême-Orient traduit cette volonté de conquête du monde par la navigation à vapeur. Partout, les taux de fret s'abaissent considérablement. D'Anvers à New York, la tonne de marchandises transportée passe de 80 francs vers 1820 à 20 francs en 1850. (...) Mais l'arme décisive de l'essor du capitalisme industriel sera le rail.

Vers 1830, le chemin de fer ne semble guère appelé à un grand avenir. Il reste étroitement lié au monde en pleine expansion de la mine, où depuis le 17^e siècle le rail de bois puis de fonte se perfectionne, où circulent les premiers « tramways » chargés de charbon poussés à bras, où sont expérimentées les premières locomotives à vapeur construites par Stephenson, après 1815.

Les premières lignes Saint-Etienne – Andrézieux (1823), Lyon – Saint-Etienne (1826), Liverpool - Manchester (1830) sont construites sans grand enthousiasme par quelques fervents qui ont bien des difficultés à rassembler le capital de départ. Puis, brusquement, après un temps d'observation du succès de Liverpool – Manchester, une fièvre ferroviaire s'empare de l'Europe dans la plus totale anarchie, des sociétés se constituent qui construisent des tronçons sans plan d'ensemble. En 1840, l'Angleterre possède 800 km de rail (...). En France, Rothschild et Lafitte financent une ligne publicitaire Paris – Saint-Germain en 1837.

Pourquoi cet engouement général ? Des arguments économiques traditionnels peuvent être avancés. D'une part, le rail débloque des marchés jusque-là inaccessibles, abaisse le coût du transport donc les prix de revient, tout en permettant de vendre davantage et plus vite. D'autre part, les industriels de la métallurgie sont parmi les plus enthousiastes. En effet, l'infrastructure des lignes, les locomotives et tout le matériel roulant représentent pour eux des commandes énormes qui aideront leurs industries à se développer à leur tour et qui leur permettront de rattraper et de distancer le secteur-clé de la croissance, le textile.

Mais la motivation essentielle est strictement capitaliste. L'attrait décisif du rail, c'est l'énorme masse de capitaux qu'il mobilise et qu'il fait fructifier. Les forts profits du début de la révolution industrielle ne peuvent plus guère être de façon rentable écoulés dans le secteur textile. Les produits y sont trop bon marché, les marges bénéficiaires baissent, les possibilités d'extension massive des productions et des marchés très minces. Les capitaux de l'aristocratie, des premiers capitaines d'industries et de la classe aisée cherchent désespérément à s'investir au point qu'ils succombent parfois à la fièvre spéculative déclenchant les premières graves crises du système, en 1825 puis en 1836-1839. Les spéculations provoquent des paniques boursières et révèlent l'inadaptation du système bancaire. Or ce sont précisément des banquiers qui ont flairé très vite l'importance du rail.

Grâce à lui, le crédit moderne peut s'organiser, rafler l'épargne et les capitaux flottants, investir massivement et créer de forts bénéfices. La production ferroviaire exige des investissements importants au départ. En 1826, le Saint-Etienne – Lyon mobilise 10 millions de francs ; mais, en 1845, le Paris – Lille entraîne le lancement par James de Rothschild d'une

société au capital de 200 millions de francs, fournis pas 20 000 actionnaires en quelques semaines. Les compagnies ferroviaires nouvelles canalisent d'énormes sommes, par le lancement d'actions, puis un peu plus tard d'emprunts par obligations.

Tout l'appareil bancaire moderne sort directement du champ d'expérimentation qu'est la construction ferroviaire. Les titres sont alors largement diffusés, les grandes banques de crédit vivent des dépôts plus que de leur capital, les banques d'affaires détiennent de fortes participations dans les compagnies ferroviaires et investissent, ensuite, les profits du rail dans d'autres activités. De plus, le chemin de fer va créer les groupes de décision et de pression du grand capital, encore existants aujourd'hui. En France, par exemple, les Rothschild jettent leur puissance dans la course aux chemins de fer. Mais ils ne sont pas les seuls, les Pereire avec le Crédit Mobilier et la Sidérurgie stéphanoise, les Schneider avec la Société Générale se lancent dans l'aventure.

Par la suite, la construction de voies ferrées est un élément décisif des politiques impérialistes des grandes puissances industrielles (Angleterre, France, principalement). Le rail ouvre tous les espoirs de développement économique. Les banquiers, les épargnants, les industriels, les ingénieurs d'Angleterre, de France, de Belgique, d'Allemagne, des Etats-Unis, s'affairent et le rail ceinture le monde, pour le profit des pays qui ont les premiers maîtrisé sa technique et sa rentabilité. Ils ne cherchent pas à établir des réseaux rationnels, car quelques lignes suffisent pour ouvrir des marchés sûrs. Arme décisive du capitalisme industriel et de l'impérialisme, le rail se trouve sur tous les continents et impose un nouvel ordre économique aux dimensions de la planète.

Le rôle de l'éducation

A la fin du 19^e siècle, l'ensemble des jeunes Français sait lire et écrire. En conséquence, comme le montre F. Furet et J. Ozouf (*Lire et écrire : l'alphabétisation des Français de Calvin à Jules Ferry*) lorsque Jules Ferry instaure l'école républicaine, laïque, gratuite et obligatoire, l'alphabétisation des Français est quasiment acquise. C'est que, pendant les deux ou trois siècles précédents, les communautés villageoises et urbaines ont fondé, administré et financé leurs écoles. En effet, l'entrée dans la culture écrite est une obligation que le protestantisme, puis la Contre-Réforme, ont démocratisés. (...) L'universalisation de l'alphabétisation naît du développement industriel, qui impose la division du travail et répand la communication par l'écrit, du haut vers le bas du corps social.

L'attitude face à l'argent et la naissance des systèmes financiers

Max Weber a montré l'existence d'un lien entre le protestantisme et l'esprit capitaliste qui serait visible dès le 16^e siècle. Mais notons qu'au 18^e siècle, l'Eglise catholique a singulièrement assoupli son attitude méfiante face au profit et à l'usure, et depuis longtemps. (...) Des sectes dissidentes seront à la source de grandes dynasties industrielles bourgeoises et d'inventeurs : les Darby, grands métallurgistes, sont Quakers ; Watt est presbytérien ; les manufactures protestantes de l'Alsace et des vallées vosgiennes contribuent largement à lancer la révolution industrielle en France.

On assiste aussi à un lent déplacement culturel vers les valeurs pécuniaires. Autant que le capital, c'est sa vitesse de circulation qui compte, son emploi judicieux au bon moment, le

sens du risque au moment opportun. Le temps de vient de l'argent, le profit le moteur du développement capitaliste.

La raison du succès boule de neige de la révolution en Angleterre, c'est que durant soixante-dix ans, de 1780 à 1850, les entreprises mécanisées produisent une rente annuelle correspondant à 20 ou 25% du capital investi, quand le capital investi ailleurs ne produisait au mieux que 10 à 15% par an.

Au sein des systèmes financiers, il nous faut distinguer les systèmes bancaires des caisses qui font la collecte de l'épargne des marchés financiers (bourse). (...) Jusqu'au début du 19^e siècle, l'émission de billets est une opération bancaire classique puisque le billet est principalement un certificat de dépôt. Mais cette émission décentralisée de billets pose vite problème. D'abord, la multiplication des échanges crée un besoin en billets reconnu à plus grande échelle que l'échelle locale. Ensuite, l'Etat voit dans la prolifération des billets une concurrence à son droit de battre monnaie. Enfin, la multiplication des billets au-delà des encaisses accroît les risques de faillites bancaires et d'instabilité monétaire.

Pour toutes ces raisons, le pouvoir d'émission se concentre progressivement entre les mains d'une banque centrale qui dispose du monopole d'émission. La banque d'Angleterre fondée en 1694 obtient le privilège d'émission en 1844 contre versement d'une redevance à l'Etat. La Banque de France, créée en 1800, obtient le monopole d'abord pour la région parisienne, puis pour la France entière en 1848. Les banques centrales sont à l'époque des banques privées exerçant un monopole d'émission conféré par l'Etat.

Les premières caisses d'épargne représentent un progrès social dans la mesure où les catégories modestes peuvent également valoriser leur épargne. Les premières caisses d'épargne font leur apparition en Allemagne à la fin du 18^e siècle. Le mouvement se répand très vite en Angleterre, aux Etats-Unis, et en France où F. La Rochefoucauld-Liancourt fonde, en 1818, la caisse d'épargne de Paris.

Au début du 19^e siècle, le financement de la croissance des entreprises étant assuré par l'autofinancement, les entreprises font peu appel au marché financier ; la forme juridique n'y incite pas puisque la création de sociétés de capitaux est fortement limitée. (...) C'est seulement en 1837, que J. Rothschild et E. Pereire émettent des actions à des prix relativement faibles pour financer le chemin de fer. Ces nouveaux titres rencontrent, comme nous l'avons vu dans l'ère du rail, un vif succès dans le public, si bien que d'importantes sommes d'argent peuvent être réunies en peu de temps.

Mais c'est avec la loi accordant la liberté entière de fondation d'une société anonyme (1867) que les entreprises disposent véritablement de la possibilité de drainer l'épargne. Cependant, les obligations ont toujours la préférence du public en raison de la sécurité de leur rendement, qu'ils s'agissent d'obligations d'Etat ou celles des compagnies de chemin de fer. (...) Dans la deuxième moitié du siècle, c'est le placement des titres de chemin de fer qui assure l'essor de l'activité boursière, en France, mais aussi en Allemagne et en Angleterre.

La pensée économique reflète l'évolution que représentent le changement d'attitude face à l'argent et les développements des systèmes financiers et bancaires. Le vieux

mercantilisme ferraille vaillamment, mais rend les armes devant les doctrines libérales confirmées par l'exemple du développement anglais.

Le renouveau de la pensée économique

Dès 1752, David Hume vante le libre-échange, il s'oppose à la thésaurisation stérile de la monnaie et prône la division internationale du travail. (...) L'école classique anglaise se donne sa bible en 1776 avec *Les recherches sur la nature et sur les causes de la richesse des nations* d'Adam Smith. Dans une économie où l'Etat ne doit pas intervenir, restent face à face le capital et le travail dans une totale liberté. Seule la division du travail, déterminée par l'étendue du marché, crée la richesse, la valeur donc l'utilité. Les salaires payés au plus bas, l'investissement devient rentable, procurant des profits élevés. La soif de profits pousse à l'individualisme et l'égoïsme devient le moteur de l'activité économique.

En 1789, année où, en France, les Droits de l'homme deviennent ceux de l'individualisme bourgeois fondé sur la propriété privée, Bentham affirme : « *le motif sur lequel on doit compter est celui dont l'influence est la plus puissante, la plus continue, la plus uniforme, la plus durable. Ce motif est l'intérêt personnel. Un système économique fondé sur toute autre base repose sur du sable mouvant* ». C'est l'apologie du profit et des inégalités. Ce courant de pensée libérale domine au 19^e siècle, mais il est fortement critiqué en Europe continentale.

La pensée économique de l'école classique va prendre son essor en Angleterre (...). Le modèle classique repose sur plusieurs propositions : l'enrichissement des nations tient à l'accumulation du capital ; cette accumulation dépend du goût pour l'épargne des détenteurs de profits ; cette épargne s'investit spontanément dans les secteurs où le taux de profit est le plus élevé, ce qui entretient le processus de croissance.

Les classiques développent donc des idées libérales : il faut supprimer les règlements et les protections, le libre-échange améliore la situation des nations, l'individu est plus apte que l'Etat à créer des richesses et à réaliser le bien-être de tous en cherchant de façon égoïste son propre intérêt (...). Cette pensée classique se développe à partir de 1776 et s'épanouit vers 1871.

Alors que le libéralisme s'impose en Angleterre et en France, un autre courant critique à l'égard de l'ordre économique et social du capitalisme concurrentiel se développe. En effet, des économistes observent la difficile situation des classes laborieuses (...) Ils refusent dès lors l'économie de marché et s'opposent aux lois de l'économie classique anglaise. Ils proposent de modifier les institutions au nom de la justice sociale, ils adoptent donc des méthodes globalisantes et des attitudes réformistes. Souvent, ils préfèrent l'expérimentation économique et sociale à l'élaboration d'une théorie économique complexe.

En France, Sismondi élabore les notions-clés à opposer au capitalisme sauvage qui s'installe, l'idée d'un capitalisme tempéré et régulé est ainsi précisée. Saint-Simon, en « industrialiste » imagine un système économique d'un genre nouveau donnant une place majeure aux nouvelles élites productrices. Il propose une politique économique volontariste et industrialisante qui évoque par certains aspects la planification.

D'autres vont encore plus loin, ils imaginent une transformation radicale des règles du jeu économique. D'une part, l'approche anarchiste ou « associationniste » de Proudhon, de Bakounine, propose de partir de petits groupes d'individus et de transformer leur mode d'organisation. D'autre part, les communistes utopiques tels Fourier ou Owen imaginent une nouvelle organisation économique et sociale et décrivent souvent dans le détail le monde idéal dont ils rêvent.

Enfin, la conception plus globale des socialistes et communistes révolutionnaires affirme qu'il faut prendre l'appareil d'Etat, développer la planification et instaurer la propriété collective des principaux moyens de production. Les marxistes refusent d'imaginer une nouvelle société, ils défendent l'idée d'un socialisme scientifique. Ils laissent aux révolutionnaires le soin de trouver la route du changement de système économique.

Les facteurs politiques

En France, la période révolutionnaire voit une décélération massive de la production industrielle. Le décollage à l'anglaise y était peut-être possible vers 1780. Les dix années de luttes civiles et militaires de 1789 à 1799 ruinent cet espoir. Le pays perd les ressources de son commerce d'outre-mer, ses ports périclitent, le marché européen conquis depuis Valmy (1792) est trop instable pour être fructueux. (...) De 1790 à 1795, le chiffre d'affaires des manufactures de Rouen passe de 41 à 15 millions, le nombre de leurs ouvriers de 246 000 à 86 000. A l'avènement de Bonaparte, la production est au mieux égale à 60% de son niveau d'avant 1789. Il faudra attendre 1800-1810 pour que la croissance française soit relancée ; cependant, la bourgeoisie se détourne des activités industrielles dès que les guerres reprennent.

L'exemple espagnol montre que les conséquences d'une crise politique peuvent être encore plus désastreuses. A la fin du 18^e siècle (...), l'Espagne semble mûre pour le décollage avant la France. Or, les désastres militaires et politiques révèlent la fragilité de ce développement et jettent le pays dans l'anachronisme ou la stagnation. Trafalgar (bataille navale entre les Français et les Anglais : gagnée par les Anglais, ceux-ci deviennent les seuls maîtres des océans) dissocie l'économie espagnole de son empire colonial. L'occupation du pays par la France napoléonienne fait de beaucoup d'Espagnols éclairés des collaborateurs haïs par le peuple : contre napoléon, la bourgeoisie libérale bâtit un front précaire avec les forces populaires manipulées par le clergé et les grands propriétaires réactionnaires. La guerre d'indépendance s'achève par un triomphe définitif des forces du passé. L'Espagne du 19^e siècle protectionniste, sous-industrialisée, livrée aux capitaux et aux exportations anglaises, celle des latifundiaires (très gros propriétaires fonciers) et des putschs militaires est née.

Les causes de la révolution industrielle (révolution agricole, révolution technique, révolution des mentalités) s'entrecroisent, s'intensifient, s'amplifient dans un processus complexe qui donne corps à la révolution industrielle. Ainsi, cette dernière n'est pas, comme on le croit souvent, un phénomène linéaire.

B- Les conséquences de la révolution industrielle

L'Angleterre

En misant sur le capital, sur la mécanisation, l'Angleterre est d'entrée capable d'inonder le monde d'articles manufacturés de qualité moyenne. Alors que le marché intérieur est encore fortement limité, les industries se dirigent vers l'exportation en produisant des cotonnades, des lainages, de la toile de lin, du fer et de l'acier. De 1780 à 1800, le volume des exportations croît de plus de 6% par an.

Mais la lutte contre la France révolutionnaire et impériale risque de tout remettre en cause comme dans le cas de l'Espagne. La France rentre en force sur le marché européen et tente d'en évincer les produits anglais. Puis le blocus continental, lorsqu'il est sérieusement appliqué entre juillet 1807 et juillet 1808 et du printemps 1810 à la fin 1812, disloque l'économie anglaise, du fait que l'important marché des jeunes Etats-Unis se ferme. L'Angleterre va alors connaître sa première crise économique qui sera surmontée grâce aux sacrifices imposés au monde ouvrier. Dès 1815 (chute de Napoléon), le capitalisme anglais retrouve la libre possession des grands marchés mondiaux. (...) de 1815 à 1840, l'Angleterre devient véritablement l'atelier du monde.

La France

L'économie française utilise avec la même souplesse que l'économie anglaise les facteurs de production les plus avantageux. Au 18^e siècle, la croissance française suit, mais en partant de plus bas, un rythme assez semblable à celui de la croissance anglaise. (...) De 1790 à 1800, la bourgeoisie prend le pouvoir après avoir évité le danger populaire en liquidant les amis de Robespierre et de Saint-Just. (...) Vers 1800-1810, le démarrage sera possible, se traduisant par des innovations techniques, des investissements et la spécialisation des zones industrielles du nord, de l'est, du Bassin parisien et du Massif Central. Cependant, tout échoue, car la guerre reprend et l'Empire accumule les revers, après 1810, avant de disparaître en 1815.

Jamais les industriels et les commerçants français, au grand dam de Napoléon, n'ont su profiter de l'affaiblissement anglais consécutif au blocus, pour maîtriser le vaste marché européen que les armées leur avaient ouvert, alors que d'autres, les Belges, les Suisses, les industriels de la Ruhr, eux savent saisir l'occasion.

L'Allemagne

Au 18^e siècle et au début du 19^e siècle, le morcellement politique de l'Allemagne n'a pas favorisé la création d'un marché homogène. (...) Il faut attendre 1871 pour que l'unification des Etats allemands se réalise. Désormais, l'industrialisation peut commencer : utilisant sans complexe les spécialistes et les techniques anglaises, les machines, les rails, puis la capitaux et les savoir-faire français, assimilant les acquis des pays qui ont démarré avant le leur, les Allemands se lancent dans une révolution industrielle moderne, par le charbon, l'acier, le chemin de fer. Dès 1850, le réseau ferré dépasse en longueur celui de la France. L'originalité du processus d'industrialisation de l'Allemagne tient dans le peu de capitaux que possèdent à l'origine les entrepreneurs lié à une politique hardie du crédit.

Les entrepreneurs allemands pratiquent d'entrée la concentration des techniques, avec un souci de réaliser des ententes et de lier recherches industrielles et universitaires. Dès 1858, 50 sociétés de la Ruhr lancent un programme de recherches sur les dérivés du

charbon. (...) Mais l'originalité principale du développement économique de l'Allemagne, à partir de 1871, tient à l'action de l'Etat. (...) Il prend part directement au démarrage des principales industries en envoyant des missions d'ingénieurs se former en Angleterre et parfois en créant des entreprises publiques. (...) Enfin, l'intervention de l'Etat est également très précoce dans le domaine social, avec la création entre 1883 et 1889, d'un système très complet d'assurances sociales obligatoires financées par des cotisations patronales et ouvrières, avec un complément versé par l'Etat.

Les Etats-Unis d'Amérique

Aux Etats-Unis se façonne une économie originale qui va en quelques décennies dépasser toutes celles du continent européen et détrôner la puissance anglaise. Ses chances sont évidentes, dès le départ : la colonisation anglaise débouche, après une guerre d'indépendance et avec l'aide des Français aux insurgés, sur l'indépendance politique en 1783 ; une guerre contre le Mexique livre à la jeune Nation un immense territoire vierge d'où les Indiens, premiers occupants, sont impitoyablement éliminés.

La domination économique anglaise qui freine, jusque vers 1810 environ, l'essor d'une jeune industrie permet, cependant, le développement de fructueuses opérations maritimes, l'introduction massive de capitaux et de techniques. Par ailleurs et très vite, les Etats-Unis fournissent une étonnante pléiade d'inventeurs, de mécaniciens qui perfectionnent et adaptent aux réalités du pays les machines anglaises. (...) Fulton, Rumsay, Steven appliquent avec succès la vapeur aux navires et aux locomotives. En 1851, Elias Howe invente la machine à coudre et Morse le télégraphe magnétique. De plus, la rareté de la main d'œuvre rend nécessaire la production mécanisée. (...) En 1855, scellant le triomphe technique, l'achat par le gouvernement britannique de la première machine-outil yankee prend valeur de symbole.

Mais surtout, les progrès des Etats-Unis furent amplifiés par l'immigration. La population augmente de 4 à 50 millions entre 1790 et 1880, faisant des Etats-Unis le pays le plus peuplé à population blanche possédant aussi une minorité noire importante. (...) L'Europe anglo-saxonne et germanique, relayée par l'Europe centrale, orientale et méditerranéenne, déverse vers les Etats-Unis ses opprimés et ses miséreux en surnombre : de 3 à 400 000 par an entre 1845 et 1870. Ces immigrants, déjà formés, souvent techniquement très capables, contribuent à élargir formidablement le marché urbain et deviennent une main-d'œuvre industrielle bon marché.

Avant 1880, les collectivités, les villes, les Etats, l'Etat fédéral ont joué un rôle décisif dans le lancement de la croissance, en organisant la vente des terres, en lançant des travaux publics, en subventionnant la création de compagnies ferroviaires et en souscrivant, ensuite, massivement à leurs emprunts obligataires. (...) Dans le Missouri, en Géorgie, le Massachussetts, l'Etat subventionne la construction ferroviaire. Ce n'est qu'après le lancement, lorsque les risques graves ont été assumés par la collectivité, que les capitaux publics se retirent et que s'amorce le règne incontesté des firmes privées, mais après 1880. De fait, le démarrage économique des Etats-Unis n'aurait pas été aussi « libéral » qu'on l'imagine souvent, qu'on l'affirme parfois.

Les 4 économies dominantes

Au cours du premier âge du capitalisme industriel, quatre grande économies émergent et deviennent dominantes (Angleterre, France, Allemagne, Etats-Unis) (...) et trois industries (...) peuvent être qualifiées de motrices, celles du coton, de la fonte et des rails de chemin de fer. (...) L'avance de l'Angleterre est écrasante, pendant toute la première moitié du siècle, et reste importante après 1850. (...) Les quatre pays dominants représentent, alors, entre les deux tiers et les trois cinquièmes de la production industrielle mondiale.

La naissance du monde ouvrier

Pour amorcer la croissance du capitalisme industriel, tous les facteurs de production sont employés à pleine capacité ; l'investissement nécessaire ne peut, alors, se faire qu'au détriment de la consommation. Seule une longue journée de travail et des bas salaires payés à une main d'œuvre abondante et inorganisée, avec un marché du travail solidement tenu de manière à n'offrir de l'emploi qu'à ceux qui acceptent les nouvelles règles de la production industrielle, peuvent favoriser l'investissement. La misère ouvrière n'est donc pas le fruit d'un coupable relâchement moral des employeurs, un mépris de la condition humaine et de la justice. Cette situation des classes populaires est une loi du capitalisme en expansion.

Les travailleurs des grandes entreprises viennent dans une forte proportion des campagnes voisines, et la législation évolue pour faciliter la mobilité géographique de la main d'œuvre. Par exemple, en Angleterre, jusque vers 1795, la loi faisait obligation aux paroisses de parquer dans des *workhouses* pénitenciers et moralisantes les pauvres sans travail rejetés du monde rural. La loi de 1795 qui établit la liberté de déplacement pour ces indigents les livre au libre jeu du marché et les précipite en grand nombre vers les centres manufacturiers qui cherchent une main d'œuvre bon marché. On observe la même évolution en Allemagne, en Europe centrale, où les codes d'assistance sont eux aussi assouplis, au début du 19^e siècle.

Seule la France ralentira le processus avec la création d'une classe de paysans moyens nombreux issue du partage inégal, mais réel, de la terre des privilégiés sous la Révolution. Dans le même esprit, les contrats de travail qui pouvaient lier à vie les serfs ou les valets à leur employeur, sont abrogés partout en Europe.

On remarque un mouvement de population de l'Angleterre verte du sud vers l'Angleterre noire du centre et de l'ouest, de l'Italie du sud vers Gènes, Turin et Milan, une concentration ouvrière en Allemagne dans la Ruhr et en France dans le nord et l'est. Bien vite, ces mouvements de population peuvent prendre l'allure d'émigrations massives, comme celle des Irlandais, à la fin du 18^e siècle, peuplant les foyers industriels d'Angleterre, d'Ecosse et du Pays de Galles.

Pour recruter, l'industrie doit imposer le déracinement. Personne ne devient spontanément ouvrier ; l'instabilité est la règle, les entrepreneurs se plaignent de ne pouvoir retenir l'ouvrier qui disparaît au moment des travaux agricoles, se révèle incapable de supporter la monotonie des tâches, de respecter l'horaire imposé par l'organisation du travail. Cela explique le recours à une main d'œuvre périphérique : femmes, enfants.

L'organisation et les conditions de travail

Souvent, l'ouvrier sur sa machine peut, d'un jour à l'autre, devenir manutentionnaire, magasinier, emballer... Les spécialisations sont introduites très tardivement. L'entretien et le réglage des machines sont réalisés par des spécialistes qui très lentement constitueront une élite professionnelle dominant les ouvriers à la fin du 19^e siècle.

Les conditions de travail sont extrêmement pénibles. En effet, une atmosphère de désordre, un bruit permanent et varié, un atelier glacial l'hiver et torride l'été, peu ou pas d'aération, l'huile des machines maculant les vêtements, très rarement l'existence d'un vestiaire, d'une cantine et de commodités, des cadences infernales, une surveillance quasi militaire des contremaîtres rendent le travail dégradant. A chaque instant, l'accident est possible et ils sont extrêmement nombreux. Par exemple, les engrenages sont de terribles broyeurs de doigts, les mines des pièges. Le nombre d'estropiés est tel à Manchester qu'Engels se sent « au milieu d'une armée en campagne ». De plus, les maladies professionnelles sont légion : tuberculose surtout dans le textile, silicose des mineurs, maladie des affûteurs de Sheffield qui atteint tous les survivants âgés de 50 ans.

Partout, la journée de travail est allongée aux limites de la résistance physique des ouvriers. Limitée au 18^e siècle par la durée du jour, elle s'allonge jusque vers 1850 avec l'éclairage au gaz qui permet de faire fonctionner certaines fabriques nuit et jour. En moyenne, dans toutes les branches de l'activité industrielle, elle oscille entre 12 et 15 heures. Elle peut atteindre jusqu'à 16 heures, 7 jours sur 7, le repos dominical n'étant pas toujours respecté. De plus en plus d'ouvriers hommes, femmes et enfants, habitant loin de l'usine, doivent parcourir à pied 2 à 4 heures de trajet quotidien.

De plus, en usine, l'horrible tient à la naïveté des ouvriers. En effet, les pauses et horaires des repas sont fréquemment diminués. Au début du 19^e siècle, les sonneries des cloches et des horloges sont truquées. Les règlements draconiens, les fortes amendes pour peccadilles, la violence des chefs sont la règle. On impose le travail en continu, sans congé, sans jours fériés. Le contraste est brutal avec la tradition rurale marquée par le grand nombre de fêtes chômées (jusqu'à 40%). Le paiement à la pièce usinée est remplacé par le paiement d'un tarif horaire qui permet de diminuer le salaire ouvrier. (...) En France, le salaire baisse de 10% entre 1810 et 1850, mais les crises (1837-1841 et 1846-1849) peuvent le faire chuter de 50%. Misère et malnutrition touchent non seulement les chômeurs, mais aussi les salariés. Il est impossible de survivre sans « l'appoint » du travail de la femme et des enfants.

Au début du développement du travail industriel, de nombreux hommes se détournent avec dégoût et fierté du travail industriel qui les humilie. Une solution s'impose alors : l'utilisation des femmes et des enfants. (...) Elle permet de briser par la concurrence les résistances éventuelles des hommes et de diminuer les salaires (...). Une femme reçoit la moitié du salaire masculin et l'enfant un quart. D'autre part, elle livre des familles entières au travail industriel et permet ainsi d'accélérer la rupture avec le monde et les activités rurales.

Le travail des femmes et des enfants

Les femmes font un travail d'homme sans privilège aucun. Les enfants, par leur souplesse et leur petite taille, sont employés à des tâches précises, ce qui dispense

l'employeur d'accélérer le perfectionnement du matériel. Par exemple, les enfants sont chargés de tirer, souvent en rampant, les berlines dans les boyaux des mines ; de rattacher les fils brisés derrière les métiers à tisser ; de nettoyer les parties peu accessibles des machines. Au début du 19^e siècle, l'occupation des enfants est loin d'être marginale puisque, au moins jusque vers 1850, cette main-d'œuvre à bas prix fournit la moitié des effectifs dans le textile anglais. En 1844, dans une enquête portant sur 412 fabriques anglaises de coton, on compte un quart d'hommes adultes pour trois quarts de femmes et d'enfants.

A la même époque, des paroisses sans s'encombrer de charité évangélique fournissent de nombreux enfants aux employeurs industriels. Elles organisent même la vente d'enfants en surplus qu'elles ne désirent pas ou plus secourir, parfois sans se soucier de l'avis des parents. A cette traite systématique s'ajoute la dureté du travail et les sévices. Les enquêtes anglaises fourmillent d'exemples de patrons sadiques, usant de cravaches et du poing, de contremaîtres experts en tortures et en appareillages des membres trop courts des enfants pour les adapter aux machines.

Ainsi, l'emploi d'enfants de 4 à 6 ans, parfois de 4 heures du matin jusqu'à 10 heures du soir (hors trajet) est courant et recherché. Dès qu'un enfant sait marcher, il est considéré comme apte au travail sur les machines. Cette torture affichée reste la tare indélébile du capitalisme industriel naissant, car ces enfants n'avaient pas d'autres possibilités pour survivre : le revenu familial étant trop faible pour les nourrir, ils devaient eux-mêmes travailler. Telle est encore la situation de nombreux enfants des pays en développement ou du quart monde des pays riches.

Les règles et les lois du travail

En France (...) la loi Le Chapelier (juin 1791) interdit les associations de citoyens ayant pour but la défense de leurs prétendus intérêts communs. En Angleterre, entre 1799 et 1800, le vieux *statute of artificers*, qui définissait les corporations, est abrogé par les *combination acts* qui interdisent toute coalition. La loi favorise l'employeur : « *le maître est cru sur son affirmation pour la quotité des gages, pour le paiement du salaire de l'année échue et pour les acomptes donnés pour l'année courante* », (article 1781) du code Napoléon). Le contrat étant en général verbal, cela revient à débouter d'avance toute contestation salariale.

En France (...) le livret ouvrier est un moyen efficace de soumission. Institué en 1746, supprimé en 1791, puis rétabli par le consulat en 1803, il est un véritable passeport sans lequel l'ouvrier ne peut ni quitter son emploi, ni être embauché, ni changer de domicile. Dans l'Article 3 de la loi de 1803, on peut lire : « *Tout ouvrier qui voyagerait sans être muni d'un livret visé par le commissariat de police ou le maire sera réputé vagabond, arrêté et puni comme tel (6 mois de prison)* ». Certains employeurs y inscrivent des appréciations désobligeantes qui forment un handicap à vie. L'employeur le conserve, et ne le rend qu'à l'ouvrier libre de tout engagement. (...) Après 1850, le livret tombe en désuétude, mais n'est supprimé officiellement qu'en 1890.

La naissance du mouvement ouvrier

Cette naissance du mouvement ouvrier organisé passe par trois phases. La première est marquée par les révoltes luddites. Au tournant du 18^e siècle, vers 1750, des révoltes luddites se répandent là où apparaît la machine. Ce sont des soulèvements « primaires » qui se concrétisent par des bris de machines. Les ouvriers persuadés que tous leurs malheurs proviennent des nouvelles machines les détruisent. (...) Ces révoltes sont écrasées sans ménagement par le pouvoir. Tournées contre les machines, ces actions trouvent en elles leur limite et elles disparaissent dès les années 1820. En effet, la machine a un double rôle : concurrente du travail, elle est aussi un moyen de production sans lequel il n'y aurait pas d'embauche.

La deuxième phase se concrétise par l'apparition de groupements variés. D'une part, les sectes religieuses se multiplient dans les couches d'ouvriers non qualifiés déracinés, surtout en Angleterre et aux Etats-Unis. D'autre part, le compagnonnage des sociétés secrètes se maintient dans certains groupes d'ouvriers qualifiés, mais il mêle souvent les patrons et les compagnons et a tendance à s'affaiblir dans les rivalités de métiers. Enfin, les mutuelles apparaissent en grand nombre. On en compte 300 000 en 1853 et 800 000 en 1869, en France. (...) La mutuelle est un lieu de formation des militants qui apprennent à s'organiser, à informer les camarades de travail sur leurs droits, d'où l'importance de ces mutuelles qui seront à la source des syndicats ouvriers. Ces derniers ne seront autorisés qu'au cours du deuxième âge du capitalisme industriel.

La troisième phase se cristallise autour des mouvements révolutionnaires principalement en France. Pendant la deuxième république, en février 1848, une révolution renverse Louis-Philippe. Les ouvriers réclament un droit au travail et une garantie du travail ; un droit d'association ; la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme. Un ministère du travail chargé des associations ouvrières crée les ateliers nationaux. Ils embauchent des chômeurs occupés à des tâches d'intérêt public. Mais dès le 21 juin 1848, la Constituante supprime ces ateliers nationaux et les barricades s'érigent à nouveau. Le Général Cavaignac rétablit l'ordre par une répression brutale qui entraîne la mort de 2500 personnes et la déportation de 4348 personnes vers l'Algérie. La révolution de 1848 (...) a touché à peu près toute l'Europe occidentale et centrale, notamment l'Angleterre, la France, l'Italie, l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie. Elle a commencé dès juin 1846 et ne s'est terminée, avec le triomphe des forces réactionnaires, qu'en août 1849.

Après la fin du Second Empire, le 26 mars 1871, commence l'histoire de la Commune de Paris. Elle instaure une république sociale qui décrète l'égalité des salaires, la réalisation de la production par des associations de travailleurs, la démocratie ouvrière. Cette dernière se caractérise par l'élection d'élus révocables, c'est-à-dire qu'à tout moment un pourcentage d'électeurs peut révoquer un élu qui ne respecte pas ses engagements. Mais cette république sociale est brève et elle s'achève dans le sang lorsque Thiers assiège Paris. (...) Depuis lors, la Commune est un symbole pour le mouvement ouvrier mondial. Les Bolcheviks espéraient seulement durer un jour de plus que les glorieux communards. Les défilés du premier mai s'achèvent au mur des Fédérés dans le cimetière du Père Lachaise où on entonne l'Internationale, le chant de ralliement ouvrier mondial, dont le texte est un poème écrit, en juin 1871, par le communard Eugène Pottier.

Cependant, malgré ces divers mouvements, partout le même constat : ce sont les ouvriers les plus qualifiés, et non les plus misérables, qui se révoltent. On les trouve à la tête des mutuelles, des coopératives, des partis. On rencontre toutes sortes de personnages influents qui épousent la cause ouvrière, par idéologie ou humanisme. C'est le cas d'Owen, industriel, de Marx, fils d'avocat et journaliste, ou d'Engels, industriel. Les rares ouvriers qui deviennent penseurs et hommes politiques viennent de l'artisanat, ce sont des autodidactes, comme A. Perdiguier, menuisier, ou J. Proudhon, imprimeur. Le mouvement ouvrier naît avec l'industrie, mais cette dernière broie trop ses recrues, pour générer des hommes capables de les diriger.

2- Les résistances au sous-développement

Après la chute de Napoléon en 1815, l'Angleterre établit son hégémonie sur le monde, dont elle devient le gendarme. L'artisan principal de cette nouvelle orientation politique, le Premier ministre Canning décide : de soutenir indirectement les indépendances latino-américaines contre la promesse du libre-échange en cas de victoire ; de contrôler les trafics transatlantiques entre l'Europe, l'Afrique et l'Amérique ; de favoriser les transferts d'activités de l'ancienne compagnie des Indes vers l'Extrême Orient (Indonésie, Chine, Japon) ; de dominer l'ancienne route des Indes passant par le Proche-Orient.

Face à l'hégémonie anglaise, au cours du 19^e siècle, certains pays vont mener des tentatives de rattrapage qui seront des réussites pour la Russie tsariste et le Japon, et des échecs pour l'Égypte et le Paraguay.

A- Les tentatives de rattrapage au 19^e siècle

La Russie tsariste (...) devenue URSS, sera la deuxième puissance économique mondiale au cours du deuxième âge du capitalisme industriel avant son effondrement au cours du troisième âge. Le Japon deviendra la deuxième puissance économique du monde au cours du troisième âge du capitalisme industriel.

Le sort réservé aux autres pays comme l'Égypte, le Paraguay, la Chine ou l'Empire Ottoman, que nous étudierons dans les parties suivantes, où la pénétration du capitalisme industriel s'intensifie de plus en plus jusqu'à l'imposition d'un statut semi-colonial, montre clairement que le danger était bien réel. Le démarrage de l'industrialisation en Russie et au Japon s'effectue selon un modèle de développement très éloigné à tous égards des modèles anglais, français et américain. Le trait commun le plus saillant est l'importance de l'action de l'État, notamment pour faciliter l'assimilation des techniques modernes, pour créer des infrastructures, pour fournir des débouchés et assurer les conditions initiales d'un développement fondé sur l'initiative privée.

La Russie tsariste

A la fin du 18^e siècle, sur fond de servage aggravé par l'échec de plusieurs révoltes (le servage en Russie n'est aboli qu'en 1863), l'État impérial autocratique russe renforce le

potentiel proto-industriel hérité de Pierre Le Grand et de Catherine 2, pour des raisons de puissance militaire et policière. La nouveauté après 1800, c'est le déclin relatif des manufactures domaniales et serviles du textile que les grands seigneurs russes avaient créées sur leurs propriétés au 18^e siècle.

A partir de 1800, le capital d'Etat ou privé crée de véritables usines où se concentre une classe ouvrière spécialisée d'origine libre ou servile, mais dans tous les cas salariée. L'essor industriel se traduit par le doublement du nombre des ouvriers recensés, qui passe de 252 000 en 1830 à 565 000 en 1860. Dès 1825, mais encore plus en 1845-50, la classe ouvrière russe est déjà la plus concentrée du monde : 50 à 60 ouvriers par usine contre une dizaine en Angleterre et 2,4 en France.

A partir de 1860, l'expansion industrielle est liée au dynamisme de l'économie mondiale, mais elle est impulsée avant tout par un rythme frénétique de construction de voies ferrées. (...) Le ministère des finances accorde son soutien aux compagnies ferroviaires sous forme de garanties auprès des banques ou d'avances plus ou moins remboursables. Les résultats sont impressionnants, le réseau totalise 18 600 kilomètres de voies en 1871 contre seulement 5000 en 1867. Plus des 4/5 du réseau sont à l'époque construits et gérés par des entreprises privées. (...) Toute l'ambiguïté de ces années tient à la juxtaposition d'une politique ultra-réactionnaire dans le domaine agricole, malgré l'abolition du servage, et de la mise en œuvre d'une politique novatrice dans le domaine industriel.

Le Japon du Meiji

Le Japon est complètement fermé aux occidentaux, depuis qu'il a chassé les derniers Hollandais au 18^e siècle. Cet isolement extérieur s'accompagne d'un véritable régime policier, celui du Shogunat (petits seigneurs). Vers 1840-50 des signes d'impatience de la population se manifestent contre le régime : - les intellectuels de la classe des Samourais (guerriers) s'inquiètent de la marginalisation croissante du « Japon éternel dans le pacifique nord où montent de nouvelles puissances : les Russes renforcent leur port de Vladivostok en Sibérie orientale ; les Nord-Américains annexent la Californie et San-Francisco en 1848, - l'aristocratie des Daïmios des îles du sud-ouest se sent prête à relever les défis de l'industrialisation.

Le Japon informé des malheurs récents de la Chine pendant la « guerre de l'opium » (que nous étudierons dans le chapitre concernant l'ouverture de la Chine) accepte de s'ouvrir aux occidentaux, après la démonstration navale convaincante des Américains au large des côtes japonaises, en 1853. Du coup, l'ouverture des marchés de l'Extrême Orient n'est plus l'exclusivité des Anglais. Les Américains, depuis San Francisco, affirment explicitement leur intention de mener une politique extrême-orientale active. Ainsi, à partir de 1854, le Japon, sous la pression des puissances occidentales, se voit imposer des traités commerciaux « inégaux ».

Cette situation de domination extérieure et l'humiliation nationale qu'elle engendre permettent par la restauration impériale de 1868 de mettre fin à la fragmentation politique du féodalisme des Shogun. C'est le début de l'ère Meiji qui introduit dans le pays un cadre socio-économique et légal favorable au développement.

A l'époque, le Japon a déjà connu non seulement le développement du travail artisanal urbain, souvent orienté vers la production de biens de luxe, mais aussi celui du capitalisme marchand, fondé sur la main d'œuvre rurale travaillant à domicile (*domestic system*). Le Japon des années 1850 possède déjà une proto-industrie relativement développée. De plus, certaines des habitudes et des modes de vie de la population rendent le Japon apte à admettre favorablement les valeurs et les pratiques du capitalisme industriel.

En effet, dans les années 1860, le taux d'alphabétisation est de 40 à 50% chez les hommes et de 15% chez les femmes. Ces taux élevés, comparés au niveau de développement économique, s'expliquent par l'importance des écoles. Cette éducation est d'un excellent niveau et, pour ce qui concerne la classe supérieure, en particulier celle des samouraïs, elle n'est en aucune manière figée. Le Japon était prêt à accepter la généralisation de l'école élémentaire et disposait d'une élite éclairée prête à accueillir les nouvelles connaissances et innovations nécessaires au développement économique et, par ailleurs, la nation était prête à s'imposer la discipline du travail industriel, car tout le système éducatif était fondé sur la docilité.

En 1868, les réalisations anglaises et américaines définissent déjà très clairement quels sont les objectifs de l'industrialisation. Le Japon considère que sa tâche prioritaire est d'atteindre ces mêmes objectifs. L'étape initiale consiste à favoriser la diffusion dans toute l'économie des innovations industrielles existantes et l'Etat joue un rôle déterminant en hâtant la formation des techniciens maîtrisant les techniques occidentales et d'entrepreneurs capables de mettre en œuvre ces techniques. Ainsi, le gouvernement japonais accorde à l'éducation une priorité comparable à celle de l'unité du pays et de la défense nationale. Le Meiji établit dès 1871 un ministère de l'Education, il introduit rapidement un enseignement primaire obligatoire et établit des écoles secondaires, des collèges techniques et des universités, accompagné dans cette tâche par un secteur privé important.

Du point de vue industriel, à partir de 1870, le gouvernement japonais décide d'abord de créer des entreprises d'Etat pour construire les chemins de fer ou d'intervenir dans les secteurs-clés du développement industriel de l'époque : sidérurgie, chantiers navals, filatures, et plus généralement dans les branches utilisant des machines modernes. En 1880, le gouvernement possède trois chantiers navals, cinq usines de munitions, 52 usines diverses, dix mines, il a construit 135 kilomètres de chemins de fer, un système télégraphique et il possède 51 navires de transport. Ce rôle agressif de l'Etat aide à stimuler le développement du secteur privé qu'il encourage. L'Etat offre une large protection à tous ceux qui ont les moyens et l'audace d'investir à grand échelle dans des actifs fixes comme les chemins de fer, les navires, les usines.

Dès le début des années 1880, l'Etat revend au privé les entreprises nationales et substitue à son contrôle direct une véritable politique industrielle. Il favorise par des subventions et des prêts la création de nouvelles entreprises, tout particulièrement celles qui adoptent la forme des sociétés par actions. Il encourage les investissements privés par une fiscalité appropriée, par la mise en place de banques quasi-publiques spécialisées dans les prêts à long terme.

Il est courant de caractériser les années 1868-1885 comme une période de « croissance déséquilibrée » fondée sur un modèle favorisant le développement brutal d'un secteur moderne lié à des initiatives désordonnées et dans certains cas spéculatives, alors que l'économie traditionnelle évolue peu. Mais, à partir des années 1880, les planificateurs japonais veulent, par des mesures précises particulières à chaque secteur, favoriser l'activité des industries traditionnelles et agricoles. Cela se réalise dans le cadre d'unités de production petites, en leur permettant d'accéder petit à petit à un niveau supérieur de technologie.

Ainsi, dans les années 1880, le Japon rentre dans une longue période de « croissance équilibrée ». Cependant, ce n'est qu'en 1910 que le pourcentage de la production en usine excède celle de la production à domicile. Ainsi, la plus grande partie de la production japonaise offre un caractère préindustriel, au début du 20^è siècle, ce qui explique qu'il faudra attendre le « troisième âge du capitalisme industriel » pour que le Japon devienne une véritable puissance économique.

L'originalité majeure de cette industrialisation réussie repose sur trois facteurs. D'une part, le faible recours à l'épargne extérieure durant les premières étapes du développement industriel, car, aux yeux des capitalistes étrangers, le Japon de l'époque a un climat défavorable à l'investissement (instabilité politique jusque vers 1880, absence de produits primaires facilement exploitables). Cette faible entrée de capitaux sera un atout : elle permet d'éviter la dépendance économique vis-à-vis des investissements étrangers.

D'autre part, l'impossibilité, du fait des traités inégaux, de protéger par des tarifs douaniers les industries naissantes. Cette contrainte va aussi être transformée en atout : l'ouverture économique forcée est récupérée comme moteur du changement. Les entreprises japonaises doivent apprendre très vite à se battre contre la concurrence extérieure et, en contrepartie, elles pourront rapidement attaquer les marchés étrangers. Enfin, l'intervention massive de l'Etat. Cette intervention, si elle vise le développement industriel, mène ces actions avant tout vers l'éducation de la population aux techniques nouvelles qui sont alors rapidement assimilées et adaptées aux conditions du pays. Le Japon possède, alors, un potentiel énorme de développement industriel, bien avant le début du 20^è siècle.

Les échecs des tentatives de rattrapage

L'analyse des échecs des tentatives de rattrapage s'inspire largement de l'ouvrage de J. Batou (*Cent ans de résistance au sous-développement : l'industrialisation de l'Amérique latine et du Moyen-Orient face au défi européen, 1770-1870 – 1990*) qui analyse cent ans de résistance au sous-développement à travers l'industrialisation de l'Amérique Latine et du Moyen-Orient face au défi européen, notamment en décrivant de façon très précise les expériences du Paraguay et de l'Egypte.

L'industrialisation du Moyen-Orient et de l'Amérique Latine est envisageable, dès la première moitié du 19^è siècle, malgré les effets à long terme de l'exploitation coloniale européenne en Amérique latine et la faible productivité des activités traditionnelles au Moyen-Orient. Ces régions du monde peuvent envisager une accumulation rapide dans l'industrie, grâce à l'exportation de certaines ressources naturelles.

Cependant, seule une révolution politique et sociale, comme au Japon, permettant l'émergence d'un Etat souverain et capable d'agir, peut éviter le détournement de ces recettes d'exportations par les anciennes classes dominantes à des fins non productives. C'est sans doute la raison pour laquelle deux pays seulement ont pu s'engager dans un tel processus avec des résultats probants. En effet, en Egypte et au Paraguay, l'Etat prend appui sur une mobilisation sociale pour écarter du pouvoir les anciennes classes dirigeantes (l'oligarchie foncière des mamelouks en Egypte, les éleveurs, planteurs et commerçants espagnols et créoles au Paraguay) et pour imposer son programme de réformes, notamment dans le domaine industriel.

Dans les deux cas, une révolution sociale permet la mobilisation d'une fraction importante du surplus agricole en vue d'une accumulation rapide dans l'industrie. La mécanisation des branches pilotes est accompagnée par le développement des infrastructures nécessaires, tandis que le marché intérieur est énergiquement protégé. Après un démarrage prometteur, l'échec intervient, dans les deux cas, brutalement, comme conséquence directe d'une intervention militaire étrangère.

L'Egypte de Mehemet Ali

En 1787, l'écrivain français Volney, de retour d'Egypte, stigmatise les mamelouks de la façon suivante : « *pour eux, l'unique affaire est de se procurer de l'argent et le moyen employé comme le plus simple est de le saisir partout où il se montre, de l'arracher par la violence à quiconque en possède* ». (...) Cependant, cette vision doit être fortement nuancée, car tout au long du 18^e siècle, l'Egypte a connu un fort développement de son commerce du café qui alimente la puissance économique d'une classe marchande montante.

Engagé dans la lutte contre Bonaparte, Mehemet Ali devient pacha du Caire en 1805. Hissé au pouvoir par la population du Caire, il paraît profiter autant du prestige de sa lutte anti-française que de sa capacité à tenir en échec les fractions mameloukes rivales et à conserver une certaine autonomie à l'égard d'Istanbul, alors que, l'Egypte faisant partie intégrante de l'Empire Ottoman, Mehemet Ali est vassal et officier du sultan d'Istanbul. L'accession de Mehemet Ali au pouvoir annonce le début d'une véritable révolution. Pendant une dizaine d'années, l'Egypte va être le théâtre de profonds changements sociaux, juridiques et institutionnels, préludes à l'essor économique des années 1816-1841. Par l'élimination des mamelouks, il supprime les multiples intermédiaires entre les producteurs et l'Etat. Cette étatisation des réseaux privés de commercialisation a permis de drainer l'essentiel du surplus de l'agriculture vers les caisses de l'Etat, ouvrant la voie à une accumulation rapide dans les secteurs modernes.

De 1811 à 1815, il engage une réforme agraire qui vise à concentrer le surplus agricole entre les mains d'un Etat-entrepreneur tout puissant. Ainsi, 10 ans après son accession au pouvoir, Mehemet Ali avait réussi à nationaliser virtuellement le sol de l'Egypte en détruisant le statut foncier des classes privilégiées. La vallée du Nil se transforme en une vaste ferme publique. (...) Mehemet Ali ne laisse rien au hasard : il mène de front la production de matières premières, le développement des ressources énergétiques, la prospection minière, l'importation des combustibles et des métaux nécessaires, la

promotion de l'instruction et des compétences techniques et la protection du marché interne par des droits de douane élevés.

Des usines modernes sont établies dans le domaine du textile, de l'alimentation, de la métallurgie, de la mécanique, de la construction navale, de l'armement, des matériaux de construction, de la chimie et du papier. Dans son ensemble, l'industrie moderne occupe 50 000 à 70 000 ouvriers en 1820. Avec près de 400 000 broches, les filatures de coton égyptiennes occupent alors le cinquième rang mondial en termes relatifs. (...) Experts et ouvriers qualifiés sont importés d'Europe, avec une prédominance des Français pour les premiers et des Italiens pour les seconds. L'industrie textile est le moteur du développement. A partir de 1834, elle est ouverte aux capitaux privés contre paiement d'une taxe à l'Etat.

On assiste à un véritable développement industriel de l'Egypte. Mais elle dépend encore formellement de l'Empire Ottoman. Désireuse de fonder un Etat souverain comprenant le levant (Palestine), le Soudan et l'Arabie, elle se heurte au veto anglais qui voit d'un mauvais œil l'Egypte affermir son pouvoir sur la route terrestre des Indes. En 1840, la Royal Navy, soutenue par un large front diplomatique européen, impose au Pacha le démantèlement de son Empire et de son armée. Le système économique égyptien fondé sur les monopoles publics de la terre, du commerce et de l'industrie résiste encore quelques temps mais il est mortellement atteint. En effet, dans les années 1840-1850, les industries égyptiennes ferment leurs portes les unes après les autres.

C'est au début des années 1860 qu'un déficit apparaîtra. Il est dû à l'augmentation du tribut ottoman, consécutif aux événements de 1860 en Syrie et plus particulièrement au Liban où la France intervient, ainsi qu'aux conditions draconiennes imposées par les prêteurs pour financer le projet du canal de Suez. Ce déficit s'aggrava au point de conduire à la banqueroute, à la soumission du pays au contrôle financier extérieur. En 1882 finalement, l'occupation anglaise mettra fin à l'indépendance du pays.

Le Paraguay sous les présidences de Francia et des Lopez

Depuis son indépendance en 1813, la république du Paraguay connaît un processus de développement original, couronné, de 1852 à 1865, par un effort d'industrialisation spectaculaire. Dès 1815, Gaspar Rodriguez de Francia, leader de l'indépendance, fait passer l'Eglise sous le contrôle de l'Etat. Les biens fonciers de l'Eglise sont saisis. Ceux des gros propriétaires espagnols, voire créoles, subissent le même sort. Cette réforme agraire radicale aboutit à la concentration de la majorité des terres entre les mains de l'Etat. L'essentiel des terres publiques est divisé en petits lots et loué à plusieurs dizaines de milliers de petits fermiers, tandis que quelques grands domaines sont gérés directement par le pouvoir. Les rendements augmentent fortement, permettant une accumulation primitive du capital.

Mise en quarantaine par la bourgeoisie de Buenos Aires (Argentine) ; qui ferme l'embouchure du Parana au commerce paraguayen, la république guarani doit se résoudre à une semi-autarcie poussant à l'industrialisation. Les efforts mis en place par Francia permettront de bâtir une société à vocation égalitaire, à l'abri de la pénurie et encline à l'effort collectif.

Le Paraguay de la première moitié du 19^e siècle est totalement dépourvu de fabriques modernes. Pourtant, en 1852, lorsque les circonstances extérieures le permettent et que le Panama s'ouvre à la libre navigation, il parvient à se hisser au rang des nations les plus industrialisées d'Amérique, et ceci en moins de quinze ans. La cohésion du corps social, sa volonté d'indépendance et sa disponibilité exceptionnelle à l'effort collectif étaient certes inscrites dans son passé guarani. Cependant, la révolution nationale de Francia a largement contribué à faire fructifier ce capital.

A la mort de Francia (1840), Carlos Antonio Lopez, fils d'un modeste tailleur créole (...) se fixe quatre tâches complémentaires qu'il accomplira méthodiquement tout au long de son mandat, et qui seront ultérieurement poursuivies par son fils, Francisco Solano, qui lui succède en 1862. La première tâche vise à remplacer une bourgeoisie nationale défaillante par un Etat-entrepreneur, garant du développement économique et social. Il s'agit tout d'abord d'alimenter un fonds d'investissement en concentrant l'essentiel des facteurs de production et des réseaux de distribution dans les mains de l'Etat. L'approfondissement de la réforme agraire et le renforcement des monopoles commerciaux visent cet objectif.

L'affirmation de l'indépendance nationale sur les plans militaire, diplomatique et tarifaire nécessite une large adhésion populaire au processus engagé. Un tel processus exige le développement de l'éducation élémentaire pour la masse paysanne et la formation supérieure et technique des élites qui seront la deuxième tâche du programme de Lopez, avec aussi le maintien de conditions matérielles satisfaisantes pour les larges masses. Alors seulement, au gré de l'essor économique et de la formation supérieure, l'autorité pourra reculer. De fait, l'Etat propriétaire des moyens de production cède progressivement la place à une bourgeoisie nationale indépendante.

Pour la troisième tâche, Lopez songe à une économie moderne fondée sur une industrie de biens d'équipements : fonderie, métallurgie, mécanique, construction navale fluviale, briqueterie, chemin de fer... En 1860, le consul des Etats-Unis, Hopkins, affirme que le Paraguay est la nation la plus puissante du nouveau monde après les Etats-Unis, que son peuple est le plus uni et son gouvernement le plus riche de tous les Etats de ce continent.

Dans les années 1860, l'Argentine, le Brésil et l'Uruguay soutenus par l'Angleterre cherchent à imposer des accords de libre-échange au Paraguay, afin de profiter de la dynamique de son marché interne. Devant le refus du Paraguay qui veut maintenir son indépendance économique, la Triple Alliance (Argentine, Brésil, Uruguay) lui déclare la guerre en 1864. Pour le Paraguay, les conséquences de la Guerre de la Triple Alliance sont comparables à celles de la conquête espagnole. De peut-être 750 000 habitants, sa population est réduite de moitié (9 hommes sur 10 entre 15 et 60 ans meurent entre 1864 et 1870), son économie est totalement ruinée, son indépendance brocardée. (...) Le Paraguay d'après-guerre n'est plus qu'un fantôme de nation. Il (...) devient un protectorat argentinobrésilien, patrie des latifundiaires et des capitaux étrangers

L'Egypte et le Paraguay ont mené de véritables tentatives de rattrapage, leur essor industriel ne fait aucun doute, il a été largement reconnu par les historiens. Leur échec est,

directement dans le cas de l'Égypte et indirectement dans le cas du Paraguay, lié à l'hégémonie anglaise. L'impérialisme est né.

B- La naissance de l'impérialisme

La principale nouveauté au 19^e siècle dans les relations internationales apparaît au niveau de l'intensité et de l'épaisseur des échanges économiques. (...) En quelques décennies, les puissances industrielles se taillent « la part du lion » sur les grandes voies de communication et sur les grands marchés du monde. Elles proclament nécessaire et harmonieuse la domination économique dont elles tirent profit. Cette domination prend plusieurs formes : - commerciales avec l'imposition d'accords commerciaux inégaux et du libre-échange ; - d'investissement avec une stratégie des firmes qui dans une logique de profit vont exploiter les ressources des pays dominés ; - d'endettement qui est la voie de domination privilégiée.

En effet, les formes d'engagements financiers au-dehors sont redoutables. C'est en dominant l'Etat, à des degrés variables selon la solidité historique de celui-ci, que les pays étrangers arrivent à dominer les économies non développées. Dettes à long terme et dettes à court terme des Etats méditerranéens, extrême-orientaux, latino-américains renferment précisément tous les mécanismes d'exploitation et de domination. Les secondes dettes sont les parasites des premières. Les dettes à court terme interviennent, avec régularité, lorsque s'accumulent au même moment les échéances des services des dettes à long terme.

Quelle banque européenne aurait pu résister, par exemple, à la tentation d'avances rapportant plus de 20% dans les années 1860-1880, sur les rives du Bosphore ? Mais les hauts intérêts signifient à la fois hauts profits et hauts risques, et les opérations des syndicats bancaires ont connu leurs moratoires et leurs accidents.

L'Etat emprunteur (ottoman, grec, mexicain, chinois...) doit offrir des garanties matérielles à ses prêteurs. Celles-ci ne peuvent être que fiscales ou budgétaires. Une partie des ressources régulières du pays « aidé » est asservie et contrôlée par l'étranger. Une partie de sa souveraineté est ainsi mise en gage. Les degrés sont naturellement variables : versement de telle ressource fiscale aux syndicats bancaires prêteurs ; organisation du prélèvement de certaines taxes par une administration regroupant des créanciers étrangers, administration que contrôlent les groupes bancaires européens ; livraison aux groupes bancaires de la production et de la vente du tabac, ou du commerce de l'opium ; présence permanente d'une commission internationale surveillant budget et trésorerie ; opérations de « canonniers » si besoin est comme au Mexique, en Tunisie, en Égypte, dans l'Empire Ottoman, au Maroc, au Venezuela, au Tonkin, et bien sûr en Chine, mais aussi au Japon.

Ainsi, sûrs de leur suprématie économique, les pays industriels mettent en place un système impérialiste, pour dominer le monde. Son programme est la pénétration et l'extension du système capitaliste dans des régions du monde non capitalistes.

La ruine des proto-industries

La concurrence des produits européens en Inde et en Amérique Latine va ruiner les proto-industrialisations de ces deux régions du monde et les contraindre à se spécialiser dans l'exploitation de matières premières.

Le cas indien

Au 17^e et au 18^e siècles, les cotonnades indiennes sont à la mode dans toutes les grandes cours européennes. (...) La compétitivité internationale de la production indienne est obtenue par un système de production très semblable à celui de l'Europe au même moment : artisanat urbain et rural à façon et manufactures urbaines pour le procès final de production. A Bombay et Calcutta, des marchands-entrepreneurs urbains indigènes, liés commercialement et financièrement aux agents de la compagnie des Indes, distribuent la matière première dans les campagnes, particulièrement auprès des femmes, et fournissent souvent les outils de travail : rouets et métiers à tisser. En ville, ils concentrent les ateliers textiles et les manufactures où travaillent indifféremment hommes et femmes, pour les derniers apprêts avant commercialisation.

Cela signifie l'existence d'un prolétariat manufacturier et d'un petit patronat artisanal dans les villes industrielles, et dans les campagnes un notable appoint de ressources pour les familles paysannes. En 1807, dans le « Lancashire indien », on décompte, sans les ouvriers des ateliers et manufactures des villes exportatrices, presque 1,5 million de fileuses et de tisseuses à domicile dans les campagnes, sur une population de 14 millions d'habitants.

Face à la redoutable concurrence indienne, non seulement sur les marchés « ouverts » de l'Asie, mais sur son propre marché européen, l'industrie textile anglaise s'inquiète. Profitant de sa position coloniale aux Indes, l'industrie textile anglaise va exiger de la couronne une politique d'intervention, en totale contradiction avec ses principes libre-échangistes proclamés dans les autres parties du monde. Par le jeu de taxes différentielles à l'import-export, de réglementations abusives sur les conditions de travail, les administrateurs coloniaux de l'Inde Britannique vont amener toutes entreprises indiennes à fermer et remplacer sur le marché local les tissus indiens par les cotonnades importées d'Angleterre. Ce processus est à peu près achevé vers 1835-1840.

Cette véritable contre-révolution industrielle permet en contrepartie l'accélération de la révolution industrielle en Angleterre, particulièrement dans le Lancashire, en éliminant la concurrence indienne en Europe et en imposant la concurrence anglaise en Inde. (...) L'Inde est rentrée dans le sous-développement.

Le cas de l'Amérique latine

De 1780 à 1850, l'Amérique Latine subit un processus de réformes, révolutions et involution, qui en fait le continent le mieux intégré à l'économie mondiale au plan commercial et juridique, et le moins intégré au nouveau modèle de développement européen au plan économique et social. Jusqu'au moment de la proclamation définitive de leur indépendance, les nations latino-américaines ont été influencées indirectement par l'évolution des relations internationales qui se réalise en trois étapes.

De 1789 à 1805, l'alliance dynastique entre la France et l'Espagne survit à la mort de Louis 16, et les colonies ibériques se trouvent engagées loin derrière leurs métropoles dans

les enjeux européens. Le désastre franco-espagnol de Trafalgar clôt cette période en isolant les colonies américaines de l'Espagne.

De 1805 à 1815, profitant de leur totale maîtrise des mers, les Anglais tentent de débarquer à Buenos Aires (1806) et à Montevideo (1807). Profitant de son hégémonie militaire sur le continent européen, Napoléon prétend imposer le blocus continental anti-anglais et envahit le Portugal et l'Espagne. Les colonies d'Amérique de ces deux pays, livrées à elles-mêmes doivent faire l'apprentissage du *self-government*. Certains proclament leur indépendance en 1809-1810 (Buenos Aires, Caracas, Quito, Chuquisaca). L'effondrement final de l'Empire français et la sainte Alliance scellée au congrès de Vienne restaurent l'Ancien régime dans la péninsule ibérique et dans les colonies américaines.

De 1815 à 1825, les indépendantistes écrasés trouvent une nouvelle opportunité historique, lorsqu'à partir de 1817, l'Angleterre de Canning et les Etats-Unis de Monroe réconciliés, après la dernière guerre anglo-américaine de 1812, assurés de l'effacement durable du concurrent français, tournent le dos à la Sainte Alliance et à ses alliés espagnols et portugais. Ils envisagent, alors, d'aider à l'indépendance latino-américaine, afin de l'intégrer dans la zone mondiale du libre-échange et du libéralisme juridique et politique.

Mais, pour financer leurs très longues guerres de libération et la construction de leurs appareils d'Etat, les pays latino-américains doivent s'endetter lourdement en particulier auprès de l'Angleterre. Celle-ci est donc en position de faire pression pour obtenir que, contre son crédit financier et ses achats de matières premières (minières et agricoles) aux jeunes Etats, ceux-ci acceptent l'importation libre des produits manufacturés anglais et européens, sans mesures de protection des industries et proto-industries indigènes. (...) En moins de deux décennies, dans toutes les provinces latino-américaines proches des ports et des centres de communication, toutes les industries traditionnelles héritées de la fin de la période coloniale sont ruinées par le dumping européen ou tout simplement, par le coût comparatif des produits manufacturés anglais.

Du coup, les élites dirigeantes créoles doivent renoncer à leurs projets d'industrialisation et se réfugier sur les seuls secteurs de revenus qui restent à leur disposition : la bureaucratie d'Etat (civile, ecclésiastique ou militaire) vivant de la rente fiscale et le grand domaine foncier vivant de la rente terrienne. Cela a pour conséquences : - de reruraliser les économies latino-américaines ; - de reféodaliser les populations amérindiennes, noires ou métis.

A la différence de l'Inde, il n'y a pas eu colonisation, seulement une pression diplomatique, commerciale et financière, mais le résultat est le même. L'Amérique Latine s'installe aussi dans le sous-développement. Seule la grande crise de 1929 qui affaiblit l'impérialisme européen et nord-américain donnera une nouvelle chance d'industrialisation à l'Amérique Latine au cours du deuxième âge du capitalisme industriel.

L'ouverture du reste du monde

En 1840, une moitié de la planète échappe encore à l'économie d'échanges dominée par les Européens. Le besoin de débouchés se faisant de plus en plus impérieux,

l'impérialisme européen va s'étendre en Asie et au Moyen-Orient par une domination politique et commerciale progressive, en Afrique par une modification de l'exploitation commerciale.

La majeure partie des pays d'Asie ont connu, au 18^e siècle, une période brillante où leur dynamisme n'a rien à envier à celui de l'Europe. (...) Jamais, l'empire chinois n'a étendu ses frontières aussi loin, fondant sa solidité non seulement sur la force des armes, mais aussi sur l'expansion agricole et marchande d'une population considérable. Exemples plus modestes, la Birmanie, le Siam, et le Viêt-Nam parviennent, dans la deuxième moitié du 18^e siècle, à réunifier leur territoire, à l'agrandir, et à établir une stabilité politique sous l'égide des fondateurs de nouvelles dynasties.

Les seuls pays à souffrir d'une véritable décadence sont le Laos et le Cambodge, victime de l'expansion de leurs voisins birmans, vietnamiens et thais. Il est donc inexact, comme le montre M. Bastid, de considérer comme attardée cette vaste zone du continent asiatique. Cet état de chose sera graduellement modifié par les effets de la révolution industrielle en Occident.

L'ouverture forcée de la Chine

Totalement fermée aux occidentaux, depuis 1780, la Chine reste inaccessible comme le Japon. La compagnie des Indes qui a développé en Inde d'immenses plantations de pavot pour l'opium voudrait bien ouvrir cet immense marché et commence à faire pression sur la couronne britannique en ce sens. En attendant, par des pistes clandestines, l'opium s'introduit en contrebande en Chine à partir des comptoirs de Birmanie.

Deux interventions successives, dites « Guerres de l'Opium », en 1840 et en 1842, ouvrent le marché chinois aux Anglais et par la suite aux Européens. Les Anglais obtiennent l'usage de plusieurs ports chinois comme têtes de pont vers l'intérieur : Shanghai, Hong Kong... C'est le premier des traités inégaux imposés par la force à la Chine et c'est le début d'une longue crise du modèle classique de développement chinois, soudain brutalement confronté à la concurrence imposée par la marchandise occidentale. En effet, les perturbations provoquées par le déficit commercial qui apparaît après l'ouverture sont importantes. (...) Le déficit se traduit par un drainage d'argent vers l'extérieur, qui entraîne presque aussitôt de graves perturbations monétaires qui enfoncent encore plus l'économie chinoise dans la crise.

La domination progressive de l'Empire Ottoman

Si la mise en place de la domination européenne sur la Chine s'est faite brutalement par une guerre, celle sur l'Empire Ottoman sera plus progressive. Le relatif déclin commercial et maritime de l'Islam commencé au 16^e siècle se poursuit au 19^e siècle sous la pression accrue du commerce européen en Méditerranée doublée d'ingérences militaires de plus en plus fréquentes.

1798-1800 Expédition de Bonaparte en Egypte

1821-1832 Insurrection grecque contre les Turcs, soutenue par les puissances européennes

1830 Débarquement français à Oran, Alger, Bône

1830 Intervention française à Tunis et Bizerte ; pression espagnole sur le Maroc : Ceuta, Melilla, Rio de Oro

1854-1855 Expédition de Crimée et pressions navales sur Istanbul (Anglais, Français et Italiens)

Les changements qui surviennent au 19^è siècle sont d'ordre à la fois quantitatif et qualitatif. Ils n'affectent pas seulement le commerce, mais, plus généralement, la nature de l'économie, les structures sociales et les Etats. La pression commerciale européenne se fait sentir de la façon suivante : - en 1835, les Anglais établissent la première ligne régulière de bateaux à vapeur entre Liverpool, Beyrouth et Alexandrie ; - en 1837, les Français créent la première ligne régulière de bateaux à vapeur entre Marseille-Malte et Beyrouth (...). En 1841, 76 steamers sont en service régulier en Méditerranée. L'intégration du Moyen-Orient et de l'Afrique du nord dans le système capitaliste se lit dans l'énorme croissance du mouvement du commerce extérieur observé dans chaque pays de l'Islam. (...) Ce changement quantitatif montre que l'ouverture des pays musulmans au 19^è siècle est générale.

Pour appuyer ces opérations commerciales, les Européens prennent pied en Méditerranée et dans l'Empire Ottoman : les Anglais à Gibraltar et à Malte, les Français dans les ports algériens ; après 1830, les Espagnols au Maroc et les Français et les Italiens en Tunisie. Jusque vers 1830, la résistance ottomane reste efficace. (...) A Istanbul, le Sultan Mahmoud 2 réorganise et modernise son armée et sa marine et réussit à résister à la lutte d'indépendance de la Grèce soutenue par la France et l'Angleterre. Dans le Maghreb, Ahmed Bey à Tunis, les sultans du Maroc et Abd El Kader en Algérie tentent de moderniser politiquement et techniquement l'Etat et l'économie.

Les Anglais et les Français sauront utiliser les conflits entre les souverains musulmans pour imposer leur domination économique et politique. Le moyen le plus utilisé par les puissances dominantes sera les traités de commerce. (...) L'Algérie, dont la capitale est prise dès 1830, devient la chasse gardée de la France. En même temps, la victoire des Français leur permet de faire pression sur les deux pays voisins. En Tunisie, ils obtiennent, dès 1830, un traité de commerce qui prive le bey de l'exercice du monopole sur certains produits d'exportation et favorise les commerçants français. Au Maroc, le sultan vaincu par les troupes françaises en 1841 ne pourra plus opposer de résistance aux pressions européennes. Le traité de 1856 qui supprime les monopoles et fixe le tarif douanier, est un des éléments les plus actifs de la dissolution de l'ancien Maroc.

Dans tous les pays musulmans, les agents du capitalisme européen jouissent ainsi des instruments juridiques et des garanties diplomatiques qui leur permettent de drainer dans les meilleures conditions les produits nécessaires à la consommation de leurs activités industrielles, de gagner de nouveaux territoires à la commercialisation des produits de leurs empires coloniaux et de leurs industries. Par ailleurs, la domination européenne sur l'Afrique, déjà ancienne, mais loin d'être complète dès le premier âge du capitalisme industriel, change de visage.

Du commerce des esclaves au commerce des biens en Afrique

La présence de l'Europe en Afrique est très limitée jusque vers 1850. Elle comprend quelques légations portuaires dans l'Afrique musulmane du nord, quelques comptoirs le long de côtes de l'Afrique noire et une pénétration en profondeur en Afrique du sud avec la colonie hollandaise établie là depuis le 17^e siècle avant d'en être chassée plus tard par les Anglais.

Au début du 19^e siècle, la nouveauté est la régression internationale de la traite des Noirs. Au congrès de Vienne, en 1815, après la chute de Bonaparte, la traite des esclaves a été abolie par tous les pays européens. La surveillance de ce commerce devenu illicite est confiée à l'Angleterre jusque vers 1830, après cette date à l'Angleterre et à la France.

Cette traite des Noirs est désormais remplacée par la traite commerciale des produits exportables collectés par les tribus de la côte africaine qui elles-mêmes se sont procuré ces produits par le troc auprès des tribus de l'intérieur. Il s'agit du troc de produits manufacturés européens contre des marchandises exotiques : plumes, peaux, gommés, ivoires, bois tropicaux... C'est principalement de la gomme et de l'ivoire que les Européens recherchent en Afrique au début du 19^e siècle. Les tribus côtières et leurs rois maintiennent et renforcent leur rôle de courtiers entre les économies européennes et les tribus de l'intérieur. Ce qui implique une hiérarchisation ethnique en faveur des groupes qui ont l'accès le plus direct aux marchandises des Blancs. Mais ces groupes sont entièrement sous la dépendance des Européens, car leur pouvoir sur les tribus de l'intérieur est lié aux produits que veulent bien leur fournir les Européens. Cette hiérarchisation ethnique imposée par les activités commerciales européennes au 19^e siècle perdure aujourd'hui encore et explique en partie les problèmes ethniques de l'Afrique actuelle.

A partir de 1830, le facteur essentiel qui a transformé les sociétés africaines et rendu la traite des Noirs inutile est l'essor extraordinaire du commerce licite de produits agricoles. (...) Il s'agit d'échanger des produits manufacturés variés (tissus, alcools, armes à feu, outils) contre des produits agricoles issus du cadre traditionnel du village africain. Tous ces produits agricoles ont pour l'Europe une valeur marchande. C'est-à-dire que l'échange se traduit pour l'Europe en termes de profit, alors que pour l'Afrique, les produits n'ont qu'une valeur d'usage. En effet, ils sont utilisés ou consommés, mais ils ne servent pas à une accumulation du capital.

Ainsi, l'Afrique vend des produits facilitant l'accumulation du capital en Europe, alors qu'elle achète des produits qui ne sont pas valorisés dans son économie traditionnelle. C'est le fondement de **l'échange inégal**.

Le volume de cet échange entre l'Europe et l'Afrique a décuplé de 1820 à 1850. Le produit-clé de cet échange est l'arachide, dont la production démarre de façon foudroyante en Gambie (47 tonnes en 1835, 1127 en 1840 et 8636 en 1848) en réponse à la demande de commerçants américains et français, puis se répand d'abord dans le sud, jusqu'au Sierra Leone à l'initiative de mulâtres de Saint-Louis, ensuite vers le nord, jusqu'au Cayor dans le Sénégal moderne. Pour faire face à la demande, une migration massive de travailleurs saisonniers venus de l'intérieur s'organise. C'est le premier cas attesté d'un phénomène qui va bouleverser l'Afrique moderne.

Cette production nouvelle introduit aussi l'économie monétaire, du fait que l'arachide est payée en francs, dès 1843. L'autre produit important sera l'huile de palme (...). Ces produits existent dans presque toutes les zones à esclaves, si bien que la transition s'effectue de façon assez aisée, par l'initiative d'Africains qui savent répondre à la demande. Les Etats esclavagistes, comme le Dahomey, renoncent peu à peu à exporter leurs esclaves pour les mettre au travail sur place, dans de grandes plantations royales. Ailleurs, ces denrées agricoles ne sont pas le monopole de producteurs puissants, comme c'était le cas dans la commercialisation des esclaves, de l'ivoire ou de l'or. Chaque famille peut désormais travailler pour l'exploitation.

Le cas de l'Afrique du Sud est différent : tombée définitivement aux mains des Britanniques en 1806, elle est caractérisée par un peuplement massif d'agriculteurs blancs, cultivant la vigne et le blé dans les zones côtières. Dans l'intérieur, les terres sont le domaine de l'élevage extensif du mouton, pratiqué sur d'immenses domaines par les colons. Dans l'ensemble, il s'agit d'une société archaïque, fermée à l'évolution de l'Europe et attachée aux traditions esclavagistes du 18^e siècle.

Le développement économique de l'Afrique du Sud est donc très faible lorsqu'elle obtient son autonomie en 1872. Cependant, des découvertes imprévues dans le domaine minier vont en faire le premier pays industriel du continent. Les sources de diamants de l'Europe avaient été successivement l'Inde, puis le Brésil. En 1867, on découvre les plus grandes mines du monde en Afrique du Sud. (...) L'Etat entreprend de grands travaux d'équipement et notamment la construction de chemins de fer.

Une nouvelle Afrique du Sud est en train de naître, elle est marquée d'emblée par l'héritage esclavagiste des Boers. Des lois discriminatoires et de lourdes taxes sont imposées aux autochtones dépouillés de leur terre. Les hommes de couleur sont contraints d'aller chercher du travail loin de chez eux, dans les zones industrielles, où ils subissent de véritables conditions concentrationnaires. Ils sont soumis non seulement à l'exploitation capitaliste, mais aussi à l'oppression raciale : la nouvelle Afrique du Sud se construit sur l'Apartheid.

Les mécanismes de la domination

Les puissances industrielles ont recours systématiquement aux moyens suivants pour imposer leur domination sur le reste du monde.

- La contrebande est un instrument couramment utilisé. En Amérique Latine, par exemple, l'Angleterre peut compter sur les réseaux installés du temps de la colonisation ibérique.

- Le trafic d'influence est développé. L'Europe et les Etats-Unis pratiquent la corruption active de fonctionnaires outremer, jusqu'aux niveaux les plus élevés.

- Les médecins au service de la diplomatie étrangère s-jouent un rôle important. En Orient, le médecin du prince est très souvent un Européen. Il peut rendre ainsi de précieux services à son pays d'origine. De même, les conseils sanitaires, responsables de la prévention des épidémies, sont investis par les milieux consulaires.

- Les commerçants sont souvent des diplomates.

- Les conditions de l'aide technique et militaire constituent un moyen de domination. L'aide technique se résume le plus souvent à l'envoi de missions officielles, combinant pressions diplomatiques et activités de renseignement.

- L'endettement externe, comme nous l'avons déjà vu, favorise la domination. Le contrôle du service et de l'amortissement de la dette extérieure est un moyen de pression privilégié sur les Etats débiteurs. (...) Dès les années 1850, la Turquie rentre dans la logique des emprunts en continu, qui la conduira à une véritable mise sous tutelle.

- Les pressions militaires, en dernier ressort, sont loin d'être négligeables. L'Angleterre, la France, les Etats-Unis, voire même des puissances européennes de second ordre, peuvent recourir à la force des armes pour s'opposer à une politique protectionniste de tel ou tel pays du monde et les exemples ne manquent pas tels : la Chine, l'Egypte, la conquête de l'Inde, de l'Algérie...

Dès le milieu du 19^e siècle, la dépendance commerciale et économique des pays « en retard » à l'égard des puissances industrielles européennes franchit une nouvelle étape. Pour la première fois dans l'histoire, des sous-continent entiers font venir d'outre-mer des biens de première nécessité à la consommation des larges masses. (...) En 1860, l'Amérique Latine et le Moyen-Orient importent déjà les deux tiers de leur consommation totale de cotonnades : ceci provoque le déclin rapide de leurs industries traditionnelles.

En développant et en diversifiant les secteurs miniers et agro-exportateurs hérités partiellement du passé, les pays dominés sont en mesure de solder une partie de leurs achats sur les marchés occidentaux. Pour le reste, les pays de la périphérie sont condamnés à la thésaurisation et à l'emprunt. Dans de telles conditions, ces régions du monde sont menacées par une décapitalisation rampante, nourrissant à son tour un déséquilibre économique croissant et une crise sociale endémique. Les pays dominés sont définitivement rentrés dans le sous-développement.

Toutes les régions qui n'ont pas réussi ou n'ont pas pu mettre en œuvre une tentative de rattrapage au cours du 19^e siècle, se retrouvent toutes dominées par l'impérialisme anglais, européen et dans une moindre mesure nord-américain. (...) Ainsi, le sous-développement n'est pas un phénomène isolé, particulier et spécifique, il est fortement lié au développement du capitalisme industriel, dès son premier âge. (...) L'impérialisme sera la solution des grandes puissances pour écouler les produits manufacturés en trop grand nombre. Cet impérialisme bloquera, pour de nombreuses décennies, tout espoir de développement économique et industriel des régions dominées. Ainsi, le développement et le sous-développement sont les deux faces du capitalisme industriel.

LE DEUXIEME ÂGE

Le lent développement de la société de consommation de masse et du sous-développement (1870-1960)

Le deuxième âge du capitalisme peut être caractérisé par les crises de surproduction et les solutions que les gouvernants et les capitalistes y apportent. Dans un premier temps, ces solutions seront la poursuite de l'impérialisme (1880-1940) qui arrivera à son apogée

dans les années 1930 ; dans un deuxième temps, des solutions internes (1932-1970) seront mises en œuvre. Elles permettront le développement des marchés nationaux des pays industriels riches. Ainsi, les crises de surproduction vont être, d'une part, la cause principale du développement du sous-développement des pays dominés et d'autre part, la cause du développement de la société de consommation de masse chez les puissances industrielles.

La « grande dépression » ; qui se déclare avec la crise économique de 1873 et qui durera jusque vers 1895, ouvre ce que nous appelons le deuxième âge du capitalisme industriel mondial. Avec notamment, le développement d'une deuxième génération de techniques et d'industries, l'affirmation du mouvement ouvrier, et une nouvelle vague de colonisation et d'expansion à l'échelle mondiale, débouchant sur le partage du monde et la « grande guerre ».

Le monde connaîtra, dans les années 1920, la coexistence de la prospérité et de la crise. Il sera entraîné à partir de 1929 dans une nouvelle grande crise de surproduction. Les années 1930 est éclatée, d'abord parce que se développe désormais dans la Russie devenue URSS l'économie socialiste planifiée ; ensuite, parce que l'Angleterre n'a plus la capacité d'assurer la régulation d'un système de paiements internationaux et que la première puissance économique mondiale, les Etats-Unis, n'a pas encore pris le relais ; enfin, parce que chaque grande puissance, dans les difficultés de la crise, s'est enfermée dans un cocon (Le Commonwealth pour l'Angleterre, l'Empire pour la France) ou sur son projet (le New deal américain), tandis qu'avec Hitler l'Allemagne se mobilisait pour la grandeur nationale, le réarmement, la conquête et la maîtrise de l'Europe et du monde. Le repli nationaliste des grandes puissances conjugué avec l'ambition démesurée de l'Allemagne hitlérienne débouche sur la seconde guerre mondiale (1939-1945).

3- Les transformations internes du capitalisme industriel

Le développement du capitalisme industriel ne se fait pas sans ruptures marquées par des crises. Jusqu'au milieu du 18^e siècle, la crise, généralement brève, brutale, tumultueuse, est d'abord un caprice de la nature (inondation, mauvaises récoltes...) qui fait chuter le niveau de subsistances et engendre une hausse des prix agricoles ; Elle dégénère souvent en pénurie, voire en famine, alimente la mortalité, fait le lit des épidémies liées à la sous-alimentation. D'abord rurale, elle ne tarde pas à affecter le niveau de vie des classes populaires urbaines. De par la hausse des prix agricoles, la demande délaisse des besoins moins vitaux (textile, cuir, mobilier, etc.) pour se porter exclusivement sur les denrées alimentaires devenues rares et chères. Ainsi, l'artisanat et le commerce urbain sont aussi touchés. La sortie de crise est, dans ce cas, elle aussi, étroitement dépendante des cycles de la nature. Ces crises, inséparables des cycles de la nature, sont dites **crises d'ancien régime**.

Au cours du premier âge du capitalisme industriel, les **crises mixtes** sont identiques dans leur origine et dans leur cheminement, mais différentes par leurs retombées aux crises d'ancien régime. Cette différence réside dans l'existence d'un secteur industriel urbain et rural déjà significatif. La chute de la demande de produits manufacturés entraîne donc un chômage accru, l'effondrement des prix, la baisse des salaires nominaux avec des conséquences sociales graves pour les milieux populaires urbains. La crise de 1848 est la dernière du genre et sans doute la plus grave par ses conséquences sociales et politiques.

Elle débute en fait dès 1845-46 avec de désastreuses récoltes de pommes de terre en Irlande et en Angleterre et gagne le continent en 1846-47. Les difficultés liées à cette crise s'attardent jusque vers 1850-51 avec une industrie sinistrée dans toute l'Europe.

La nouveauté à partir des années 1860 est l'apparition de crises modernes. La dissociation entre les prix agricoles orientés à la hausse et les prix industriels orientés à la baisse s'estompe ou s'atténue. Les deux indices de prix chutent maintenant de concert. De plus, les difficultés n'apparaissent plus dans le secteur agricole, mais directement dans le secteur industriel qui n'arrive pas à écouler la totalité de sa production industrielle. Il s'agit donc de **crises de surproduction**. Pour surmonter ces crises modernes que nous préférons appeler crises de surproduction, des solutions seront trouvées au niveau des divers systèmes productifs entraînant la société des pays les plus développés vers la consommation de masse.

A- Les crises de surproduction

Si la demande solvable devient insuffisante pour absorber la totalité des productions industrielles, cela est dû au fait que le rythme de croissance de la production est supérieur au rythme de croissance de la demande solvable. Ces crises de surproduction produisent toujours les mêmes symptômes : baisse des prix, diminution de la production et hausse du chômage. Les économies dominantes ont connu de nombreuses crises de ce type dans la seconde moitié du 19^e siècle jusqu'à la crise économique de 1929.

La grande dépression (1873-1895)

En 1873, l'effondrement des bourses allemandes est suivi du krach boursier de Vienne et de faillites bancaires en Autriche. L'industrie lourde allemande vient de connaître, avec l'effort de guerre et la construction des chemins de fer, une forte expansion qui se grippe avec l'élévation des coûts et la baisse de la rentabilité. La production tombe, les prix chutent et le chômage augmente.

Aux Etats-Unis, la forte progression des voies de chemins de fer une fois achevées entraîne une spéculation, une raréfaction de la main-d'œuvre, une hausse des coûts. Ces trois éléments se conjuguant, la rentabilité chute et c'est le tourbillon de la panique boursière et des faillites de banques et de sociétés de chemins de fer. (...) Les difficultés économiques des Etats-Unis touchent l'Angleterre, dont les exportations chutent de 25% en 1872-1875 (...) ; le chômage s'étend, les prix baissent. Les surcapacités de production sont énormes.

En 1882, le krach boursier de Lyon suivi de la faillite de la banque de Lyon et de la Loire puis celle de l'Union Générale et d'autres faillites bancaires et industrielles entraînent une poussée du chômage et la chute des salaires, en France. Venant après l'essor lié à la mise en œuvre du plan Freycinet, le ralentissement des travaux publics, notamment la construction de chemins de fer, est à l'origine de ce tourbillon dépressif. Les pays s'enlisent dans la crise, sauf les Etats-Unis qui vont connaître une petite reprise jusque vers 1893. Date à laquelle, une nouvelle fois, les sociétés de chemins de fer voient leurs profits chuter, les cours boursiers s'effondrent, 491 banques font faillite. La dépression s'accroît en 1894 avec le développement du chômage et la baisse des salaires.

D'une part, la chute des prix et les réductions de la production industrielle entraînent une forte baisse de la valeur ajoutée et donc la faillite des entreprises les plus vulnérables. D'autre part, l'augmentation du chômage et la diminution des salaires réels entraînent une baisse de la consommation ouvrière qui contribue à l'élargissement de la crise. Mais elle permet, à la période suivante, le redémarrage économique avec une force de travail disponible dont le coût est plus faible.

Les réactions à la crise sont d'abord le fait des agents économiques privés ; les pouvoirs publics, à quelques exceptions près, se contentent d'intervenir de manière ponctuelle, sans vue d'ensemble et pour répondre le plus souvent aux pressions des entrepreneurs. Un premier exemple de maintien de l'activité économique par les commandes publiques est fourni par la France avec les efforts d'équipement entre 1873-1879 et le plan Freycinet 1880-1882 qui tente de remédier à la crise des transports. Mais, en 1882, lorsque les recettes fiscales rentrent plus difficilement, le plan est abandonné.

Le mode d'intervention privilégié est l'augmentation sélective et progressive des droits de douane : Allemagne (1879), France (1881 et 1884). (...) Seule l'Angleterre maintient sa tradition libre-échangiste et y laisse des plumes.

Enfin, les entreprises les plus solides peuvent racheter à bas prix leurs concurrents les plus faibles, de grands trusts affirment, alors, leur puissance (Rockefeller, Carnegie, Morgan). Ainsi, la crise provoque un mouvement de concentration industrielle par la formation de groupes de grandes dimensions (trusts) aux Etats-Unis et en Angleterre, de cartels en Allemagne (137 cartels en fonction en 1893), d'organisations professionnelles en France.

La Belle Epoque (1895-1913) marque la reprise économique qui s'appuie, comme nous le verrons, sur la colonisation, et la mise en œuvre de nouvelles innovations techniques ; vient ensuite la guerre. La première guerre mondiale a profondément bouleversé la situation économique du monde capitaliste. Ces transformations entraînent de nombreux désordres, malgré une reprise dans les années 20 qui débouche sur la grande crise de 1929.

La crise de 1929

Dans les années 1920, la concurrence sur les marchés étrangers est de plus en plus vive, limitant l'écoulement de la production manufacturière qui n'arrête pas d'augmenter. De plus, l'agriculture mondiale est secouée par une crise, depuis la fin de la première guerre mondiale (surproduction, chute des prix, chute des revenus des agriculteurs). Cette crise réduit un autre débouché essentiel pour les produits industriels. Le capitalisme industriel des pays dominants s'oriente de plus en plus vers une prise de surproduction. Elle éclate le 24 octobre 1929, « le jeudi noir », aux Etats-Unis.

La période de prospérité, après la crise de reconstruction de 1921, se traduit par une hausse des profits des entreprises. Il est donc logique que les cours de la bourse de New York augmentent. Cependant, il apparaît nettement que cette hausse est disproportionnée. En effet, entre 1921 et 1929, la hausse de la production industrielle atteint environ 50%, dans le même temps le cours des actions est multiplié par quatre. Cette hausse résulte d'un

mouvement spéculatif avec pour levier le crédit, principalement du fait des entreprises. Elles placent directement en bourse une part importante de leur profit.

La crise boursière ne se traduit pas immédiatement par une dépression brutale, la situation reste stationnaire jusqu'au printemps de 1930 mais à partir de là, elle se dégrade avec une dépression sans précédent qui touche différents pays.

En 1929, l'indice des cours des valeurs boursières aux Etats-Unis se tenait aux environs de 200-210 ; en 1932 il avait fléchi à 30-40. Le prix de l'ensemble des marchandises tomba dans le même temps de 30 à 40%. L'indice de la production industrielle de 100 en 1925, atteint 126 en 1929, tombe à 105 en 1930 (...) et 61 en mai 1932. Le nombre de chômeurs atteint 3 millions en 1930 (...), 13 millions en 1935 (25% de la population active).

Dans les principaux pays industriels du monde, la produit se réduit de 30 à 50%, suivant les cas, et la valeur du commerce mondial en 1932 n'atteint que le tiers de celle de 1923. (...) En Angleterre, la longue crise des années 20 et 30 frappe particulièrement les secteurs de la première industrialisation qui ont fait la puissance du capitalisme britannique eu 19^e siècle : les charbonnages, la métallurgie, l'industrie textile.

En France, les prix de gros baissent de 17% entre 1928 et 1930. Cette baisse qui se poursuivra jusque vers 1935 entraîne les salaires dans le même mouvement. Le maximum du nombre de chômeurs secourus est atteint en 1935 et 1936, et représente 20% de la population active. Entre 1930 et 1936, la production stagne à un niveau inférieur de 10 à 25% à celui de 1928.

En Allemagne, de l'indice 100 en 1928, la production industrielle chute à 72,8 en 1931 et à 50,8 en août 1932. Le chômage, déjà important en 1929, 1,9 million soit 10% de la population active, passe (...) à 5,6 millions en 1932.

Face à ces crises de plus en plus profondes, les pays dominants vont rechercher des solutions à mettre en œuvre ; pour les comprendre, il faut saisir le mécanisme théorique de ces crises de surproduction

Le mécanisme théorique des crises de surproduction

L'auteur majeur (...) est Karl Marx (1818-1883) (...) : l'insuffisance chronique de la demande par rapport à l'offre, car les prolétaires sont rémunérés au minimum de subsistance, juste ce qu'il faut pour qu'ils renouvellent leur force de travail. Ainsi, les rémunérations étant très faibles, il y a une faible demande. Par ailleurs, l'offre est excédentaire par rapport à la demande, car le progrès technique et la concurrence capitaliste poussent au machinisme ce qui entraîne une augmentation continue de quantités produites. Les machines utilisées sont de plus en plus sophistiquées et permettent la substitution du capital au travail. Ainsi, dans le système capitaliste, il y a une tendance à la hausse de la composition organique du capital (C/V) (quantité de travail incorporée dans les moyens de production/rémunération de la force de travail).

Le raisonnement de K. Marx peut être représenté par le schéma suivant :

Concurrence capitaliste	>	Augmentation de la composition organique du capital (C/V)	<	Progrès technique	>	Augmentation de la production
^		V				V
		Baisse du taux de profit = $\frac{S/V}{C/V + V/V}$				
		V				
		Pour rétablir les profits, Baisse des salaires (V)				
	V					
<		Baisse de la demande		>		Crise de surproduction

Le mécanisme théorique des crises de surproduction

Ce schéma repose sur la loi de la baisse tendancielle du taux de profit, conséquence de la concurrence capitaliste et progrès technique. Ces deux éléments entraînent une augmentation continue et progressive de la composition organique du capital, le taux de profit étant une fonction décroissante de la composition organique du capital : quand celle-ci augmente, il diminue. Par ailleurs, le progrès technique permet l'augmentation des quantités produites. Les crises de surproduction ont pour cause directe la baisse de la demande liée à la baisse des salaires réels nécessaire au maintien des profits.

K. Marx déduit de ce raisonnement la disparition à long terme du capitalisme tel qu'il fonctionnait à son époque. Cette disparition serait liée aux contradictions internes du capitalisme qui, par l'exploitation, maintenait les masses prolétaires dans la misère, alors qu'il tendait à produire toujours plus de biens industriels grâce aux progrès techniques. Seule la révolution sociale pourrait précipiter la disparition du capitalisme, en permettant la propriété collective des moyens de production, car, selon Marx, l'exploitation serait le fait des capitalistes privés qui accaparent la plus-value. Il n'imaginait pas, que 30 à 50 ans après sa mort, le capitalisme trouverait des solutions pour surmonter les crises de surproduction.

- La première solution mise en œuvre consistait à aller chercher des débouchés à l'extérieur, mais surtout à renforcer l'exploitation coloniale, afin de compenser la baisse des prix par une diminution des coûts des matières premières, pour maintenir les profits. De ce fait, le capitalisme industriel des pays dominants a transféré une partie des charges des crises de surproduction sur le reste du monde dominé, comme nous le verrons au chapitre suivant.

- La deuxième solution consiste en la recherche de gains de productivité par la mise en œuvre de nouvelles inventions et de nouvelles organisations du travail. Ces gains de productivité ont permis de restaurer les taux de profit, pendant certaines périodes. Ces transformations des systèmes productifs au niveau micro-économique n'ont été que des solutions de court terme.

Pour vaincre les crises de surproduction à long terme, il fallait assurer des débouchés stables et croissants aux entreprises. Pour cela, les sociétés des pays dominants ont dû s'orienter vers la société de consommation de masse qui, dans son principe, assure le maintien et l'augmentation de la demande solvable. Ce n'est qu'après la deuxième guerre mondiale que la société de consommation de masse arrivera à maturité dans les pays les plus industrialisés. Entre temps, ces pays vont protéger leur industrie nationale de la concurrence étrangère en instaurant une politique très protectionniste.

La doctrine du laisser-faire et du libre-échange, mise en avant au 19^e siècle, sera délaissée au profit d'une doctrine interventionniste et de protection de l'industrie nationale. Seul l'Etat étant en mesure d'instaurer la société de consommation de masse, la remise en cause du libéralisme pur est complète à la fin du deuxième âge du capitalisme et une nouvelle doctrine s'instaure. Keynes sera l'un des grands artisans de cette mutation du capitalisme vers la société de consommation. La maturation du mouvement ouvrier et les luttes ouvrières renforceront la marche vers un nouvel âge du capitalisme.

B- Les transformations des systèmes productifs

La deuxième révolution industrielle

A la fin du 19^e siècle, une nouvelle révolution industrielle crée un nouveau système technique très différent de celui qui prévalait au milieu du 19^e siècle. La deuxième révolution industrielle se réalise en deux étapes bien distinctes. La première, qui se situe globalement entre 1880 et 1900, est marquée par de nombreuses innovations. La deuxième, de 1900 à 1939, comprend les développements que le nouveau système est susceptible de réaliser et qui seront amplifiés par la première guerre mondiale.

Ce nouveau système technique qui arrivera à maturité après la deuxième guerre mondiale repose sur une nouvelle énergie : l'électricité ; sur de nouveaux matériaux : l'acier remplace de plus en plus le fer et des nouveaux alliages sont mis au point ; le développement de la chimie permet la fabrication de plastique et de produits synthétiques ; et sur deux autres innovations clés, le moteur à explosion et les techniques de transmission de l'information. Autre caractéristique à partir des années 1870-80 : les techniques s'appuient sur la recherche scientifique.

En 1869, Gramme prend un brevet de génératrice à courant continu. En moins d'une génération et avant la fin du 19^e siècle, différentes inventions permettent les bases d'un système technique, établi en grande partie sur l'électricité industrielle. Le moteur électrique offre la possibilité de généraliser la mécanisation de l'industrie. L'éclairage électrique devient possible à partir de 1879 avec l'ampoule à filament de carbone fabriqué par Edison, il s'étend après 1910 avec l'ampoule à filament de tungstène.

Pour envoyer à de grandes distances l'énergie électrique, il faut employer des tensions élevées. Pour atteindre de telles valeurs, il est nécessaire d'utiliser un transformateur. Or, c'est le courant alternatif qui se prête le mieux au transformateur qui assure ainsi sa suprématie. En 1883, Deprez réussit le premier transport électrique de Vizille à Grenoble.

Partout le contrôle des pouvoirs publics centraux est étroit. En 1925, le Central Electricity Board établit un réseau national en Angleterre. Il était presque achevé en 1936. En France, les pouvoirs publics encouragent le développement d'un réseau entre la France thermique du Nord et la France hydraulique du Sud, afin d'économiser au maximum le charbon.

Les transports électriques, essentiellement urbains, connaissent immédiatement une grande vogue. Un tramway dû à Siemens obtient un grand succès populaire lors de l'Exposition internationale d'électricité de Paris en 1881. (...) L'équipement en métro des principales capitales du monde industrialisé s'impose essentiellement pour libérer de l'espace dans des cités asphyxiées par la circulation. Londres ouvre la voie dès 1863, suivie par New York (1868), Chicago (1892), Budapest (1896). Et Vienne (1898). Le métro parisien, réalisé à partir de 1898, illustre l'impact et la difficulté de l'introduction d'une technologie aussi novatrice dans un tissu urbain déjà constitué.

L'électrification des chemins de fer concerne d'abord des liaisons de courte distance, à l'intérieur d'un tissu urbain dense. La ligne garde d'Orsay – gare d'Austerlitz est électrifiée en 1900. Mais il faut attendre la fin de la deuxième guerre mondiale pour que les chemins de fer soient systématiquement électrifiés.

L'arrivée de l'électricité permet, grâce à sa souplesse et à la mise au point de petits moteurs, de multiplier les utilisations domestiques. Le premier appareil électroménager est le fer à repasser électrique (1888). La fin du 19^e siècle et le début du 20^e siècle sont prolifiques avec la naissance du ventilateur (1891), du moulin à café (1897), du mixer (1899), du hachoir à viande (1900), de l'aspirateur (1901), du sèche-cheveux (1902), du rasoir électrique (1908), du climatiseur (1910), etc. Les chauffe-eau se répandent à partir des années 1930. Un modèle simple et robuste de lave-linge est développé aux Etats-Unis dans les années 1930. (...) Le développement des lave-linge a lieu entre 1952 et 1955 en France.

Le domaine de la cuisson des aliments est l'objet d'une concurrence technologique dans l'emploi de deux sources d'énergie : le gaz et l'électricité. (...) Les diverses utilisations de l'électricité, l'équipement de centrales électriques hydrauliques ou thermiques, la pose de câbles, l'éclairage des villes, les transports publics électrifiés, les moteurs électriques, l'équipement des usines, des bureaux et des foyers se répandent rapidement, permettant le développement de puissantes entreprises dans ce nouveau secteur.

Par ailleurs, une nouvelle source d'énergie (le pétrole) se développe principalement après 1900, même si le charbon conserve une indiscutable suprématie jusque vers 1945. Les pipe-lines en acier sont construits à partir de 1875 aux Etats-Unis, le premier tanker est mis en service en Russie sur la caspienne en 1877.

L'électrochimie et l'électrométallurgie permettent la fabrication de nouveaux produits : les papiers photographiques, la nitroglycérine, les ciments, les produits pharmaceutiques (pénicilline 1929), les produits pour l'agriculture (engrais)... La construction du premier moteur à explosion en 1862 conduit avec l'invention du carburateur (1889) au moteur à essence, puis au moteur diesel (189-1897) utilisant le gas-oil. D'innombrables ingénieurs fabriquent des automobiles qui se modernisent d'année en année (Renault,

Citroën...), d'autres fabriquent des pneus en caoutchouc (Michelin...), il faut construire des routes, les élargir, les améliorer, le premier salon de l'automobile s'ouvre à Paris en 1898. En construisant, à partir de 1908 leur modèle T, les établissements Ford font entrer l'automobile dans l'ère industrielle. (...) L'automobile est et restera le symbole de la société de consommation de masse des années 1960.

Au début du 20^è siècle, les premiers vols en aéroplane sont réussis, puis c'est la traversée de la Manche en 1909 et celle de la Méditerranée en 1912. La guerre de 1914-1918 va donner un puissant coup de fouet à l'industrie aéronautique. Le nombre d'appareils évoluant dans le monde en 1914 ne dépasse pas les 5000, alors que 200 000 avions sont construits entre 1914 et 1918.

Le télégraphe, le téléphone, le phonographe, le cinéma et bientôt la radio (1910) suivie en France en 1936 par la première transmission télévisée depuis la Tour Eiffel, l'électrophone, le magnétophone bouleversent les transmissions de l'information.

On assiste avec la deuxième révolution industrielle à une véritable mutation du capitalisme. Les secteurs moteurs du 19^è siècle étaient le textile, la métallurgie, les chemins de fer, au début du 20^è siècle les industries motrices sont, alors, la sidérurgie, l'électricité, les véhicules à moteur et la chimie.

Le taylorisme

F.W. Taylor (1856-1915), ouvrier avant d'être contremaître, devint le prophète de l'organisation scientifique du travail à partir de 1893. Homme d'ordre, il est scandalisé par le désordre de la civilisation industrielle. Désordre dans les usines où l'outillage est inadapté et où la flânerie fait perdre des sommes énormes à la direction.

Utilisant la méthode expérimentale, Taylor, par des exemples concrets et à l'aide de milliers d'observations empiriques systématiques, établit des principes généraux. Ses analyses les plus célèbres portent sur la manutention des gueuses de fonte, le chargement des wagons avec des pelles, la vérification des billes de roulement de bicyclettes. (...) Il obtient là où un ouvrier chargeait dans un wagon 12,7 tonnes de gueuses de fonte par jour qu'il en charge 48 à 49 tonnes.

Cependant c'est surtout avec la production de masse que les principes de l'organisation scientifique du travail sont plus systématiquement mis en œuvre. En fait, l'organisation scientifique du travail ne trouvera son efficacité qu'en se mariant avec le travail à la chaîne, fondement de l'organisation du travail pensée et réalisée par Ford dans son industrie automobile.

Dans un article fondamental de 1993, P. Dockès analyse la naissance et le développement du fordisme qui permettra à terme la mise en place de la société de consommation de masse. Dans les premières années du 20^è siècle, une série d'innovations majeures initiées par Henry Ford donne naissance à un système micro-fordien. Il se met en place dans le cadre général de l'ordre productif né dans la grande dépression de la fin du 19^è siècle, mais aussi en réaction contre lui.

Dès le milieu du 19^e siècle, le système de fabrication américain s'est développé aux Etats-Unis. Né dans l'industrie des armes légères, secteur encouragé par l'Etat et mis à l'abri de la nécessaire recherche de réduction des coûts de production, puis se diffusant au cours du siècle dans les industries du machinisme agricole, de la machine à coudre, de la bicyclette, grâce à la circulation des hommes et des idées, il se caractérise par l'interchangeabilité des pièces et il permet un montage sans finissage.

Le fordisme comme organisation productive de l'entreprise est un système nouveau construit à partir du système de fabrication américain. Henry Ford et son équipe commencent par pousser la standardisation à sa limite avec la conception en 1907 d'un modèle unique simplifié à l'extrême, sans option mais aisément adaptable à divers usages et peu coûteux, donc destiné à être produit en très grandes quantités pour les couches moyennes, d'une qualité exceptionnelle et correspondant aux besoins du marché américain : la célèbre Ford T.

La voiture est produite dans des usines nouvelles où Ford construit son outillage et certaines machines-outils spécialisées. Il organise la production des éléments de façon à ce qu'elle suive le déroulement logique des opérations, puisse être faite essentiellement par une main d'œuvre non qualifiée dont le travail est rigoureusement divisé, contrôlé et surveillé. La manutention est réduite au maximum, les matériaux, pièces, outils, étant apportés au travail au lieu qu'il prenne l'initiative d'aller les chercher.

Finalement, il s'agit de la greffe de certains éléments tayloriens sur le système de fabrication américain, avec un produit uniformisé, simplifié, bon marché, apte à être produit en masse. La conception et la mise en œuvre longue et difficile de la chaîne de montage continue, en 1913, supposent, outre le convoyeur, la maîtrise parfaite de l'interchangeabilité, une hyper-spécialisation des hommes et des machines, toute une armée d'ingénieurs, de chronomètres, de techniciens, de surveillants et de contrôleurs non directement productifs. (...) Les immenses usines de travail à la chaîne sont nées.

En 1914, Ford innove de nouveau en instaurant le *five dollars day*, c'est-à-dire que l'ouvrier est payé à la journée et non plus à l'heure ou à la pièce. Cette innovation est imposée par la montée du syndicalisme, de l'absentéisme et du taux de rotation du personnel (370% en 1913). Les usines Ford étaient obligées d'embaucher presque 4 fois plus de travailleurs par jour que le nombre nécessaire. (...) D'où l'aspect de compromis social de cette décision. Cependant, seuls certains bons salariés sont dignes d'accéder au five dollars : il faut en plus d'une présence de 6 mois dans l'entreprise, être un bon citoyen, moralement au-dessus de tout soupçon, un bon père de famille ou du moins un célibataire épargnant ou ayant des parents à charge. Des enquêtes de moralité sont réalisées pour être sûr que le candidat respecte bien ces principes.

Ce micro-système fordien va se diffuser dans les autres secteurs et dans les autres pays dominants. (...) C'est la deuxième guerre mondiale qui impose et diffuse dans l'ensemble des pays dominants le nouveau système productif du travail à la chaîne.

La consommation de masse nécessaire au bon fonctionnement du micro-système fordien n'existe pas encore. A partir de 1935 avec le *New Deal* aux Etats-Unis et après la

deuxième guerre mondiale pour les autres pays dominants, la solution sera trouvée grâce au maintien d'une demande solvable importante sur les marchés intérieurs qui permettra la consommation de masse.

C- Vers la société de consommation de masse

La maturation du mouvement ouvrier

A la fin du 19^e siècle, les mouvements de grève sont de plus en plus nombreux, de plus en plus puissants. Par exemple, aux Etats-Unis : plus de 3000 grèves et plus d'un million de grévistes en 1881-1886, avec notamment la grève du premier mai 1886 pour la journée de huit heures : 80 000 grévistes à Chicago ; à la suite d'une provocation les chefs du mouvement sont arrêtés, condamnés et pendus. Depuis, le premier mai, anniversaire de cette grève, est devenu dans le monde entier la fête du travail. Dans tous les pays industriels, les mouvements de grève se succèdent, les combats ouvriers se poursuivront sans relâche, sauf pendant les guerres, jusque vers 1968, date à laquelle le mouvement ouvrier est encore très puissant.

Ces mouvements sociaux vont permettre l'établissement d'un droit du travail dans les pays les plus développés. Il s'agit de l'ensemble des règles qui protègent le salarié contre l'employeur afin de corriger l'inégalité. Il pose un problème à la théorie juridique, car il remet en cause le droit de propriété. Licencier un travailleur est une liberté qui paraît à l'employeur aussi naturelle que celle de vendre une machine. Elle semblait naturelle dans la société du 19^e siècle, mais l'évolution sociale fait apparaître insupportable une telle analogie avec le droit sur les biens. Les implications humaines étant différentes, la loi va y adjoindre des obligations, comme celles de reclasser le personnel, de respecter un préavis ou d'attendre une autorisation administrative. Le droit du travail procède donc par limitation progressive du pouvoir des employeurs. Des mesures limitent les abus les plus criants : âge minimal, durée du travail pour les enfants, travail des femmes.

La loi reconnaît les droits collectifs de coalition, de grève, la fiction du contrat individuel est abandonnée. (...) Dans les années 1920-1930 naît une nouvelle catégorie juridique, la convention collective dans laquelle les salariés sont considérés en tant que groupe. Avec ces conquêtes, et après avoir expérimenté durant la deuxième guerre la participation au pouvoir, le mouvement ouvrier deviendra une force qui compte, capable d'imposer la reconnaissance du travailleur dans la société.

- **En Angleterre** où le mouvement ouvrier bénéficie déjà d'une longue expérience, le nombre de syndiqués s'accroît puissamment ; 1,1 million en 1876, 4,1 millions en 1913. En 1900, le congrès du TUC (Trade Union Congress) crée un comité de représentation du travail qui désigne des candidats aux élections. En 1906, le *Labour Party* est créé comme porte-parole des intérêts ouvriers. (...) En 1911, ils obtiennent une indemnité chômage, la *dole* : c'est la première aide générale accordée aux chômeurs ; elle contredit les principes libéraux dominants. La période de l'entre-deux-guerres marque un recul des forces syndicales et politiques favorables aux ouvriers. En 1945, le *Labour* aborde la victoire en position de force (...). Bevin, leader du TUC, était le ministre du travail de Churchill.

Le *Labour* gagne les élections en 1945. Il instaure de nouveaux droits sociaux : assurance chômage, maladie, retraite, décès, maternité... (...) Le mouvement ouvrier est désormais intégré, il s'installe dans une gestion alternée avec les *tories*. Avec 10 millions d'adhérents et un taux de syndicalisation de 50% dans les années 60, le TUC dispose d'un monopole de représentation de la classe ouvrière.

- **En France**, c'est dans le foisonnement des écoles de pensée (anarchiste, marxiste, socialiste, etc.) dans un contexte de débat permanent et de scissions que s'organise le mouvement ouvrier à la fin du 19^e siècle et au début du 20^e siècle : 500 000 syndiqués en 1895 (...); en 1912, leur nombre dépasse le million. Les syndicats foisonnent à partir d'un métier ou d'une région, ils constituent des unions nationales. Elles se fédèrent en 1886. Parallèlement, naît le mouvement des bourses du travail. Les deux mouvements se rapprochent avec la montée des luttes. Ils organisent en 1889 une manifestation le premier mai, puis des congrès communs.

La Confédération Générale du Travail (CGT) naît à Limoges en 1895. Elle vise la grève générale révolutionnaire, les actions quotidiennes sont considérées comme des répétitions. Révolutionnaire et anti-étatiste, l'anarcho-syndicalisme voit dans la CGT d'une part un instrument destiné à renverser le capitalisme, d'autre part la structure de la future société qui abolirait la propriété privée. Elle diffère des syndicats anglais, américains et allemands dont l'efficacité repose sur la recherche d'un compromis. Parallèlement, en 1920 est créée la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC).

En 1922, suite au congrès de Tours, une scission apparaît dans la CGT avec la création de la CGTU (Confédération Générale du Travail Unitaire) liée au parti communiste. En 1936, sous le Front populaire, ils se regroupent de nouveau au sein de la CGT (...). Après la scission de 1947, la CGT, la FEN et Fo regroupent au total moins d'adhérents que la CGT unie. Le mouvement chrétien éclate aussi en 1964 avec la création de la CFDT. Par ailleurs, les cadres créent un syndicat à part, la CGC, favorable aux avantages hiérarchiques.

Afin de neutraliser préventivement les conflits, les gouvernements cherchent en permanence le compromis social, notamment à travers les commissions du plan et le Conseil économique et social. Les syndicats gèrent la Sécurité sociale et les caisses de chômage, ils participent à la justice du travail. Dans le secteur public, ils gèrent en commun avec l'Etat le personnel : les commissions paritaires sont consultées sur tous les actes de la vie professionnelle. Dans les moyennes et grandes entreprises, ils gèrent les œuvres sociales de comités d'entreprise, et ils sont tenus informés des grandes décisions. Ils contrôlent également une économie sociale puissante : mutuelles, associations culturelles et de loisir, coopératives. Mais la faiblesse des syndicats dans l'entreprise est flagrante.

- **En Allemagne**, les syndicats se développent, passant de 300 000 syndiqués en 1890 à 2,5 millions en 1913. En 1906, le patronat et les syndicats parviennent à un accord de parité, ils prendront leurs décisions en commun. Le mouvement ouvrier allemand fait des envieux, il est l'un des plus puissants d'Europe. En 1919, la Commission générale se transforme en Confédération Générale des Syndicats allemands, elle atteint 4,9 millions de membres en 1929 tandis que les syndicats libéraux et chrétiens s'allient.

Pourtant, l'histoire agitée de la république de Weimar est envenimée par la violence de l'opposition entre communistes et socialistes. (...) le syndicalisme, reconstitué après la guerre, retrouve ses principes de bases : indépendance vis-à-vis des partis, modération et recherche du consensus. Le taux de syndicalisation est élevé, avec une fourchette de 37 à 39% dans les années 1960. Les acquis sociaux sont considérables : durée du travail relativement faible, niveau de salaires très élevé, ainsi que le niveau des qualifications, assurances sociales précoces, réglementation protectrice du travail très complète et structure hiérarchique originale. La part des cadres est faible et l'écart de leur rémunération avec les salaires ouvriers réduit.

L'originalité du système allemand repose sur la cogestion. En 1951, la loi sur la cogestion dans les industries sidérurgiques et minières de plus de 1000 salariés crée le conseil de surveillance qui nomme un directeur du travail ayant l'aval des syndicats. Plus tard, elle est étendue aux autres secteurs. Elle s'est révélée un instrument efficace de paix sociale, les syndicalistes jouant un rôle modérateur dans les conflits. Les syndicats en tirent avantage. Mais ils ont dû accepter une réglementation du droit de grève. En contrepartie, les employeurs ne peuvent choisir la rupture, le compromis doit être constant.

• **Aux Etats-Unis**, c'est au rythme des crises, des grèves et de la répression que se forge le mouvement syndical. Les Chevaliers du Travail passent de 110 000 en 1885 à 729 000 en 1886 pour retomber en 1890 à 100 000 adhérents ; certaines organisations se gonflent à l'occasion d'un mouvement réussi : l'American Railway Union en 1893, la Fédération des Mineurs Américains en 1897. Par contre, l'American Federation of Labor se développe plus progressivement et plus prudemment : 100 000 en 1886, 250 000 en 1892 et 2 millions en 1912. Les années 1920 sont une période de recul. Le New Deal amène des acquis, il légalise le syndicat dans l'entreprise (...), accorde le monopole de la négociation au syndicat, s'il obtient la majorité. En 1938, on fixe une durée légale du travail et un minimum salarial.

A partir de cette période, l'adhésion est quasiment obligatoire dans les entreprises « syndiquées » où le patron ne peut se passer du syndicat. La position du syndicalisme est ambiguë. Partisan de la libre entreprise, il peut collaborer si la bonne marche de l'entreprise lui semble en dépendre. Mais, si le patron refuse d'accorder le minimum qui permet au syndicat d'apparaître efficace, il est capable de déclencher des grèves d'autant plus dures qu'elles seront rares. Le fonds de grève verse alors les salaires, plusieurs années dans les cas extrêmes.

Le syndicalisme obtient peu d'avantages globaux, mais peut offrir dans les firmes syndiquées des acquis conséquents qui donnent aux salariés concernés une position d'aristocratie ouvrière. Cela est conforme au libéralisme américain : peu de protection sociale, pas de salaire minimum, peu de règles contraignant l'employeur, mais des caisses d'entreprise ou syndicales protégeant bien les salariés des grands groupes.

Ainsi, les syndicats se sont développés pour devenir de véritables interlocuteurs pour les pouvoirs publics et le patronat. (...) Dès la fin du 19^e siècle, un nouveau rapport de forces se met en place. Il explique les conquêtes, les avantages nouveaux du monde du travail de la fin du 19^e siècle aux années 1970. Ce nouveau rapport de forces marque l'importance des lois sociales qui sont votées tout au long de la période 1870-1970. (...) En France : loi

accordant la liberté d'association (1884), lois sur la durée du travail (1874, 1892, 1900, 1936 : les 40 heures hebdomadaires), sur l'hygiène et la sécurité (1893, 1936), sur la protection des accidents du travail (1898, 1936), sur les retraites (1905), sur le repos hebdomadaire (1906), sur les congés payés (1936), sur l'assurance chômage (1958), sur le salaire minimum (1958, 1968). Mais surtout, ce nouveau rapport de forces permet le maintien et l'augmentation du pouvoir d'achat des salariés. (...) Ce nouveau rapport de forces sera la clé de la régulation macro-keynésienne.

La régulation macro-économique keynésienne

Deux expériences, le New Deal et le Front populaire, avec leur dimension sociale, permettent le début d'une mise en place du macro-système fordien. Ce dernier a été défini par P. Dockès. Sur la base de salaires croissants déterminés collectivement et non plus dans le cadre de l'entreprise, la croissance des revenus entraîne celle du marché et donc de la production et de la productivité, d'où le maintien du taux de profit permettant de financer des investissements massifs nécessaires pour répondre à la hausse de la demande. En effet, la hausse des salaires dans les entreprises est largement compensée par la hausse de la productivité.

La pensée keynésienne est le fondement théorique économique du macro-système fordien. La *Théorie générale* de Keynes publiée en 1936, est une réfutation de la doctrine néoclassique, de l'équilibre économique de plein emploi : celle-ci n'a jamais pris en compte qu'un cas particulier, dit Keynes. Cette erreur d'optique s'explique par l'absence d'une analyse macro-économique. Cette dette réfutation découle une proposition fondamentale, l'équilibre peut se fixer durablement en dessous du niveau de plein emploi, si la demande effective est insuffisante. Pour Keynes, l'emploi dépend, en dehors de l'état d'esprit des entrepreneurs, d'un facteur institutionnel, la politique économique, et non un jeu spontané des marchés. Il préconise donc une politique anti-cyclique.

A défaut d'en avoir inventé le nom, qui lui est postérieur, Keynes est le père intellectuel de la notion de relance : une intervention consciente de l'Etat pour soutenir et augmenter la demande sous ses deux aspects, la consommation et l'investissement. La mesure propre à soutenir la consommation est la redistribution des revenus par l'impôt, au profit des classes populaires. Mais, elle n'est qu'un aspect partiel d'une politique économique plus large dont la finalité première est le soutien à l'investissement, car pour Keynes, c'est la panne de l'investissement qui est responsable de la dépression et non pas la sous-consommation. Cette approche théorique va largement justifier l'intervention massive de l'Etat dans l'activité économique.

La régulation macro-économique keynésienne va permettre à l'ensemble des pays capitalistes de connaître, entre 1945 et 1970, une remarquable période de croissance. Jamais le monde n'aura connu à la fois une telle progression de la production industrielle soutenue par une demande solvable et du commerce mondial. Cette croissance est plus lente en Angleterre, appréciable aux Etats-Unis compte tenu du niveau élevé de la production industrielle à la fin des années 40, elle est particulièrement importante en France et en Allemagne, et plus encore au Japon.

La mise en œuvre du macro-système fordien, après la deuxième guerre mondiale, entraîne une augmentation très forte des gains de productivité, dès 1938 pour les Etats-Unis, à partir de 1950 pour la France et l'Allemagne et à partir de 1960 pour le Japon. L'augmentation de la productivité en Angleterre est forte, mais nettement inférieure à celle des autres pays considérés. (...) Dès le début du 20^è siècle, les Etats-Unis deviennent la première puissance industrielle du monde, suivis par l'URSS à partir de 1936. Cette dernière, après un long processus de rattrapage, a atteint la deuxième place dans la hiérarchie industrielle des pays dominants.

La croissance sans précédent de l'activité économique, à partir de 1950 et jusque vers 1970, nommée par Fourastié « les trente glorieuses », se traduit par une augmentation importante du bien-être dans les pays dominants pour les populations concernées. L'élévation de la demande des ménages qui en résulte entraîne un élargissement des dépenses de santé et des achats de biens de consommation durables. De plus, la généralisation du recours au crédit, non seulement pour l'accession à la propriété, mais aussi pour l'achat d'automobile et de biens durables permet de satisfaire cette demande. (...) Cependant, l'amélioration du bien-être matériel est compensée en partie par le stress et le cercle infernal du « métro, boulot, dodo » tant dénié en 1968.

De l'hégémonie anglaise à l'hégémonie américaine

A la fin du 19^è siècle, quel gentleman pourrait douter de la supériorité britannique ? La puissance, la prospérité, la richesse de l'Angleterre sont indéniables. La place de Londres est la première du monde. La livre sterling est la monnaie internationale. La domination anglaise s'étend sur les cinq continents et le capitalisme anglais en tire d'importants revenus. Et pourtant, un déclin relatif s'est amorcé, dont les crises de 1873-1896 constituent les premières secousses, car elles n'ont pas la même portée pour les différents capitalismes nationaux. Aux Etats-Unis et en Allemagne, elles accompagnent la vigoureuse croissance des chemins de fer, du charbon, de l'acier, de la construction navale. En Angleterre, elles marquent l'essoufflement d'un capitalisme en pleine maturité et en pleine croissance. Les nouveaux capitalismes allemand et américain bénéficient désormais d'une dynamique de croissance qui l'emporte nettement sur celle des vieux capitalismes anglais et français.

De la grande dépression du dernier quart du 19^è siècle à la grande guerre, la croissance est deux fois plus rapide en Allemagne qu'en France et presque deux fois plus rapide aux Etats-Unis qu'en Angleterre. La supériorité de la croissance américaine se maintiendra jusqu'au lendemain de la seconde guerre mondiale, pour rester dominante par la suite. (...) Les Etats-Unis arrivent ainsi, vers les années 1950-1960, à l'apogée de leur domination économique mondiale. Leur suprématie ne tient pas seulement au poids relatif de l'économie américaine, qui, vers 1950, assure à elle seule la moitié de la production manufacturière mondiale. Elle s'affirme surtout dans les industries de pointe, où un effort de recherche-développement très supérieur à celui des autres pays tend à recréer constamment l'avance américaine.

Le statut du dollar, véritable monnaie internationale de l'après-guerre, accentue la dissymétrie entre les Etats-Unis et le reste du monde. Il permet à l'économie américaine de supporter un déficit extérieur permanent tout en étendant son emprise financière à travers

les investissements des multinationales américaines dans les pays industriels ou en voie de développement.

Le développement de l'économie planifiée socialiste

La Russie est depuis longtemps minée par une contradiction explosive : celle qui oppose un régime resté autocratique et archaïque à une économie en voie de modernisation (...). En 1917, cette contradiction débouche sur la révolution de février qui abat le tsarisme et laisse émerger une république. Mais le peuple russe ne désire pas de nouveaux droits politiques. Le paysan rêve d'une distribution gratuite de la terre qui ne lui appartient pas et l'ouvrier d'un transfert à son profit des bénéfices des capitalistes. L'idéologie bourgeoise reposant sur le droit de propriété et l'inégalité sociale justifiée par l'égalité devant la loi n'a pas pénétré la société russe.

Les rêves du peuple sont à la source de la révolution d'octobre. Elle inaugure la première expérience mondiale de l'économie planifiée socialiste. Le 36 octobre 1917 au soir, le second décret des bolcheviks abolit la grande propriété privée sans indemnisation et remet la terre aux soviets. En novembre, de nouveaux décrets portent sur le contrôle ouvrier sur les entreprises et la nationalisation des banques. Les rêves du peuple russe sont réalisés.

Entre 1918 et 1920, la guerre civile fait rage, mais les bolcheviks vont l'emporter. Durant ces 2 ans, devant la paralysie générale de la production, Lénine organise l'étatisation de l'économie. Le contrôle ouvrier des entreprises est abandonné et la flotte marchande est nationalisée ainsi que la grande industrie et jusqu'aux entreprises de plus de 5 ouvriers. Sous la pression des circonstances, deux idées s'imposent : la nécessité de planifier l'économie et celle de transformer les grands domaines confisqués en grandes fermes d'Etat, les sovkhozes.

En 1921, au sortir de 7 années de guerres étrangère et civile, le pays connaît le chaos et la famine. C'est dans ces conditions que Lénine propose l'adoption d'une nouvelle politique économique, la NEP. Dès 1921, les usines de moins de 10 ouvriers sont rendues à leur propriétaire, les paysans peuvent librement commercialiser leur surplus sur les marchés et en 1922, on arrête les redistributions de terre et on reconnaît le droit de disposer de sa ferme comme d'une propriété privée. Mais la NEP n'est pas un retour pur et simple au capitalisme. L'Etat dominé par le parti communiste garde le contrôle de l'économie, spécialement dans le secteur de la grande entreprise et les secteurs clés de l'économie comme l'énergie bénéficient d'importants investissements. La NEP a permis le retour à un niveau de production industrielle et agricole équivalent à celui de l'avant-guerre.

En 1924, Lénine meurt. Staline devra attendre 1928 pour s'imposer comme maître absolu de l'URSS. Il restera au pouvoir jusqu'à sa mort en 1953. En 1928, Staline fait adopter le premier plan quinquennal qui collectivise immédiatement les terres et choisit l'industrialisation forcée. Les trois plans quinquennaux qui s'écoulent de 1928 à 1941 transforment radicalement l'URSS qui devient la troisième puissance économique mondiale derrière les Etats-Unis et l'Allemagne. Dans ces plus, la priorité absolue est donnée à l'édification d'une puissante industrie lourde : sidérurgie, métallurgie, chimie, pétrochimie.

A partir de 1945, l'Union soviétique est devenue la deuxième puissance industrielle du monde (en quantité pas en qualité, sauf progressivement pour quelques secteurs stratégiques). Le modèle stalinien se maintient jusqu'à 1953. Il repose sur une organisation économique centralisée, où une planification impérative tend à dicter dans les moindres détails à chaque entreprise tous les aspects de son activité et à éliminer totalement l'influence des relations de marché.

L'évolution post-stalinienne (1953-1965) est une période mouvementée qui a connu des revirements successifs de la politique économique. L'insurrection de Berlin (juin 1953), les événements de 1956 en Pologne et en Hongrie imposent des concessions au moins temporaires, et la hiérarchie des priorités subit divers infléchissements. Cependant, les premières tentatives de réformes institutionnelles demeurent très limitées dans leurs objectifs. C'est le cas en URSS avec la tentative de planification régionalisée qui se trouve complètement annulée au bout de quelques années.

Il faut attendre une aggravation marquée des difficultés économiques vers le milieu des années 1960, pour que se déclenche une grande vague de réformes économiques. La portée de ces réformes, notamment celle de 1965 dite réforme Liberman, a été largement surestimée à l'époque en Occident, où on l'a interprétée comme le signe d'un rétablissement général du marché, voire un retour au capitalisme. Le reflux des réformes, après 1968, dissipe très vite ces illusions. Le bilan est mince. Les problèmes permanents d'efficacité économique ne sont pas résolus. L'orientation des politiques économiques n'a pas subi de changements décisifs. Mais la portée de ces tentatives reste indéniable.

Leur échec, en lui-même, est significatif. Il témoigne de la capacité de résistance du modèle soviétique hérité des années 1930 à tout réaménagement partiel, de son aptitude à neutraliser les formes d'assouplissement ou de décentralisée limitée que l'on tente d'introduire comme correctifs.

L'affrontement Est-Ouest

Face à l'URSS, dont la puissance s'est renforcée et dont l'emprise territoriale s'étend, les Etats-Unis assument le rôle de dirigeant du camp capitaliste. (...) A la fin des années 1940, l'URSS est présente par son armée dans les pays d'Europe centrale et orientale et les Etats-Unis peuvent craindre que son influence ne s'étende en Turquie ou dans les pays d'Europe où les partis communistes sont puissants (Grèce, Italie, France, etc.).

Alors commence une partie d'échecs à l'échelle de la planète, chacune des deux puissances plaçant des pions, renforçant les zones où elle domine, menaçant celles où l'autre paraît faible, avec d'exceptionnelles périodes de tension permettant de mesurer jusqu'où il ne faut pas aller trop loin. En 1947, est lancé le plan Marshall et constitué le COMECON (coopération militaire et économique des pays d'Europe centrale avec l'URSS), en 1948-1949, au blocus soviétique de Berlin répond le pont aérien organisé par les Américains. A l'Ouest, les communistes sont évincés des gouvernements auxquels ils participent (France, Italie), les partis communistes sont interdits dans d'autres pays (RFA, Etats-Unis, Espagne). Une terrible guerre civile conduit à l'écrasement des partisans en Grèce et à l'arrivée des militaires au pouvoir ; ils le garderont pendant plus de 30 ans.

Il faut distinguer l'impérialisme américain de l'expansionnisme soviétique. Il s'agit de deux concepts différents. L'impérialisme est l'établissement et le maintien d'intérêts économiques dans les pays dominés. L'expansionnisme est la volonté d'imposer le modèle de la société soviétique aux « pays frères ». Dans les deux cas, les deux puissances cherchent à devenir les maîtres du monde, ce qui interdit a priori toute autre voie alternative de développement économique.

4- Le développement du sous-développement

Comme le souligne J. Bouvier, une idéologie extraordinaire, identique sous des habillages de mots différents vient, dans les pays impérialistes, accompagner, justifier, consolider, promouvoir, ici « l'idée impériale », là « la mission civilisatrice », ailleurs « la découverte scientifique du globe », ou bien la « suprématie du mode de vie », voire le « génie de la race ». Le partage colonial est quasiment achevé en 1914 et le monde dominé reste pratiquement exclu des effets de diffusion du développement.

La lutte contre les fascistes, pendant la deuxième guerre mondiale, va diffuser dans le monde un souffle de liberté. Les colonies vont alors réclamer haut et fort leur indépendance politique. Cependant, elles ne l'obtiendront pas sans difficultés et elles devront souvent assumer de ruineuses guerres d'indépendance. Il faut attendre le début des années 1970 pour que quasiment l'ensemble des anciennes colonies arrive à la souveraineté nationale. Mais l'indépendance politique n'est pas synonyme d'indépendance économique. En effet, l'impérialisme change de visage.

A- La colonisation

Une dizaine de pays contrôle l'essentiel du monde. Ce n'est pas seulement par l'exploitation des ressources naturelles que les zones colonisées sont en situation de dépendance. Les relations humaines sont également bloquées, les infrastructures sont maintenues par les métropoles au niveau le plus bas et surtout les attitudes d'acculturation font des ravages, autant de phénomènes qui vont renforcer le sous-développement.

L'Europe domine le monde

La domination politique par la colonisation sera de durée très variable selon les régions : très courte au Moyen-Orient, elle perdure jusqu'aux années 1960 en Afrique.

Le racisme comme justification de la colonisation : Joseph Chamberlain déclare en 1899 : « Oui, je crois en cette race, la plus grande des races gouvernantes que le monde ait jamais connues, en cette race anglo-saxonne, fière, tenace, confiante en soi, résolue, que nul climat, nul changement ne peut abâtardir et qui, infailliblement, sera la force prédominante de la future histoire et de la civilisation universelle. » Jules Ferry, *Discours coloniaux* (1885) : « Les races supérieures ont le droit vis-à-vis des races inférieures. Je dis qu'il y a pour elles un droit parce qu'il y a un devoir pour elles. Elles ont le devoir de civiliser les races inférieures. »

L'enjeu économique de la politique coloniale est moins la conquête de débouchés que la maîtrise des matières premières. Surimposé aux économies traditionnelles, le

système colonial ne les intègre pas à son type de développement fondé sur l'utilisation massive du capital. Cependant, il les modifie et détruit leur équilibre traditionnel. (...) Partout se juxtaposent un secteur moderne très restreint et un secteur traditionnel en cours de mutation où vit précairement l'immense majorité de la population.

L'**Inde** constitue un parfait exemple d'économie désarticulée par la colonisation. L'agriculture y emploie plus de 70% des personnes actives, alors que l'industrie, les mines et le bâtiment en occupent ensemble moins de 10%. A l'intérieur du secteur agricole, les cultures commerciales d'exportation, constamment favorisées par les autorités coloniales, sont en progression rapide depuis la fin du 19^e siècle, alors que la production vivrière n'augmente qu'imperceptiblement, et moins vite que la population. Le même déséquilibre existe, dans le très faible secteur industriel capitaliste, entre l'industrie légère rentable à court terme, qui a bénéficié du plus volume d'investissements pendant la période coloniale, et l'industrie de base, encore dans l'enfance.

Un vaste secteur artisanal subsiste par ailleurs, où coexistent la production individuelle la plus archaïque et toutes les formes de transition vers la production organisée. La désarticulation n'est pas seulement sectorielle, mais aussi spatiale. L'investissement colonial, subordonné aux besoins commerciaux de la métropole, a privilégié les façades maritimes (Bombay, Calcutta...). Les régions de l'intérieur sont pour la plupart des déserts industriels. Au total, la croissance de l'économie indienne est voisine de zéro, pendant le dernier demi-siècle colonial. Le très faible taux de croissance du produit national brut conjugué à une croissance démographique de l'ordre de 1% par an a provoqué une baisse de revenu par habitant importante et donc un appauvrissement généralisé de la population indienne.

Le **Moyen-Orient** est une région stratégique pour deux Empires d'Afrique et d'Asie : celui de l'Angleterre et celui de la France. Le courant de marchandises le plus important du commerce mondial reste, entre les deux guerres, celui qui unit l'Asie à l'Europe, par le canal de Suez.

Bien que l'Angleterre ait assuré son influence sur le pourtour de la péninsule et le golfe Persique, les Etats-Unis s'emparent, par un jeu habile, des intérêts pétroliers, en Arabie. Cette rivalité s'achève en 1928 par la conclusion d'un accord de cartel, le pacte d'Achnacarry : celui-ci révèle, aux côtés de l'Anglo-Iranian et de la Shell, une nouvelle influence dominante : celle de la Standard Oil. Pourtant, le pétrole n'est encore qu'une potentialité ; mais il est déjà au cœur des enjeux de la domination. Après la deuxième guerre mondiale, le Moyen-Orient sera le théâtre de l'affrontement des grandes compagnies pétrolières des puissances industrielles qui contrôleront sans partage cette ressource naturelle si stratégique. Comme nous l'étudierons de façon détaillée dans le troisième âge du capitalisme industriel, l'action des compagnies provoquera une « pétrolarisation » des économies du Moyen-Orient.

En **Afrique**, deux Etats sont nominalement indépendants : le Liberia créé sous l'influence américaine au lendemain de la guerre de Sécession pour théoriquement accueillir les anciens esclaves qui souhaitaient revenir en Afrique, et l'Ethiopie qui ne sera brièvement colonisée par l'Italie qu'en 1936, 40 ans après la défaite que leur ont imposé les rudes

guerriers éthiopiens. Tout le reste de l'Afrique est européen, depuis son partage durant la Conférence de Berlin (1884-1885).

Les Belges contrôlent l'énorme masse centrale du Congo. Les Espagnols sont dans le nord du Maroc, les Portugais possèdent le Mozambique et l'Angola, les Allemands administrent le Togo et le Tanganyika et les Anglais et les Français se taillent bien entendu la part du lion. Les Anglais, dans une logique nord-sud, de la colonie du Cap jusqu'à l'Égypte en passant par le Kenya ; par contre, la logique de conquête des Français est plutôt est-ouest, partant de l'Afrique occidentale vers l'Égypte, qui fut sous influence française avant que les Anglais ne les remplacent.

Après les années bruyantes du partage, l'Afrique noire va tomber soudain dans un étrange silence. L'effort de mise en valeur sera d'abord faible, voire nul. Il faut attendre le début du 20^e siècle pour que l'exploitation des colonies africaines se mette véritablement en place. Mais, dans bien des régions, comme le Congo belge, la production s'était déjà effondrée peu après 1900 en raison du pillage imprudent des ressources naturelles. (...) Surtout, la volonté de la métropole de ne rien dépenser dans la colonie oblige celle-ci à se suffire à elle-même. (...) la hiérarchie des administrateurs et des gouvernements européens, et de leurs agents africains, n'est jamais équilibrée par une représentation des indigènes. L'Afrique n'a plus droit à la parole, comme le souligne Y. Person.

Au sortir de la deuxième guerre mondiale, l'Afrique noire, encore coloniale et, de ce fait, accentuant encore son retard sur le reste du monde dominé, sort à peine de la première phase du système impérialiste. Il est caractérisé par le rôle dominant d'un secteur exportateur limité à la fourniture de matières premières, dans le cadre d'une société soumise à cette fonction par tous les moyens économiques et extra-économiques.

Le niveau de développement intérieur est d'une extrême hétérogénéité, parfois très développé dans le secteur exportateur, notamment minier, mais arriéré pour le reste. C'est-à-dire pour l'écrasante majorité rurale. Cette distorsion contribue précisément à assurer à l'économie d'exportation une main d'œuvre très faiblement rémunérée. L'étroitesse du marché intérieur ne fait que renforcer l'extraversion de l'ensemble qui, attirant encore relativement peu de capitaux, ne remplit au sein du système économique mondial qu'une fonction subalterne et limitée, comme le montre C. Coquery-Vitrovich. L'Afrique noire, à la veille de son indépendance, est une des régions les moins développées du monde.

L'intervention de l'étranger en **Amérique Latine** est d'abord économique : après l'imposition du libre-échange au 19^e siècle (voir les résistances au sous-développement), elle se concrétise par l'investissement direct étranger à la fin du siècle. Il démarre au cours de la période 1850-1870, sous la direction de Londres, dont les transferts s'accroissent de 1882 à 1890 et de 1900 à 1913, tandis que les placements français s'affirment de 1890 à 1913, que l'insertion allemande se manifeste dès 1895, que la finance new-yorkaise enfin prend lentement position à partir de 1898. Malgré tout, les investissements anglais demeurent, et de beaucoup, les plus lourds.

L'apparition, timide, tardive et fort incomplète, d'un premier essai d'industrialisation naît à l'origine des besoins croissants de l'Europe en matières premières et en denrées

alimentaires conditionnées. (...) Cependant, la crise de 1929, en rompant les relations commerciales traditionnelles avec les puissances industrielles, donne une nouvelle chance à l'Amérique Latine, comme nous le verrons dans les tentatives de développement.

Mais les Etats-Unis vont s'intéresser très tôt à l'Amérique Latine car ils se sont engouffrés dans la brèche des mouvements d'indépendance en tissant un réseau d'exploitation économique, notamment dans le domaine des cultures d'exportation (bananes, café, cacao...), mais, jusqu'à la première guerre mondiale, les intérêts européens sont toujours fortement présents.

Mêlant la force et la corruption, l'intervention des *Marines* et les emprunts fructueux consentis par les principales banques de New York, la grande puissance de l'hémisphère occidental se constitue une sorte d'empire, de Cuba (véritable protectorat américain depuis 1901) à Panama (1903), de Saint-Domingue (1904) au Nicaragua (1912), à Haïti (1915), et elle profite de la révolution mexicaine pour débarquer à Veracruz (1914), intervenant militairement et politiquement dans les affaires du pays jusque vers 1917. (...) le célèbre mot d'ordre de Monroe (1823) : « L'Amérique aux Américains » est en train de devenir : « L'Amérique aux Etats-Unis ». Depuis, les Etats-Unis ne relâcheront jamais leur contrôle sur la région latino-américaine qu'ils considèrent comme leur appartenant.

Quel coût pour les régions dominées ?

Champs d'action des capitaux français, l'Empire a été aussi le lieu d'un travail forcé. Il a été le plus souvent incarné sous la forme de « prestations », c'est-à-dire de l'obligation de travail gratuit pour les travaux d'utilité publique. Un arrêté de 1912 fixe des « prestations » de 8 à 12 jours par an et par homme en Afrique occidentale française, de la même manière qu'un arrêté de 1915 les fixe à 15 jours par an en Afrique équatoriale française. D'une obligation destinée à mettre en valeur la colonie, elle deviendra souvent, par le jeu des colons et du groupe de pression coloniale, une manière de se procurer de la main d'œuvre abondante et gratuite (...) pour les planteurs, les forestiers, les mines.

Cette attitude annonce pour de bon le sous-développement. (...) On démantèle une économie déjà bien fragile, car fondée sur des systèmes communautaires. (...) L'exploitation et l'exportation à outrance des matières premières désorganise complètement l'économie traditionnelle. En Côte d'Ivoire ou au Cameroun, le café et le cacao commencent à remplacer les cultures vivrières.

Les administrateurs anglais ont multiplié à l'envi les statuts coloniaux permettant une plus grande souplesse dans les rapports avec les peuples dominés. Ces statuts sont fonction du nombre de citoyens britanniques installés sur place. D'une part, les dominions sont peuplés en majorité d'Anglais de souche et s'administrent eux-mêmes : Canada, Union Sud Africaine, Australie, Nouvelle-Zélande. Ils échappent au sous-développement mais leur économie est fortement spécialisée dans les activités agricoles, ils ne connaîtront un développement industriel que pendant et surtout après la seconde guerre mondiale.

D'autre part, les protectorats ont gardé leurs princes, mais ils sont étroitement surveillés par la couronne, leurs fils vont faire leurs études à Oxbridge, ils sont alors garants de la fidélité à l'égard de la couronne britannique de « leur prince de père » et reviennent

plus britanniques que les Britanniques, c'est-à-dire acculturés. (...) Au premier rang, la perle de la couronne, l'Inde, qui fournit tant de richesse à la patrie. L'Angleterre, première puissance financière du monde, jouera pleinement sur l'endettement pour maintenir son pouvoir sur les dominions et les protectorats.

L'exploitation coloniale s'intègre dans la division internationale du travail, dont les profits principaux ne vont pas aux pays colonisés comme le pensait Ricardo, mais à la métropole. L'exploitation de l'arachide sénégalaise rapporte plus aux entreprises commerciales bordelaises qu'aux producteurs locaux.

A la différence de ce qui s'était passé en Europe lors de la phase de proto-industrialisation, villes et campagnes n'entretiennent pas des rapports de complémentarité. Le dualisme interne est un puissant frein à tout processus de développement, car les îlots de modernité n'ont aucun effet d'entraînement sur le reste de l'économie.

C- La naissance du Tiers-Monde

C'est en 1952 que A. Sauvy, dans un article pour l'Observateur, va inventer le terme de Tiers-Monde pour désigner l'ensemble des pays exclus des deux blocs dominants. Cette expression (...) doit s'entendre par analogie avec le Tiers-Etat défini en 1789 par l'abbé Sieyès. (...) Qu'est-ce que le Tiers-Monde ? Tout ou quasiment tout ; le Tiers-Monde représente déjà, en 1950, 66% de la population mondiale (ce pourcentage atteint presque les 80% aujourd'hui). Qu'a-t-il été jusqu'à présent dans l'ordre politique ? Rien ; les colonies (la majorité des pays qui vont former le Tiers-Monde) ne peuvent être membres ni de la Société des nations, ni, plus tard, de l'Organisation des Nations Unies (ONU). De plus, dans l'économie mondiale, la place du Tiers-Monde est très faible. Sa participation à la production de produits manufacturés est insignifiante, même si elle augmente dans les années 1960-1970, et sa participation à la création de valeur ajoutée, source de richesse, est très limitée.

En 1939, les Occidentaux dominent le monde. La seconde guerre mondiale, en révélant leur vulnérabilité, sape leur autorité.

La décolonisation

Le mouvement de décolonisation commence au Moyen-Orient et en Asie orientale où les traditions culturelles et les sentiments nationaux sont les plus vivants pour se propager en Afrique du nord. L'Afrique sera la dernière décolonisée. (...) Après 9 ans de guerre en Indochine, les Français subissent la défaite de Dien Bien Phu en mai 1954. (...) En 1956, le Maroc et la Tunisie obtiennent leur indépendance de la France. C'est la défaite en Indochine qui a convaincu les Français de la nécessité de la décolonisation en Tunisie et au Maroc mais non en Algérie qui avec sa forte communauté européenne constitue un cas à part.

Après 7 ans de guerre, le bilan est lourd : plus de 25 000 soldats français tués et sans doute 400 à 500 000 morts dans la population musulmane dans laquelle les femmes et les enfants n'ont pas été épargnés. Le 18 mars 1962, la deuxième conférence d'Evian aboutit à la signature des accords définitifs qui donnent l'indépendance à l'Algérie. (...) L'émancipation de l'Afrique noire se fera généralement d'une façon plus progressive.

Cependant, la décolonisation n'annonce pas la fin de l'impérialisme. Partout où c'est possible, les anciennes métropoles et les Etats-Unis cherchent à préserver leurs intérêts économiques, par l'établissement d'accords bilatéraux. C'est ainsi que les grandes compagnies d'exploitation des matières premières européennes et américaines vont pouvoir garder et même obtenir de nouvelles concessions. Par exemple, ce n'est qu'à partir de 1950 que les pays producteurs de pétrole obtiennent progressivement le partage 50/50 des bénéfices de l'exploitation de leurs ressources pétrolières avec les compagnies internationales. Ainsi, les formes de domination exercées par les puissances industrielles se sont diversifiées depuis la guerre et adaptées au niveau de développement des économies nationales.

Dans les pays les moins développés, la forme principale de la dépendance est quantitative. Ces pays auront le plus souvent au départ une extrême spécialisation internationale : ils concentrent sur la vente de quelques produits, aux cours fluctuants, 80 à 90% de leurs recettes extérieures. Ils sont, en conséquence, très vulnérables aux rapports de prix entre ce qu'ils vendent et ce qu'ils achètent. Or, les « termes de l'échange » (prix des exportations sur le prix des importations) se dégradent effectivement entre 1953 et 1966, plus particulièrement pour les produits tropicaux et les minerais affectés par des substitutions.

Ainsi, la balance commerciale de ces pays se creuse. Confrontés à une contrainte extérieure de plus en plus lourde, on observe un transfert de ressources financières des pays en développement vers les pays industrialisés. La structure de leur commerce international provoque donc un appauvrissement de ces pays.

Dans les pays semi-industriels, où le marché interne de consommation se développe rapidement, l'effet de domination revêt un aspect plus subtil mais non moins contraignant que les formes classiques de l'échange néo-colonial. Le développement des industries locales permet de réduire très fortement l'ouverture extérieure, ainsi l'incidence des importations sur le revenu national décline. En négligeant les importations de biens de luxe, il ne subsiste que des importations incompressibles, de biens intermédiaires et de biens d'équipement. La dépendance extérieure est alors plus qualitative que quantitative. Les activités motrices les plus dynamiques se trouvent sous contrôle de firmes multinationales, la dépendance financière à l'égard des investissements étrangers est doublée d'une dépendance technologique.

Cependant, l'essentiel des secours à ces pays reste accordé dans un cadre bilatéral généralement assorti de conditions d'achats dans le pays donateur : il s'agit d'une aide liée. L'aide multinationale, aujourd'hui encore, ne représente que 28% de l'aide totale. L'aide bilatérale est toujours pour 45% une aide liée.

Si cette aide est indispensable dans certains cas à la survie de la population, elle a aussi des effets pervers. Elle a favorisé la mise en place d'infrastructures et d'investissements improductifs qui ne peuvent fonctionner que par la prolongation de l'aide (administrations). L'aide alimentaire a des effets négatifs reconnus en concurrençant la production locale et en décourageant les paysans de produire. Mais surtout, elle renforce la

dépendance des pays sous-développés qui se trouvent en situation de subordonnés par rapport à leurs généreux donateurs.

L'économie dominée des pays sous-développés résulte de la faiblesse de leur pouvoir contractuel en face de partenaires plus puissants. Ainsi, l'impérialisme des anciennes puissances (surtout Angleterre et France) est supplanté par celui des deux blocs hégémoniques.

L'impérialisme américain et l'expansionnisme soviétique vont s'affronter durement. La guerre de Corée (1950-1953) et la guerre du Viet-nam (1964-1973) en sont des exemples type. Dans ces deux conflits, les Etats-Unis s'engagent militairement et envoient des hommes se battre sur place, alors que les forces communistes ne sont aidées que de loin par l'URSS qui enverra des armes. La Chine, elle, enverra du matériel et 300 000 « volontaires » en Corée lors de l'offensive de novembre 1950. En 1953, la Corée reste divisée en deux.

Les Etats-Unis vont apporter à la Corée ce qu'ils refusent, au même moment, à l'Amérique Latine : une aide économique extrêmement importante. De plus, ils vont imposer une réforme agraire qui consiste dans le partage et la redistribution des terres des anciens colons japonais, alors qu'en Amérique Latine, ils soutiennent des coups d'Etat militaire contre ces mêmes réformes agraires. Les Etats-Unis veulent faire de la Corée du Sud un symbole de la réussite du modèle libéral ; c'est une chance pour la Corée que ses dirigeants sauront saisir, au cours du troisième âge industriel.

Le mouvement des non-alignés

L'initiative vient, en 1954, des 5 premiers pays décolonisés d'Asie orientale : l'Inde, le Pakistan, Ceyla, la Birmanie et l'Indonésie. Le rôle de Nehru premier ministre de l'Inde est déterminant. Ces 5 pays décident de convoquer une conférence afro-asiatique. Elle aura lieu entre le 18 et le 24 avril 1955 à Bandung en Indonésie. Sous la présidence de Soekarno, le président indonésien, elle réunit 29 pays : 14 d'Asie, 9 du Moyen-Orient et 6 d'Afrique.

Elle fixe les règles qui doivent définir les relations entre Etats en s'inspirant de 5 principes conçus par Soekarno et popularisés par Nehru : respect de la souveraineté et de l'intégrité nationales ; égalité des races et des nations ; non-agression ; non-ingérence dans les affaires intérieures ; coexistence pacifique. Pour la première fois, une grande conférence a eu lieu sans la présence des pays européens, des Etats-Unis et de l'URSS. La solidarité des pays du Tiers-Monde y a été affirmée avec force. Le président égyptien Gamal Abdel Nasser sort de la conférence renforcé dans l'idée qu'il faut jouer la carte du non-alignement et pratiquer une politique de bascule entre les deux blocs.

C- Les tentatives de développement et leurs résultats

Dans les années 1960, les auteurs tiers-mondistes (Samir Amin, Arghiri Emmanuel, Frank Gunder, etc.) vont expliciter les phénomènes de dépendance dans le cadre d'une théorie actualisée de l'impérialisme. Ces auteurs se placent dans le cadre plus général des théories marxistes. (...) Pour ces auteurs, la dépendance est vue comme la source même du sous-développement. Cette dépendance instaurée principalement par l'échange inégal accentue les disparités et perpétue, voire élargit le sous-développement.

La solution préconisée par les Tiers-mondistes n'est pas une stratégie de développement dans l'espace du capitalisme, mais une stratégie de rupture par rapport à cet espace et à sa logique. Il faut rechercher un « autocentrage » et créer une dynamique propre ; pour cela quatre conditions sont nécessaires : les choix internes doivent devenir prioritaires ; des réformes sociales doivent être mises en œuvre pour réduire les inégalités ; une véritable autonomie nationale doit s'instaurer par le développement des industries de base ; et des réformes agraires doivent être réalisées. Ce courant préconise donc une industrialisation planifiée, liée au développement agricole, sous la houlette de l'Etat et de grandes entreprises publiques.

Les pays qui vont s'inspirer de ces théories connaîtront d'importants échecs vers la fin du siècle. Les différents courants des théories du développement mettent principalement l'accent sur l'industrialisation comme moteur du développement, pourtant l'agriculture a un rôle central dans tout processus de développement.

Entre 1950 et 1970, les transformations de l'agriculture traditionnelle proviennent de deux politiques volontaristes des pouvoirs publics : la révolution verte et la réforme agraire. La révolution verte correspond à l'amélioration des variétés et des techniques par la recherche expérimentale. Elle permet la mise au point de semences à haut rendement. Elle s'est étendue à partir des années 1960 en Asie, au Moyen-Orient, en Afrique du nord et en Amérique Latine. Elle a peu touché l'Afrique noire. (...) Là où les variétés à haut rendement (riz, blé, maïs) correspondent aux habitudes de consommation des populations, la révolution verte a permis d'atteindre l'autosuffisance alimentaire. C'est le cas en Indonésie, en Inde, en Chine, au Pakistan, pays qui ont connu parallèlement une poussée démographique extrêmement forte. Cependant, la révolution verte n'aurait pas d'aussi bons résultats en Asie, si elle n'avait pas été accompagnée de réformes agraires.

La réforme agraire est l'ensemble des opérations visant à transformer la structure foncière d'un Etat, ou d'une région, par la modification des rapports sociaux en vue d'assurer l'amélioration des techniques et l'accroissement de la production agricole. Elle prend généralement la forme d'une redistribution des terres entre propriétaires et paysans. (...) Normalement, la redistribution des terres doit permettre une augmentation de la production, car les exploitants seront intéressés à mieux exploiter leurs terres et prêts à adopter de nouvelles techniques. La redistribution aura en outre des effets positifs sur l'économie dans son ensemble, en élargissant les marchés et en améliorant la répartition des revenus.

Les réformes les plus réussies en termes d'équité et parfois d'efficacité ont été mises en place à la suite de circonstances exceptionnelles : imposées par la force extérieure comme à Taïwan, en Corée du Sud après la seconde guerre mondiale ou à la suite d'une révolution sociale comme en Chine (Mao Zedong, 1947) et en Egypte (Nasser, 1956). On observe que lorsqu'elles ont été faites dans le cadre d'un système où le contrôle politique est détenu par les grands propriétaires fonciers, les résultats sont moins convaincants. C'est le cas au Pérou, en Bolivie, en Argentine, au Brésil où on en parle toujours mais on ne la fait jamais, au Mexique où elle est une donnée permanente : commencée en 1910, elle est toujours en cours.

Cependant, certains modes d'exploitation ne justifient pas la mise en œuvre d'une réforme agraire. C'est le cas du système communautaire paysan qui domine en Afrique noire où la terre est propriété collective du village. Le système collectif africain présente des avantages sur le plan social par la prise en charge de tous par la collectivité, mais il ne permet pas, ou difficilement, l'amélioration des techniques et le passage à l'agriculture intensive. En conséquence, l'Afrique noire attend toujours sa révolution verte et la faiblesse de la croissance de sa production agricole constitue un frein énorme à son processus de développement.

Le développement industriel est-il nécessaire ? En tout cas, les pays dominants sont tous des pays industriels. (...) Les pays du Tiers-Monde vont mettre en œuvre des tentatives de développement économique qui se concrétisent principalement par des stratégies d'industrialisation.

Dans le cadre de la stratégie d'industrialisation par substitutions aux importations (ISI), il s'agit d'assurer un développement où la production nationale va satisfaire progressivement la demande interne en remplaçant les importations. (...) En fait, les expériences montrent un maintien de la dépendance vis-à-vis des pays dominants qui a seulement changé de modalités.

C'est au cours de la crise de 1929 que le processus de substitution aux importations va s'enclencher en Amérique Latine. En effet, cette crise a entraîné une rupture des échanges avec les pays industrialisés. (...) Les exportations chutant, la capacité d'importation est considérablement réduite, ce qui a eu pour effet de stimuler la production interne. (...) De fortuite au départ, la stratégie de substitution aux importations est devenue volontariste. Commencée en Amérique Latine, elle s'est propagée vers d'autres régions (...). L'Asie, puis le Maghreb avec l'Égypte et le Maroc, et enfin l'Afrique avec le Kenya, la Côte d'Ivoire et le Nigeria.

Après la phase facile de substitution aux importations de biens de consommation courante qui ne nécessite pas une protection élevée, les pays doivent choisir entre deux options : soit s'orienter vers l'exportation comme les pays d'Asie de l'est et du sud-est, soit entamer la seconde phase plus difficile de substitution aux importations de biens de consommation durables et de biens intermédiaires. Les pays d'Amérique Latine, le Pakistan, l'Inde ont choisi cette deuxième orientation dans les années 50 et ont réussi à s'industrialiser.

Cependant, à la fin des années 60, le processus de substitution aux importations se bloque. La production stagne au Brésil, en Argentine et au Mexique, car la substitution aux importations a abouti à créer un secteur industriel protégé et inefficace. En effet, la protection élevée et permanente des industries a entraîné des effets pervers. L'absence de concurrence extérieure n'a pas incité les entrepreneurs locaux à rechercher des gains de productivité, aussi les coûts de production sont-ils beaucoup plus élevés que dans les pays industriels. (...) Il a été nécessaire d'importer des machines et des biens intermédiaires de plus en plus coûteux qui n'étaient pas produits dans le pays. Alors que, parallèlement, les exportations stagnaient. Les déséquilibres de la balance commerciale se sont accentués,

renforçant par là-même la contrainte extérieure. Cet effet négatif est le fondement de l'endettement des pays d'Amérique Latine vis-à-vis des banques internationales.

D'autres pays se sont tournés vers une stratégie (...) des industries industrialisantes. (...) Il s'agit de développer en priorité les industries ayant les effets d'entraînement les plus importants sur les autres activités économiques et permettant de rendre le pays autonome par rapport au capitalisme mondial. Ces industries sont celles qui fournissent les équipements nécessaires au développement de l'agriculture (charrues, engrais, etc.) et à la mise en place des infrastructures de base (ciment, sidérurgie, énergie, etc.). Il s'agit de l'ensemble des industries nommé, par ailleurs, l'industrie lourde. Cette stratégie est celle prônée par les Tiers-mondistes (...) notamment en Algérie, mais pas exclusivement : l'Inde (la plus grande démocratie du monde) suivra aussi cette stratégie. Ainsi, le moteur principal de l'accumulation est l'investissement public dans des entreprises d'Etat en situation de monopole.

Mais, rapidement, l'Algérie va rencontrer un certain nombre de problèmes qui n'avaient pas été pris en compte. Les investissements dans les industries de base ont entraîné une dépendance technique et financière vis-à-vis de l'étranger. (...) Ces importations indispensables ont creusé fortement le déficit de la balance commerciale et provoqué un processus d'endettement. De plus, les industries de base se caractérisent par un processus de production intensif en capital, leur importation a donc été peu créatrice d'emploi. (...) Enfin, l'effort considérable pour créer une base industrielle reposant sur l'industrie lourde a entraîné le sacrifice d'autres secteurs économiques tels que l'agriculture, les industries légères et le secteur des petites et moyennes entreprises.

L'expérience de la Chine, qui s'intègre aussi dans la stratégie des industries industrialisantes, diverge fortement du cas algérien et du cas indien. La Chine a cherché à s'affranchir de la dépendance de l'Est et de l'Ouest. Elle s'est donc séparée doublement. Par une séparation par rupture, elle a renoncé à la protection économique et s'est libérée de la domination de l'URSS. Au seuil des années 1960, elle s'est séparée de milliers d'experts soviétiques. (...) L'URSS, son premier partenaire, lui fournissait l'essentiel des biens d'équipement et de l'ingénierie industrielle. A la fin des années 1960, la contribution des pays socialistes était réduite au quart des approvisionnements.

Par une séparation par introversion, la Chine a entrepris un repli sur elle-même qui a eu pour ambition l'acquisition de la maîtrise technologique et industrielle en ne comptant que sur ses propres forces et en marchant sur deux jambes (industrie et agriculture), selon l'expression de Mao Zedong. Mais cette expérience de repli a conduit à une catastrophe économique lors du « grand bond en avant » de 1958 : échec de la création de micro aciéries en milieu rural par les villageois, disette et famines consécutives à l'abandon partiel des cultures.

Parallèlement au développement de l'industrie lourde nécessaire aux grands travaux d'infrastructure, la Chine a cependant eu le souci d'adaptation des techniques aux réalités du monde rural. Par exemple, plus de 7 millions de digesteurs de biomasse ont été construits dans les campagnes chinoises. Ils permettent la fabrication d'un gaz par fermentation qui constitue une source énergétique pour les communes populaires et alimente plus de 700

petites centrales électriques. Les déchets utilisés comme engrais ont permis une augmentation des récoltes de riz, de blé d'hiver, de maïs et de coton. Ainsi, la Chine a bien suivi une stratégie (chaotique) d'industrialisation fondée sur les industries industrialisantes et elle a su parallèlement développer son agriculture, indispensable pour nourrir ses 660 millions d'habitants en 1960. Pourtant, cette agriculture restait globalement archaïque.

Qu'en est-il pour la stratégie de promotion des exportations ? (...) Il faut distinguer d'une part la stratégie de promotion de produits primaires et la stratégie de promotion des exportations de produits manufacturés. (...) L'ensemble des pays du Tiers-Monde a été et est encore exportateur de produits primaires. Ces pays ont hérité de cette situation dans le commerce mondial de leur colonisation et pour l'Amérique Latine de l'imposition du libre-échange par l'Angleterre au 19^e siècle.

Leur insertion dans la division internationale du travail comme exportateurs de produits primaires leur a donc été imposée par la domination économique des pays industriels. Jusqu'au début des années 70 pour le pétrole et jusqu'à nos jours pour les autres produits, les avantages comparatifs ont été accaparés par les entreprises des économies dominantes. Les firmes multinationales et les compagnies étrangères exploitant les produits primaires les exportaient sans transformation sur place et rapatriaient leurs profits dans leur pays d'origine. Ainsi, de nombreux pays du Tiers-Monde, notamment les pays africains, sont restés sous la dépendance économique des pays dominants qui contrôlaient sans problème les cours mondiaux des matières premières et des produits agricoles, jusqu'au début des années 70.

La promotion des exportations de produits manufacturés a été mise en œuvre principalement en Asie extrême orientale et du sud-est par la Corée du Sud, Taiwan, Hong Kong et Singapour. Elle ne peut pas être mise en œuvre par tous les pays, il faut soit qu'ils possèdent déjà une base industrielle capable de fabriquer des produits manufacturés compétitifs sur le marché mondial, soit qu'ils attirent les firmes multinationales acceptant de venir assembler chez eux des produits manufacturés pour les exporter ensuite. Seule la Corée du Sud s'est retrouvée dans le premier cas, au début des années 60. (...) Le cas exceptionnel de la Corée du Sud explique la formidable réussite de développement que connaîtra ce pays au cours du troisième âge du capitalisme industriel.

Les autres pays d'Asie du sud-est ont dû faire appel aux firmes multinationales et pour pouvoir exporter des produits manufacturés compétitifs ont dû maintenir des salaires très faibles et imposer des restrictions aux activités syndicales ou les interdire. La durée et l'intensité du travail y sont importantes. Dans certaines industries d'assemblage, la main-d'œuvre féminine occupe une place considérable, car elle est moins bien payée que la main-d'œuvre masculine et moins revendicatrice. On retrouve des caractéristiques proches de celles des conditions de travail de la première révolution industrielle.

Hongkong et Singapour ont une position géographique idéale. Hongkong est depuis longtemps la porte des échanges extérieurs de la Chine (...). Singapour est le gardien du détroit de Malacca, passage obligé entre l'océan indien et la mer de Chine. Ainsi, Singapour est un des points centraux du commerce mondial. (...) Le développement des activités portuaires de ces deux villes pendant la colonisation anglaise et l'expansion de ces activités

après-guerre en a fait des endroits recherchés pour le processus de délocalisation des ateliers d'assemblage des firmes multinationales encouragé par les pouvoirs publics.

En plus de leurs activités portuaires, Singapour et Hongkong possèdent en effet une main d'œuvre qualifiée, docile et bon marché qui a attiré ces firmes. Elles importent l'ensemble des intrants nécessaires, assemblent dans ces pays (*pays ?*, *note*) et réexportent la totalité de leur production vers la maison-mère. Cette délocalisation a permis à ces pays d'augmenter la valeur ajoutée produite localement et d'enclencher un processus d'industrialisation basé sur l'exportation de produits assemblés. Mais, à la fin des années 60, les firmes multinationales contrôlaient plus de la moitié de l'appareil productif, ce chiffre atteignant 82% pour Singapour. (...) Dans ce cadre, la stratégie des firmes multinationales consiste à délocaliser seulement les activités intensives en main d'œuvre, la maison-mère gardant les activités intensives en capital et en recherche. Ces dernières sont celles qui procurent le plus de valeur ajoutée.

Les stratégies d'industrialisation des pays du Tiers-Monde entre 1950 et 1970 leur ont permis un véritable développement industriel. Cependant elles n'ont pas entraîné un processus de rattrapage des puissances industrielles, au contraire on a assisté à un accroissement des écarts entre pays industriels et Tiers-Monde.

L'accroissement des écarts entre puissances industrielles et Tiers-Monde

Du fait de l'élargissement de l'écart entre le PIB par habitant des pays industriels et celui des pays du Tiers-Monde, nous pouvons affirmer qu'effectivement, au cours du deuxième âge du capitalisme industriel, il y a eu un développement du sous-développement. Mais cela ne veut pas dire que les pays en question n'ont pas connu une croissance forte de leur production industrielle, n'ont pas réalisé une diversification de leur activité économique et de leur commerce extérieur, bien au contraire. Après la deuxième guerre mondiale, le volume de la production industrielle dans les pays du Tiers-Monde a été multiplié par 5, la poussée la plus forte a eu lieu en Chine. La croissance de la production industrielle a été moins forte en Amérique Latine, mais cette région avait déjà connu un développement industriel non négligeable avant-guerre.

Leur dépendance économique n'a pas disparu, elle s'est simplement transformée. Il s'agit d'une dépendance financière, technique par rapport aux capitaux étrangers. Les pays qui n'ont pas pu mettre en œuvre une véritable stratégie d'industrialisation, notamment les pays africains, voient l'écart se creuser entre leur économie et celle des autres pays en développement. Ainsi, l'ensemble des pays du Tiers-Monde sous la domination des intérêts étrangers n'arrive pas à sortir sa population de la pauvreté.

LE TROISIEME ÂGE

La mondialisation (1960 – à nos jours)

A la suite de l'effondrement de l'Union soviétique, les Etats-Unis convertis à un libéralisme offensif cherchent à imposer leur vision du monde. Déréglementations accélérées et désarmement douanier donnent libre champ à des activités exonérées des contraintes géographiques et politiques. Les agents-micro-économiques étendent donc leurs

activités aux dimensions de la planète. On parle alors de mondialisation, de globalisation, inéluctable et salvatrice pour une économie mondiale inégalitaire et déprimée, car en crise. (...) La période qui s'ouvre dans les années 1960 (...) se caractérise par un processus de globalisation et par une nouvelle géographie des interdépendances.

5- Le processus de globalisation

Dès la première révolution industrielle, le capitalisme était mondial, mais il était organisé et régulé au sein des Etats-Nations. Au cours du troisième âge du capitalisme, cette caractéristique va tendre à disparaître. La notion de globalisation recouvre aujourd'hui au moins trois phénomènes économiques différents.

Le premier phénomène est celui de l'essor rapide des marchés financiers mondiaux depuis la fin des années 1970, stimulés à la fois par la déréglementation des marchés financiers et par l'irruption de nouvelles technologies de l'information. Avec des transactions de change dépassant 600 milliards de dollars par jour à la fin des années 1980, et mille milliards de dollars par jour en 1993, la globalisation financière a considérablement réduit le pouvoir de contrôle des banques centrales sur la valeur des devises, aggravé l'instabilité et les fluctuations des taux de change sous l'effet de la spéculation, et diminué l'autonomie de la politique monétaire et fiscale des gouvernements.

Le deuxième phénomène est la mondialisation des activités des entreprises tant dans le secteur manufacturier que dans les services. (...) le troisième phénomène est de nature écologique. Une inquiétude générale est apparue assez soudainement, à la fin des années 1980. Elle concerne les menaces sur l'environnement naturel comme la raréfaction de l'ozone et le réchauffement de la planète. L'idée s'est répandue que ces effets externes involontaires, dangereux pour le monde entier, sont le résultat d'un productivisme borné, du libre jeu des forces du marché et que même les gouvernements les plus puissants sont incapables d'y remédier seuls.

A- La crise des années 1970 et 1980 : crise de rentabilité, crise mondiale

La crise des années 1970 et 1980 est une crise de type nouveau dans l'histoire du capitalisme industriel mondial depuis le 15^e siècle. Ce n'est pas une crise d'ancien régime liée aux fluctuations de l'activité agricole, ce n'est pas une crise mixte qui se déclenche dans le secteur agricole et se répand rapidement dans le secteur industriel, ce n'est pas une crise de surproduction liée à une insuffisance chronique de la demande effective, c'est une crise de rentabilité.

Dès les années 1960, les entreprises des puissances industrielles subissent une baisse de leur rentabilité ou en tout cas un ralentissement de la croissance de leur taux de rentabilité. Ils sont dus à une hausse progressive du prix des matières premières sur le marché mondial, des coûts salariaux et des coûts liés à la pollution. Face à ce nouveau problème, les entreprises vont chercher des solutions à court terme et à moyen terme.

A court terme, les augmentent le prix de leurs produits, ce qui entraîne un cercle vicieux : hausse des prix, hausse des prix des consommations intermédiaires, alourdissement

des coûts de production et donc une nouvelle baisse de la rentabilité. Cette solution de court terme enclenche un processus inflationniste. Certaines entreprises ne peuvent pas faire face à la baisse généralisée de la rentabilité et font donc faillite, ce qui provoque une augmentation du chômage. De même, de nombreuses entreprises doivent arrêter de produire pour des périodes courtes, mais de plus en plus fréquentes : c'est l'apparition du chômage technique.

A moyen terme, elles vont chercher à alléger leurs coûts de production, ce qui sera possible grâce aux progrès techniques. La mise en œuvre de nouvelles techniques de production va diminuer le gaspillage des matières premières et des consommations intermédiaires. Elles permettent aussi de diminuer les coûts liés à la pollution grâce à la mise au point de techniques propres et qui consomment moins d'énergie. Mais surtout, le progrès technique facilite la substitution du travail par le capital. Cette substitution permet d'économiser du travail et donc de diminuer les coûts salariaux.

Ainsi, la caractérisation propre des crises de rentabilité est l'augmentation simultanée des taux d'inflation et de chômage, ce que nous appelons la stagflation. C'est bien la spécificité des crises de rentabilité, car dans les crises de surproduction du deuxième âge du capitalisme industriel, on observait une augmentation du chômage, mais conjuguée à une baisse des prix due à l'insuffisance de la demande. Dans les crises de rentabilité, au contraire, on assiste à un maintien d'une demande forte au niveau mondial, même si les marchés de consommation de masse tendent à se saturer dans les économies les plus développées.

A la différence des crises de surproduction du début du 20^e siècle qui étaient des crises nationales, la crise de rentabilité qui se déclenche en 1973 va avoir directement une dimension et une répercussion mondiale. Elle est liée à des causes internes au capitalisme industriel des pays dominants, elle se déclenche avec la crise du dollar et la hausse du prix du pétrole sur le marché mondial et atteint une dimension mondiale avec la crise de l'endettement et le contre-choc pétrolier.

Dans le courant des années 1960, les taux de rentabilité des acteurs industriels dans les principaux pays capitalistes commencent à décroître. En Angleterre, il baisse tout au long des années 1960 jusque vers 1975. (...) En France, il décline à partir de 1968-69 et chute en 1973-75. Aux Etats-Unis, il baisse à partir de 1965-66 jusque vers 1974. Il n'y a qu'au Japon qu'il progresse au cours des années 1960 avec un retournement entre 1970 et 1973.

Plusieurs raisons expliquent le retournement des taux de rentabilité. Du côté de la production, c'est d'abord la poussée du mouvement ouvrier pour le relèvement des salaires qui contribue au fléchissement de la rentabilité des entreprises. C'est ensuite, et surtout, la montée du refus du travail déqualifié, parcellisé, répétitif imposé par les chaînes de production qui entraîne de nombreuses grèves, l'augmentation de l'absentéisme et l'augmentation de la rotation des ouvriers.

Du côté de la demande, la vague de reconstruction, puis celle de la construction de nouveaux logements commence à s'amortir. Le nombre de ménages non pourvus en équipement des foyers diminue (...). Un palier a été atteint. En outre, les associations de

consommateurs dénoncent les produits qui s'usent trop vite et le gaspillage qui en résulte. L'ensemble des marchés intérieurs tend à se saturer.

Restent les marchés extérieurs où la compétition est de plus en plus rude avec les processus d'industrialisation des pays du Tiers-Monde. C'est dans ce contexte qu'intervient la crise du dollar et la hausse du prix du pétrole.

La crise du dollar et la hausse du prix du pétrole

Les accords de Bretton Woods établissent le Fonds Monétaire International (FMI), garant d'un ordre reposant sur la libre convertibilité des monnaies entre elles et des parités fixes établies par rapport à l'or ou au dollar. Le dollar américain est pour cela déclaré convertible en or, à la valeur fixe de 35 dollars US pour une once d'or. Il devient ainsi « aussi bon que de l'or » et s'impose rapidement comme élément essentiel des réserves de devises internationales. En vérité, c'est un système d'étalon dollar, renforcé par le poids dominant des Etats-Unis dans le FMI et la possession des deux tiers des stocks d'or mondiaux.

Dans les années 1960, le dollar est la monnaie mondiale, mais, parallèlement, les charges américaines à l'extérieur s'alourdissent avec l'augmentation des dépenses gouvernementales, des dépenses militaires, de l'aide économique et militaire aux régimes amis. (...) Des déficits commerciaux apparaissent. Ainsi, les avoirs en dollars à l'étranger se gonflent et le stock d'or américain diminue. (...) Pour éviter une baisse trop forte du stock d'or, les autorités américaines décident de suspendre la convertibilité du dollar en or le 15 août 1971, de le dévaluer de 8% par rapport à l'or en décembre de la même année et de le dévaluer de nouveau de 10% en février 1973. Le système du *Gold Exchange standard* mis en place au lendemain de la seconde guerre mondiale est mort.

La dévalorisation puis les dévaluations du dollar cristallisent l'inquiétude des pays producteurs de pétrole qui voient leurs richesses prélevées dans leur sous-sol perdre de la valeur par rapport à l'or. Le relèvement du prix du pétrole par les pays membres de l'Organisation des Pays Producteurs et Exportateurs du Pétrole (OPEP) en 1973 permet en grande partie de compenser la baisse de son prix relatif. Au même moment, il y a une convergence d'intérêts des compagnies pétrolières américaines et européennes avec les pays producteurs de pétrole. Elles ont intérêt au relèvement des prix pétroliers, d'une part, parce qu'elles sont de plus en plus amenées à exploiter des gisements plus coûteux (gisements en mer, pétrole d'Alaska...) et d'autre part, parce qu'elles sont en train de se convertir en sociétés énergétiques en exploitant de nouvelles sources comme le nucléaire.

En 1973, elles sont donc favorables à l'augmentation brutale du prix du baril de pétrole qui est multiplié par trois, suite à l'éclatement de la quatrième guerre israélo-arabe (guerre du Kippour). C'est le premier choc pétrolier : le baril vaut neuf dollars. En 1979, la révolution iranienne réduit fortement les livraisons de pétrole, la demande est donc excédentaire par rapport à l'offre sur le marché mondial, le prix du baril s'élève fortement de nouveau pour atteindre 38 dollars : c'est le deuxième choc pétrolier.

L'histoire récente du pétrole (quelques dates clefs)

1938 : nationalisation du pétrole mexicain ; boycottage par les sociétés américaines qui contrôlaient jusqu'à cette date l'exploitation pétrolière au Mexique ; elles s'implantent donc plus massivement au Moyen-Orient.

1948 : imposition d'un partage 50/50 des bénéfices par le gouvernement vénézuélien ; celui-ci est renversé par un coup d'Etat qui a bénéficié de l'appui des compagnies américaines.

Années 50 : les pays producteurs de pétrole obtiennent progressivement le partage 50/50 des bénéfices de l'exploitation de leurs ressources pétrolières avec les compagnies internationales.

1951 : nationalisation du pétrole iranien par le gouvernement Mossadegh ; boycottage européen et américain du pétrole iranien, puis chute de Mossadegh ; le Shah prend le pouvoir qu'il gardera jusqu'à 1979 avec l'appui des Anglais et des Américains.

Années 60 : création de compagnies nationales : Venezuela, Koweït, Arabie saoudite, Algérie (en 1963, au lendemain de l'indépendance), Irak, Libye.

1970 : la Syrie, en bloquant le « tapline », empêche l'évacuation d'une partie du pétrole d'Arabie saoudite ; la Libye réduit ses livraisons et accroît ses prélèvements ; le prix du pétrole commence à augmenter sur le marché mondial après avoir continuellement baissé durant les années 60 ; le prix est de 3 dollars le baril en 1972.

1973 : éclatement de la 4^e guerre israélo-arabe (Guerre du Kippour) ; décision des pays de l'OPEP de réduire les livraisons et de relever le prix du pétrole qui est multiplié par 3 (9 dollars le baril) : c'est premier choc pétrolier.

1979 : révolution iranienne, réduction des livraisons et relèvement du prix du pétrole (38 dollars le baril) : c'est le deuxième choc pétrolier.

Années 70 et 80 : mise en chantier de nouvelles sources d'approvisionnement par les compagnies internationales : gisement de la mer du Nord, en Amérique latine (Mexique, Brésil), en Afrique (Angola, Somalie), en Asie (Inde, Malaisie).

1982 : face à la concurrence nouvelle, le prix du pétrole diminue (20 dollars le baril), c'est le contre-choc pétrolier.

1985 : l'Arabie saoudite décide d'abandonner son rôle de contrôle du marché et de reconquérir des parts de marché : elle augmente ses livraisons, qui entraînent une nouvelle baisse du prix (10 dollars le baril) : le contre-choc pétrolier s'accroît.

1991 : la guerre du Golfe permet un nouveau relèvement du prix du pétrole (33 dollars le baril) ; dès 1992, le prix recommence à baisser (25 dollars le baril) ; aujourd'hui, en dollars constants, le prix du pétrole est inférieur à sa valeur de 1970.

Au moment où la crise se déclenche, la pensée keynésienne est toujours dominante, et les gouvernements mettent en œuvre des politiques d'inspiration keynésienne. Elles tendent à privilégier le plus l'objectif de plein emploi en utilisant l'arme de la politique budgétaire, c'est-à-dire en augmentant le déficit budgétaire pour relancer l'activité économique. (...) De 1975 à 1979 aux Etats-Unis les présidents Ford puis Carter vont mener des politiques de relance. (...) L'endettement extérieur oblige l'Angleterre à recourir aux prêts du Fonds Monétaire International (FMI), avec en contrepartie la mise en place de politiques d'austérité. (...) Les politiques keynésiennes ayant recours à la création monétaire ont un impact très fort sur la hausse des prix et quasiment nul sur le chômage.

Avec l'arrivée au pouvoir en Angleterre de M. Thatcher en 1979, puis de R. Reagan aux Etats-Unis, de nouvelles politiques économiques libérales sont mises en place. Elles gagneront le reste du monde. M. Thatcher veut rétablir l'économie de marché et donc démanteler le plus possible l'héritage « social-démocrate » que les travaillistes ont mis en place depuis 1945. Pour elle, il y a trop d'Etat, ce qui entrave l'initiative privée et empêche le développement économique. Dans le domaine des politiques conjoncturelles, le trait dominant est la priorité à la lutte contre l'inflation (...) par (...) le contrôle de la croissance de la masse monétaire et la réduction des dépenses publiques.

Après 11 ans de mise en œuvre, au départ de M. Thatcher, les résultats sont contractés et ces politiques n'ont pas permis de remédier aux fragilités structurelles de l'économie britannique. (...) Une société duale qui oppose chômeurs et travailleurs, régions du sud dynamiques et régions traditionnelles du pays noir en déclin caractérise aujourd'hui l'Angleterre. La situation des pauvres a été aggravée par les restrictions budgétaires qui touchent le domaine social.

Aux Etats-Unis, le programme de R. Reagan est marqué par les thèses de l'« économie de l'offre » et l'un des thèmes essentiels est la baisse des impôts. Les autres axes sont : la modération des dépenses publiques, la déréglementation et une politique monétaire restrictive par l'augmentation des taux d'intérêts. Conséquence de cette politique, les Etats-Unis plongent, en 1982, dans la récession la plus forte depuis 1945 : le PIB décroît de 2,5%, la production industrielle de 7,1% et le chômage atteint un niveau record depuis 1945. Une détente sur les taux d'intérêt à la fin 1982 et l'effet expansionniste de la politique budgétaire vont entraîner une reprise très nette en 1983-1984.

En France, face à l'échec de la relance, le gouvernement de gauche met en place un plan d'austérité dès 1983. Entre 1986 et 1988, le gouvernement Chirac se réclame du libéralisme en engageant une politique de dénationalisation, de déréglementation, de réduction des dépenses publiques et des déficits. Le retour de la gauche en 1988 ne s'accompagne pas de modifications profondes dans la politique économique. La priorité à la désinflation et au franc fort se maintient, mais on observe certaines inflexions : interruption des privatisations, rétablissement d'un impôt sur les grandes fortunes, création d'un revenu minimum d'insertion (RMI). Si la France renoue avec la croissance entre 1988 et 1990, celle-ci se ralentit par la suite et débouche sur une récession qui va culminer en 1993. Le taux de chômage atteint 12%, mais l'inflation est maîtrisée.

Si ces politiques libérales ont permis de juguler l'inflation, c'est souvent, notamment en Europe, au prix d'un chômage élevé. (...) Finalement, les années 1990 montrent une certaine impuissance des politiques économiques à agir dans le cadre de l'économie mondialisée car les régulations nationales sont devenues insuffisantes. Si, au cours des années 70, le Tiers-Monde réussit à éviter la crise bien qu'il souffre autant que les pays développés des chocs pétroliers, dans les années 80, il sera touché de plein fouet.

La crise de l'endettement et le contre-choc pétrolier

Au cours des années 70, les pays producteurs de pétrole vont être considérés comme les grands vainqueurs des chocs pétroliers. Grâce à la manne pétrolière, ils disposent de plus de la moitié des capacités de prêt au niveau mondial. Cette masse de pétrodollars placée

dans les banques internationales doit être recyclée, sinon le système financier mondial risque d'être confronté à une crise grave de sur-liquidités. Aussi, c'est sans discernement que les banques internationales prêtent de fortes sommes aux pays en développement.

Grâce à ces prêts, ces pays peuvent maintenir et approfondir leurs processus d'industrialisation, ils utilisent ces sommes pour réaliser de lourds travaux d'infrastructure, pour acheter des complexes industriels clés en main et pour investir dans des activités industrielles dans le but de diversifier leur activité économique. Au début des années 80, l'ensemble des pays en développement est lourdement endetté ; l'Amérique Latine vient largement en tête, suivie de l'Asie et de l'Afrique.

L'augmentation du prix du brut a créé les conditions d'une forte accélération du rythme de la croissance de la majorité des pays de l'OPEP. L'Arabie saoudite, l'Irak et la Syrie ont connu des taux de croissance records dépassant une moyenne annuelle de 10% pendant les années 70. La manne pétrolière leur a permis de mettre en chantier de grands projets d'infrastructure et de développement industriel, notamment dans la pétrochimie. Les surplus cumulés par ces pays leur permettent de devenir des puissances financières de premier ordre. (...) Mais elle a aussi entraîné une « pétrolarisation » de l'économie. En effet, on observe dans de nombreux pays de l'OPEP que la rente pétrolière ne sert qu'à renforcer l'industrie pétrolière. (...) De plus, la « pétrolarisation » a enclenché un processus de régression dans les activités non pétrolières et notamment dans l'agriculture.

Ainsi, malgré l'accroissement spectaculaire des recettes d'exportation, l'excédent commercial peut disparaître sous l'impact d'une poussée des importations. Les déséquilibres engendrés par la « pétrolarisation » rendent le fonctionnement du système économique très vulnérable aux aléas de la conjoncture internationale. La baisse du prix et de la demande de pétrole, à partir de 1982, s'est répercutée directement sur le montant en dollars des exportations, entraînant une régression généralisée de la croissance. L'expérience des pays de l'OPEP montre bien que la progression de la richesse n'est pas synonyme de développement. La récession économique des années 80 touche aussi les autres pays du Tiers-Monde.

Les pays en développement avaient pris l'habitude de rembourser leurs anciens emprunts par de nouveaux prêts ; or ceux-ci leurs sont de plus en plus difficilement accordés. Ils se retrouvent donc dans des situations financières préoccupantes et la crise de la dette éclate en 1982, lorsque le Mexique se déclare insolvable avec une dette dépassant les 100 milliards de dollars. En quelques semaines, c'est plusieurs dizaines de pays parmi lesquels on trouve les plus grands débiteurs qui annoncent leur incapacité à assurer le service de leur dette (Brésil, Argentine, Algérie, Indonésie, etc.).

Parallèlement, dans les années 80, on assiste à des baisses très fortes des cours des produits primaires sur le marché mondial dues aux excédents agricoles des pays développés, notamment en Europe, et au remplacement dans les pays développés des produits primaires par de nouveaux matériaux, comme par exemple le remplacement de plus en plus fréquent du coton par des fibres synthétiques. L'ensemble des pays du Tiers-Monde voit ses recettes d'exportation fondre. Les uns après les autres, ces pays vont rentrer dans la crise de

l'endettement puisque la chute de leurs recettes d'exportation ne leur permet plus de rembourser leur dette. L'Afrique, le Moyen-Orient et l'Asie sont touchés.

Pour une banque internationale, le fait qu'un emprunteur ne puisse pas payer les intérêts ou rembourser sa dette affecte négativement ses résultats. A la limite, l'établissement peut accumuler des pertes et faire faillite. (...) C'est pour éviter une catastrophe financière mondiale qu'un plan a été mis en place. Immédiatement, un volume important d'argent frais a été mis à la disposition des pays en développement sous la forme de crédits à court terme par la banque centrale des Etats-Unis, par la banque Mondiale et le FMI.

L'objectif était que les pays en développement puissent reprendre leurs remboursements et qu'ils continuent à payer leurs intérêts, afin de sauver les banques internationales de la faillite. Si les banques ont évité le pire, c'est parce que les créanciers publics, multilatéraux et bilatéraux ont pris le relais et ont pris à leur charge une grande partie du fardeau de la crise financière. En effet, les flux publics ont remplacé de plus en plus les flux privés. En 1991, ces derniers représentaient plus de 14% du total de l'endettement des pays en développement contre 60% en 1981. (...) Ce sont donc les contribuables des pays développés, par l'intermédiaire de la fiscalité, qui ont pris en charge une partie croissante des risques et des créances défailtantes. (...) Ce phénomène a renforcé la récession économique et le maintien de politiques d'austérité pour éviter que ces charges supplémentaires soient financées par la création monétaire qui aurait renforcé l'inflation.

Pour les emprunteurs (...), le service de la dette représente en moyenne 20% de leurs recettes d'exportation et l'encours de la dette souvent plus du tiers de leur produit national brut. Pour faire face aux remboursements, ces pays ont été amenés à consommer et à investir moins qu'ils ne produisent ; on a observé alors un transfert net de ressources des pays en développement vers les pays prêteurs ce qui a renforcé la crise économique des pays en développement. Il faudra attendre fin 1991 pour que les pays en développement retrouvent un transfert net de ressources en leur faveur.

Le FMI et la banque Mondiale ont toujours refusé d'accorder un rééchelonnement officiel de la dette. Ce refus de négocier s'appuie sur le fait qu'un rééchelonnement nuirait à la réputation de ces institutions, car elles ne gèrent pas des fonds propres mais des fonds en provenance des gouvernements. Cependant, un certain nombre de pays ont pu accumuler des retards de remboursement auprès de ces institutions. Par ailleurs, le pays qui veut négocier le rééchelonnement de sa dette peut le faire soit dans le cadre du Club de Paris s'il s'agit d'un endettement auprès des gouvernements étrangers, soit dans le cadre du Club de Londres s'il s'agit d'une dette auprès de banques internationales.

Cependant, la plupart des rééchelonnements et des nouveaux prêts ne sont accordés que si le pays accepte de suivre la politique inspirée des libéraux et définie par le FMI : les programmes d'ajustement structurel. En d'autres termes, les pays débiteurs perdent par là-même leur autonomie de décision politique. Les programmes d'ajustement structurel (PAS) (...) se sont révélés en général efficaces, dans la mesure où petit à petit les pays ont dégagé suffisamment de ressources pour financer une large partie des intérêts de leur dette sans avoir recours à de nouveaux emprunts. Mais, dans la plupart des cas, l'ajustement a eu des

conséquences néfastes sur l'activité économique et sur le niveau de vie des populations. On parle de la « décennie perdue » pour l'Amérique latine et d'une catastrophe pour l'Afrique.

Depuis le milieu des années 1970, les politiques économiques et les formes excluantes de l'accumulation du capital ont provoqué, au Nord comme au Sud, un mouvement d'appauvrissement apparemment sans limite. Pour les puissances industrielles, l'appauvrissement est le produit de la transformation du rapport salarial aux dépens de l'emploi stable. (...) Comme l'attestent les médecins du travail, la précarité du travail constitue une cause majeure de dégradation des conditions qualitatives du développement humain. Le travail par intérim, en particulier, génère des malnutritions fréquentes et des repas déséquilibrés, des toxicomanies et l'alcoolisme, des troubles de l'humeur et des tendances dépressives.

Dans les pays du Tiers-Monde, (...) si l'espérance de vie dans les Tiers-Nations a augmenté de plus d'un tiers durant les trois dernières décennies, la proportion des 300 millions de personnes âgées de plus de 60 ans disposant de revenus garantis sous diverses formes n'excède pas 20%. Malgré un doublement sur la période 1965-1990, le nombre de pays apte à satisfaire les besoins alimentaires quotidiens de leur population, le nombre de personnes ne disposant pas d'une alimentation suffisante s'élève toujours à 800 millions. (...) De même, si le taux de mortalité infantile a été réduit de plus de la moitié au cours des trois dernières décennies dans le Tiers-Monde, il reste que 34 000 enfants en bas âge meurent encore chaque jour de malnutrition et de maladies.

B- La nouvelle mutation du capitalisme industriel

L'économie mondiale entre dans une nouvelle ère technique et certains parlent de troisième révolution scientifique et technique. On la caractérise par les mutations déjà réalisées dans un certain nombre de domaines : l'énergie nucléaire, la révolution électronique et les matières nouvelles.

Le toyotisme

Dès le début des années 70, la crise révèle la vitalité économique japonaise et attire l'attention sur l'efficacité d'un système productif spécifique. C'est notamment le cas dans l'industrie automobile japonaise (...) (Toyota, Nissan, Honda, Mitsubishi). Le toyotisme repose sur deux traits majeurs.

Le premier est dualisme avec une forte différenciation entre le rapport salarial et le procès de travail dans les grandes entreprises qui forment le cœur du système avec leur « aristocratie ouvrière » et ces mêmes éléments à leur périphérie, dans une multitude d'entreprises sous-traitantes. En ce qui concerne le cœur, nous trouvons à la base un syndicalisme d'entreprises au sein duquel les cadres sont présents et jouent un rôle souvent prépondérant, caractérisé par l'esprit de collaboration, par l'idée que la considération de l'intérêt commun précède et rend possible le partage ultérieur entre intérêts particuliers. Le syndicat maison est même un des principaux rouages de l'entreprise au point que les deux hiérarchies sont souvent articulées et que faire ses preuves dans le syndicat est un moyen d'obtenir une promotion dans l'entreprise.

Dans les grandes entreprises, la sécurité de l'emploi est assurée. Le recrutement sur le marché externe du travail joue un rôle secondaire relativement au marché interne, non seulement pour les cadres, mais aussi pour les ouvriers. Ce marché interne est animé par des promotions combinant l'ancienneté et de plus en plus le mérite. (...) L'entreprise renforce systématiquement l'esprit maison par ces primes liées à la situation familiale, à des résultats globaux et par des institutions comme les célèbres cercles de qualité qui jouent leur rôle en visant la soumission volontaire et l'implication des travailleurs. Cette auto-activation des travailleurs passe par la formation d'une communauté de travail fusionnant les individus et encourageant la délation. Pour ces salariés permanents, le toyotisme offre des avantages conséquents (salaire élevé), mais impose l'intégration – implication dans la communauté de travail – et suppose l'acceptation consensuelle des disciplines, des règles et des objectifs de l'entreprise.

A ce personnel permanent s'ajoutent les travailleurs intérimaires ou saisonniers, en situation précaire, non inclus dans la communauté de travail, mal payés. Il faut aussi ajouter les nombreux salariés des sous-traitants, plus de 60% du total, beaucoup plus mal payés et eux aussi en situation précaire. La flexibilité sociale à la périphérie permet d'amortir les fluctuations conjoncturelles de la demande. La rentabilité de l'ensemble repose largement sur l'exceptionnelle intensité du travail obtenue des ouvriers des entreprises sous-traitantes grâce à leur précarité.

Le second trait majeur du toyotisme est la soumission complète du processus productif à la logique de la concurrence internationale. (...) La multiplicité des modèles et des composants sur les lignes d'assemblage et sur les lignes de production est gérée à partir de l'aval et vers l'amont, et non plus l'inverse, à la demande, par un système de bons (kan-ban) qui permet de produire « juste-à-temps » les pièces, éléments et voitures demandées, de supprimer les stocks en réalisant une production « tendue » et de réaliser un contrôle de qualité à tous les stades du processus de production. Ce système est appliqué à l'ensemble des sous-traitants qui doivent livrer « juste-à-temps » à la demande, les composants nécessaires.

Ce modèle tend à se diffuser dans le reste du monde. (...) Toutes les grandes firmes de l'automobile au niveau mondial ont réalisé l'automatisation puis la robotisation de leurs établissements industriels. Elles ont mis en place une gestion en flux tendus, une flexibilité du travail et une restructuration de leurs systèmes productifs, soit de façon imposée par la direction dans le cas de Fiat, soit de façon négociée avec les syndicats dans le cas de Volkswagen, soit par l'acceptation des syndicats sous la pression des directions dans les cas de Renault, de Peugeot et de trois grands de l'automobile aux Etats-Unis.

Dans ce contexte, le syndicalisme rentre lui aussi en crise. En effet, le rôle des syndicats en tant que tel est remis en question. La crise économique impose une gestion tendue des ressources humaines. (...) les entrepreneurs se font donc de plus en plus agressifs. (...) De plus, certains gouvernements cherchent l'affrontement dans le but de briser le syndicat. On souhaite traiter le personnel comme le capital et les marchandises. (...) En 1983, R. Reagan licencie 11 000 contrôleurs aériens pour fait de grève ; en 1985, M. Thatcher fait plier une grève des mineurs de près d'un an. Aux Etats-Unis, les entreprises peuvent se mettre en faillite pour convention collective trop contraignante. En 1983, les

syndicats refusent une baisse de salaire de 2 dollars, Continental Airlines licencie 8000 personnes.

La disparition progressive du système fordien au niveau micro-économique et macro-économique et la diffusion du modèle toyotiste entraîne aussi une nouvelle organisation industrielle au sein des économies et au niveau mondial. (...) Avec la mutation technologique, les firmes multinationales à structure centralisée et hiérarchique se transforment de plus en plus en firmes – réseaux de dimension mondiale à structure décentralisée.

On dénombrait en 1994 dans le monde, environ 37 000 entreprises pouvant être qualifiées de multinationales, contre environ 7000 deux décennies auparavant. Elles contrôlaient entre 150 000 et 200 000 filiales, dégageant un chiffre d'affaires de l'ordre de 5000 milliards de dollars, supérieur au montant des échanges commerciaux internationaux. Les cent plus grosses de ces firmes multinationales réaliseraient à elles seules les trois quarts du volume d'affaires des 37 000. De plus, les firmes multinationales assureraient au moins 40% des échanges manufacturiers dans l'OCDE et un tiers dans le monde.

La stratégie des firmes multinationales

La stratégie d'approvisionnement est la plus ancienne, elle remonte au début du deuxième âge du capitalisme industriel. Il s'agit de localiser des filiales dans les pays possédant les produits primaires nécessaires à la maison-mère et d'exploiter ces produits.

La stratégie de marché correspond à l'objectif des firmes de conquérir ou de défendre des parts de marché par une autre voie que celle des exportations. (...) Les filiales de production installées dans les différents pays ont comme finalité de vendre sur les marchés locaux d'implantation.

La stratégie de rationalisation de la production correspond à la délocalisation de segments ou d'étapes de production intensive en main d'Ouvre. L'objectif est de diminuer les coûts de production en réalisant ces étapes dans les pays où les coûts de travail sont faibles. (...) Cette stratégie a débuté dans les années 1960, sous l'égide des firmes américaines et japonaises qui ont implanté des filiales ateliers en Asie du sud-est à Singapour, Hongkong, Taiwan principalement. Au début des années 1970, ces firmes ont commencé à faire de l'assemblage en Amérique Latine, notamment au Mexique où mes filiales ateliers sont officiellement nommées « maquiladoras ». Elle s'étend depuis le milieu des années 1970 aux firmes européennes. Aujourd'hui, toutes les régions du monde ayant des coûts salariaux faibles. Avec une main d'œuvre docile et ayant suivi une éducation primaire accueillent des filiales ateliers.

La stratégie technico-financière repose sur la vente de technologie sous forme de brevets, de licences, d'usines clés en main, produit en mains ou marché en mains, de savoir-faire, d'ingénierie, d'assistance technique (...). Ainsi, on assiste à un glissement des activités à l'étranger des firmes multinationales, de la production directe vers la fourniture de services, en réalisant un véritable partenariat avec une entreprise localisée dans un pays stratégique.

Le développement des firmes multinationales à la source des investissements directs étrangers n'est pas un phénomène nouveau. Dès 1914, ils représentaient pour les pays destinataires un apport net en capitaux de 14,5 milliards de dollars ; dans les années 1980 ils

s'élèvent à 572,8 milliards de dollars. A cette dernière date, ils proviennent essentiellement de l'Europe pour 43,5% et des Etats-Unis pour 40%. A partir de 1960, on observe le développement d'investissements directs étrangers en provenance des pays du Tiers-Monde : il s'agit principalement des nouveaux pays industriels d'Asie du sud-est (Corée du Sud, Hongkong, Taiwan, Singapour) qui investissent dans les pays voisins.

Les pays du Tiers-Monde, qui recevaient plus de 60% du stock de l'investissement direct étranger avant la deuxième guerre mondiale, n'en reçoivent plus que 25% dans les années 1980 et les pays développés en, détiennent 75,5% à cette dernière date. Ainsi, les investissements directs étrangers se réalisent principalement dans le troisième âge du capitalisme industriel entre les grandes puissances industrielles. La baisse des investissements directs étrangers dans le Tiers-Monde touche toutes les régions, sauf l'Asie dont la part dans le stock de l'investissement direct étranger a augmenté au cours des années 1970, pour revenir au pourcentage des années 1960 : cela est dû au développement des investissements japonais qui se font principalement en Asie.

Aujourd'hui, seulement 5 pays en développement, ni pétroliers ni africains, concentrent plus de 50% du stock d'investissements directs étrangers dans le Tiers-Monde (Taiwan, Singapour, Hongkong, Brésil et Mexique) alors que les pays d'Afrique noire n'en reçoivent qu'environ 15%, en tenant compte que les deux tiers du stock d'investissements directs étrangers en Afrique noire sont localisés dans 10 pays seulement. Les pays africains sont de plus en plus marginalisés dans l'économie mondiale, comme nous le verrons dans le chapitre suivant.

Les alliances industrielles et technologiques

Avec le processus d'internationalisation des firmes, les échanges commerciaux se font de moins en moins entre pays et de plus en plus entre établissements. Dans les années 60, seulement 5% des échanges internationaux se réalisaient entre établissements d'une même firme. Aujourd'hui, c'est plus du tiers des échanges commerciaux qui se réalise intra-firme. Le dynamisme du commerce international, multiplié par cinq depuis 1960, est fortement lié au développement de ce type d'échange.

De plus, la concurrence est si féroce pour le contrôle des marchés mondiaux que les firmes transnationales s'allient entre elles contre d'autres coalitions. Généralement, les firmes passent des alliances stratégiques entre elles pour le développement d'un produit par exemple, tout en continuant à se faire concurrence pour les autres produits.

Le terme alliance recouvre une grande variété de formes contractuelles et organisationnelles, mais il concerne surtout les relations entre firmes à long ou moyen terme pour se partager un ensemble limité de ressources de diverses natures (moyens financiers, équipements, technologie...) sans pour autant remettre en cause l'autonomie des firmes en question. Les alliances prolifèrent dans les secteurs des technologies de pointe, car les entreprises sont souvent incapables de répondre simultanément à la globalisation des marchés et aux mutations technologiques.

Les organisations internationales

Le Fonds Monétaire International (FMI), créé au lendemain de la seconde guerre mondiale, en juillet 1944, est chargé à l'époque de veiller au respect des règles de Bretton Woods, et principalement du *Gold Exchange Standard*. Avec la crise du dollar en 1971 et en 1973, le FMI devient un simple organisme financier d'aide au financement des déficits des balances des paiements. La crise de l'endettement va lui redonner un rôle de politique économique, car il n'acceptera de refinancer les balances des pays des pays les plus endettés que s'ils acceptent de mettre en œuvre de sévères programmes d'ajustement structurel. Le FMI regroupe aujourd'hui plus de 150 pays, mais il demeure contrôlé par le groupe des 7, le G7 (Allemagne, Angleterre, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Japon).

La Banque Mondiale créée en 1944, lors des accords de Bretton Woods, est la principale institution internationale d'aide au développement. Son rôle premier est normalement le financement des grands projets d'infrastructure et d'équipement pour les pays en développement. Avec la crise de l'endettement, de nombreux pays en développement se sont retrouvés dans l'incapacité de rembourser leur dette vis-à-vis de la Banque Mondiale, celle-ci a donc vu son rôle se modifier. (...) Il ne s'agit plus de l'aide au développement mais de l'aide au remboursement des banques internationales.

Le FMI et la Banque Mondiale ont un rôle important dans le contrôle des économies en développement et de celles ayant de graves difficultés financières (anciens pays socialistes de l'Europe de l'Est, Communauté des Etats Indépendants (CEI) et pays de l'ex-URSS ne participant pas à la CEI), mais ils n'ont aucun pouvoir face au processus de globalisation et ne sont pas en mesure de réguler ni de contrôler l'économie mondiale.

Le GATT, l'Accord Général sur les tarifs et le Commerce signé en 1947 par 23 pays, concerne 108 pays en 1993 et a pour objet : d'interdire toute pratique discriminatoire dans le commerce international, de réduire les tarifs douaniers entre pays signataires. Les négociations commerciales multilatérales au sein du GATT, qualifiées de « rounds » depuis les années 60, sont le cadre de concertation et ont permis le démantèlement des tarifs douaniers. Les négociations du Kennedy Round se sont déroulées entre 62 pays de 1964 à 1967 et ont prévu un abaissement échelonné sur quatre ans (1968-1972) de 35 à 40% des droits de douane sur les produits industriels. Une réduction du même ordre de grandeur mais sur une période de 8 ans (1980-1988) a été décidée par 99 pays ayant participé aux négociations du Tokyo round (1973-1979).

L'accord final ratifié à Marrakech en avril 1994 donne naissance, en même temps, à une nouvelle institution, destinée à remplacer le GATT en 1995 : l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). (...) Les services constituent actuellement le plus important secteur de discussion. Le secteur audiovisuel est momentanément hors accord à la demande de l'Union Européenne et malgré la farouche opposition des Etats-Unis. Un premier thème abordé, en 1995, fut celui des services financiers (un tiers des échanges de services dans le monde). (...) De multiples signes montrent (...) que les dirigeants des pays les plus puissants du monde ne se considèrent absolument pas tenus par des règles contrevenant à leurs intérêts nationaux, c'est notamment le cas en ce qui concerne les Etats-Unis. (...) Pour l'instant, aucune organisation internationale ne possède les moyens concrets d'imposer son contrôle à l'activité économique mondiale. Il en va de même dans le domaine politique où

l'Organisation des Nations Unies (ONU), malgré des résolutions nombreuses et souvent impératives, n'a aucun moyen réel de les faire appliquer.

6- La nouvelle géographie des interdépendances

Comme pour la mondialisation, la régionalisation de l'économie mondiale découle de plusieurs phénomènes récents : le déclin apparent de l'hégémonie économique des États-Unis de l'après-guerre ; le décollage du Japon et de certaines économies européennes, notamment l'Allemagne, et la disparition du monde bipolaire, consacrée par la fin de la guerre froide puis par l'implosion de l'Union soviétique. Tout aussi importante est l'accélération depuis la moitié des années 1980 du mouvement de formation ou d'approfondissement des regroupements économiques régionaux de jure et/ou de facto en Europe, en Amérique du Nord et en Asie du Pacifique.

A- La naissance de la Triade

Aujourd'hui, l'économie mondiale est nettement structurée autour de trois pôles : les États-Unis, le Japon, l'Europe. Deux pôles correspondent à des États nationaux. Le premier, les États-Unis, sont une puissance économique depuis près d'un siècle, ils ont été la puissance hégémonique pendant le quart de siècle qui a suivi la deuxième guerre mondiale et ils assument aujourd'hui leur qualité de première puissance dans tous les domaines : économique, financier, monétaire, mais aussi technologique, scientifique, informationnel, et encore politique, militaire, stratégique. Le second, le Japon, s'est affirmé avec détermination au cours des dernières décennies et principalement dans le domaine industriel, commercial, technologique ; il est en train de s'affirmer dans de nombreux domaines : bancaire, monétaire et financier, et se prépare à peser plus dans les domaines militaire et stratégique. Quant à l'Europe, elle a encore de multiples atouts hérités de son histoire et d'autres résultant des efforts récents. Mais elle souffre principalement de n'avoir pas su mener à bien son unité, ce qui la handicape, l'affaiblit dans presque tous les domaines. Ces trois pôles représentent plus de 50% du PIB mondial.

Le cas de l'ex-URSS

L'effondrement des économies planifiées socialistes peut être illustré par l'exemple de l'URSS. La dernière décennie de l'histoire soviétique se partage en deux sous-périodes contrastées : l'accession au pouvoir de Gorbatchev (1985) met fin à une longue période d'immobilisme sous Brejnev, Andropov, Tchernenko, et inaugure la Perestroïka, ultime tentative pour sauver le régime par une réforme radicale.

La croissance soviétique, dont le déclin est amorcé de longue date, est en voie de blocage. Les objectifs du onzième plan (1981-1985), notamment pour l'investissement, sont en retrait sur tous les plans précédents, et ils ne sont pas atteints. Par rapport au médiocre quinquennat 1976-1980, un nouveau recul du taux de croissance apparaît aussi bien dans les statistiques officielles (de 4,2% à 3,5%) que dans les estimations occidentales (de 2,6% à 2,4% selon la CIA). Les dépenses d'armement, les investissements de base pèsent lourd, au détriment de l'investissement de modernisation. La productivité n'augmente plus. L'effort

consenti pour la recherche-développement (4,7% du revenu national en 1983, contre 3,6% en 1965) reste sans effet visible, en dehors du secteur militaire.

Les dirigeants tentent de renforcer la discipline du plan et la discipline du travail, de développer des équipes autonomes de travail, d'encourager la fabrication d'équipements ménagers comme sous-produit des usines d'armement ou de l'industrie lourde. Ces palliatifs n'empêchent pas la situation de se détériorer dans la sphère productive, où le seuil d'un vieillissement continu du capital productif et des infrastructures est désormais franchi, tandis que subsistent de nombreuses déficiences sociales, dans le domaine par exemple du logement, des écoles maternelles ou de la santé.

Gorbatchev, dès son accession au pouvoir, est conscient de la gravité de la situation et veut y faire face. Il sait que la société soviétique a besoin de rajeunir ses cadres, qu'il faut la laisser s'exprimer en toute liberté dans un débat critique, et qu'elle devra se reconstruire de fond en comble. (...) Le souci de moralisation inspire des mesures contre l'absentéisme au travail, contre la corruption, ainsi qu'une action particulièrement énergique contre l'alcoolisme. Le gouvernement affronte l'impopularité. (...) la volonté de réduire le budget militaire inquiète les dirigeants de l'armée et du complexe militaro-industriel. Enfin, diverses circonstances accidentelles ont pesé sur les débuts de la perestroïka : les mauvaises récoltes, la catastrophe de Tchernobyl (1986), le contre-choc pétrolier qui a menacé aussitôt l'équilibre extérieur de l'URSS, dont les exportations sont constituées, pour l'essentiel, de pétrole et de gaz.

Cependant, ce sont les retards, les hésitations, les fausses manœuvres dans la réforme de l'industrie d'Etat qui ont été les plus graves. L'objectif est une fois de plus d'assouplir la planification centrale, d'alléger sa tutelle sur les entreprises et d'obliger en contrepartie celles-ci à se soucier davantage de leur rentabilité. (...) En 1989, l'URSS entre dans le cycle des plans d'austérité, et la dimension politique de la crise passe au premier plan. L'échec économique de la perestroïka n'a rien de très original dans la mesure où il s'inscrit dans une longue série de réformes avortées (...) dans le pays dominant du bloc soviétique.

Deux causes, l'une interne et l'autre externe, expliquent cet effondrement. La cause interne correspond à l'auto-reproduction quasi systématique de l'industrie lourde et à l'incapacité de développer le secteur des biens de consommation à la mesure des besoins. La cause externe repose sur l'impossibilité d'avoir accès aux technologies nouvelles. (...) La planification n'a pas joué son rôle de répartition des investissements du fait de l'émergence d'une nomenclatura issue du développement de l'industrie lourde qui avait tout intérêt à cette auto-reproduction. Ainsi, dans les années 1970, le développement à outrance de l'industrie lourde se heurte à l'insuffisance des débouchés vers l'industrie légère qui n'a pas été développée. Le modèle stalinien s'est mué en surproduction des produits de l'industrie lourde.

Le système soviétique s'écroule visiblement en RDA dès 1989 (libre passage vers la RFA et destruction du mur de Berlin) et dans le pays fondateur officiellement en décembre 1991 (l'acte de décès de l'URSS est du 12 décembre 1991). L'Est connaît alors une baisse tendancielle du taux de croissance combinée avec une vive désaffection pour le système en place qui privait les citoyens de liberté, du droit de voyager et d'un accès au mode de vie

occidental souvent idéalisé. Certes le chômage était inexistant (mais la productivité était faible), l'épargne importante (mais forcée), les consommations de biens publics à bas prix protégeaient un minimum de satisfaction (faible prix des transports, des loyers, accès à la culture officielle subventionné) ; mais une crise multiforme va balayer « l'expérience socialiste » :

Le complexe militaro-bureaucratique défait en Afghanistan peut difficilement demander toujours plus de sacrifices pour des résultats militairement minces et économiquement très insuffisants (...). L'appareil productif incapable d'innover et ne pouvant acheter et maîtriser les technologies occidentales les plus avancées a du mal à passer d'une accumulation extensive (fondée sur l'utilisation d'une plus grande quantité de facteurs identiques) à une accumulation intensive (fondée sur la création industrielle et la productivité). Le consommateur brimé ne dispose pas de biens et de services en quantité et surtout en qualité suffisants. (...) Les entreprises soumises à un plan rigide centralisé qui recherchait plus le respect formel des normes que la création de véritables richesses nouvelles (...). Les travailleurs « que l'on fait semblant de payer, font semblant de travailler ». Insatisfaits comme consommateurs, ils réagissent en fuyant la discipline productive et en développant des activités « au noir » plus lucratives.

C'est une quintuple crise : économique, culturelle, politique, fiduciaire et militaire qui met fin au système dit « communiste ». (...) A l'inverse de ce qui s'est passé en URSS, le Japon va avoir un accès illimité aux technologies de pointe des occidentaux (essentiellement des Etats-Unis) sur lesquelles il va s'appuyer pour devenir la deuxième puissance économique du monde.

L'émergence du Japon

A la fin de la seconde guerre mondiale, le Japon est un pays pauvre et détruit. Son produit national brut est inférieur à celui du Mexique, de l'Italie et de l'Argentine. Il est même catalogué comme un pays en voie de développement par les instances internationales. Il rejoindra, dans les années 1980, les pays industriels les plus avancés avec un produit national brut par habitant équivalent. Ce processus de rattrapage des pays dominants dans le domaine économique ne s'est pas réalisé en 40 ans ; il est la conséquence d'un processus de développement mis en œuvre à la fin du 19^e siècle par un apprentissage docile et résolu.

Tout en protégeant son industrie nationale, le Japon a cherché systématiquement à adopter les nouvelles technologies développées dans les pays dominants, par l'envoi d'experts à l'étranger et l'achat d'équipement. Toute technologie nouvelle était automatiquement décomposée, analysée, démontée pour être reproduite par l'industrie nationale. Cette stratégie d'apprentissage a été complétée par une éducation scolaire de masse (80% d'une classe d'âge a le Baccalauréat contre 54% en France aujourd'hui ; mais le baccalauréat français a un niveau culturel supérieur au Baccalauréat japonais qui comporte beaucoup d'épreuves sous forme de QCM). Par contre, l'enseignement supérieur est très sélectif.

Le décollage industriel des années 1960 (accéléré par les fabrications militaires et civiles sous licence utilisées lors de la guerre du Viet-nam) trouve son origine dans la

stratégie de substitution aux importations en produisant localement les produits anciennement importés dans le cadre d'une politique protectionniste très forte. Il faut attendre 1980 pour que la législation japonaise reconnaisse le principe de liberté du commerce et des échanges. Pour financer cette industrialisation, l'Etat a incité les entreprises à exporter tout en continuant à protéger les industries naissantes.

L'intégration européenne

Entre le traité instituant la Communauté Economique du Charbon et de l'Acier (CECA) en 1951 et le traité de Maastricht en 1992, l'intégration économique a connu plusieurs phases. La première débute en 1958 avec l'entrée en vigueur de la Communauté Economique Européenne (CEE). La deuxième commence en 1968 avec l'abolition des tarifs douaniers dans la CEE (création d'une zone de libre-échange). La troisième se met en place à partir de 1995 avec la création de l'Union économique qui permet la libre circulation des hommes et des capitaux entre les pays membres. Enfin, la quatrième débutera en principe en 1999 avec la création de la monnaie unique (l'Euro).

Un centre multipolaire

Malgré un déclin relatif par rapport au Japon et à l'Europe, l'économie américaine reste de loin la première du monde. Elle fournit le quart de la production industrielle mondiale et tient le premier rang dans de nombreux secteurs. (...) mais ils doivent compter sur les partenaires commerciaux que sont l'Europe et le Japon. (...) Dans les années 1980, l'économie mondiale a été restructurée autour de ces trois pôles, la Triade. A travers les flux commerciaux internationaux se créent à la fois des relations structurantes, des dépendances et des interdépendances.

On constate que les Etats-Unis ont une position prédominante dans les échanges commerciaux avec des relations importantes à la fois vers les deux autres pôles (Europe et Japon), vers leurs zones d'influence traditionnelle (Canada, Amérique latine) et vers la grande zone montante du monde (l'Asie). Le Japon a ses relations privilégiées en Asie et l'Europe avec les pays d'Europe de l'Est et du Moyen-Orient, ses partenaires traditionnels ; et avec l'Asie du sud-est.

Ce sont, aujourd'hui, les grandes firmes multinationales qui contrôlent l'essentiel de l'économie mondiale et les grands flux commerciaux. Dans les deux cents premières firmes au niveau mondial, 26,5% sont d'origine américaine, 31% sont japonaises et 37% sont européennes. Ainsi, la Triade réunit 94,5% des deux cents premières firmes.

A l'ancienne spécialisation internationale : produits primaires pour les pays du Tiers-Monde, produits industriels pour les puissances économiques, est en train de se substituer une nouvelle division internationale du travail. Les produits primaires sont réservés à certains pays dominés et aux pays intermédiaires ou dominants bénéficiant de dotations en ressources naturelles favorables. Les produits industriels du deuxième âge du capitalisme industriel et/ou exigeant une forte proportion de travail sont fabriqués principalement dans les pays intermédiaires, émergents ou par les Nouveaux Pays Industriels. Enfin, les pays dominants se réservent les produits industriels et les services à haut contenu technologique, ainsi que les services financiers et bancaires.

C- La régionalisation de l'économie mondiale

Les expériences de la Corée du Sud et de Taïwan

La Corée du Sud et Taïwan ont mis en œuvre une stratégie mixte mariant la substitution aux importations et la promotion des exportations de produits manufacturés (...). Il s'agit de remplacer les exportations de produits primaires par l'exportation de produits manufacturés, mais pour cela, il faut préalablement réaliser une stratégie de substitution aux importations, afin de produire localement les produits manufacturés qui seront ensuite exportés. Dans le cadre de la promotion des exportations de produits manufacturés, il ne s'agit d'ouvrir simplement les frontières, mais de promouvoir les exportations tout en continuant à protéger l'industrie interne. (...) Le rôle de l'Etat reste prépondérant. La Corée du Sud et Taïwan ne sont pas des économies suivant la doctrine libérale, comme le disent certains économistes et la banque Mondiale, mais des économies mixtes où l'Etat intervient directement dans l'activité et, comme nous le verrons, principalement par une planification directive et incitative.

Les expériences d'Hongkong et de Singapour

Les expériences d'Hongkong et de Singapour divergent des expériences coréenne et taiwanaise. A partir des années 1970, sur la base des ateliers d'assemblage contrôlés par les firmes multinationales, Singapour et Hongkong ont réussi à créer un tissu industriel. En effet, de nombreux sous-traitants nationaux, souvent d'anciens employés des ateliers, se sont installés, créant ainsi des liaisons en aval et en amont des activités des firmes multinationales. Ainsi, l'idée que ces deux pays ne sont qu'un centre d'assemblage à bas salaires doit être définitivement abandonnée. Les activités à très fort contenu de main d'œuvre peu qualifiée sont parties en Chine pour Hongkong ou en Malaisie pour Singapour. Les entrepreneurs de ces deux pays sont souvent devenus par la même occasion des chefs d'entreprises multinationales. Dans les années 1980, l'activité manufacturière, bien qu'encore dominante en terme d'emplois, décline ; par contre, l'activité des services à haute valeur ajoutée connaît un développement extrêmement important.

Ainsi, Hongkong est devenu une place financière internationalisée d'ordre mondial (...). C'est le centre géographique de la dette asiatique entre la Corée du Sud, l'Indonésie et les Philippines. Ce sont les banques installées à Hongkong qui gèrent une très grosse partie des flux financiers en Asie du sud et du sud-est. La réintégration à la Chine populaire risque de modifier ce rôle au profit de Shanghai qui a construit un centre financier ultra-moderne.

A Singapour (3 millions d'habitants en majorité chinois), le développement des activités de services a été aussi fort (...). Parallèlement, profitant de l'héritage bancaire laissé par les Anglais, les autorités ont favorisé le développement d'une grande place financière rivalisant avec Hongkong, notamment sur les marchés de change et des placements. L'efficacité de tous ces services repose sur un nœud de télécommunications internationales à la pointe du progrès et unique en Asie du sud-est.

En un peu plus de vingt-cinq ans, cet Etat-cité fort (dirigé par le même premier ministre durant 31 ans) a su planifier (60% du PIB est formé par une cinquantaine d'entreprises publiques autour desquelles foisonnent les entreprises privées) et accomplir le passage d'une société en voie d'industrialisation à une société industrialisée dans les

technologies de pointe. (...) L'Etat métropole de Singapour s'est hissé en Asie en troisième rang, derrière le Japon et Brunei (exportateur de pétrole), pour le degré de prospérité et souhaite devenir le pôle régional dominant de matière grise dans les prochaines années.

L'APEC (Asia Pacific Economic Cooperation)

Il s'agit d'un forum créé en 1989 et qui réunit le Canada, les Etats-Unis, le Mexique et le Chili en Amérique ; la Chine, Taïwan, Hongkong, les pays de l'ASEAN (Association des pays de l'Asie du sud-est) : Thaïlande, Singapour, Malaisie, Indonésie, Philippines, Brunei (et depuis 1995, le Viet-nam), le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Lors de la réunion de 1994, ces pays ont décidé de libérer entièrement leurs échanges d'ici à l'an 2000. Le Japon a des ambitions non voilées dans cette aire. (...) cette zone économique en pleine croissance et qui tranche avec le reste du monde, risque de jouer un rôle central dans l'organisation du capitalisme mondial au cours du vingt et unième siècle. Aussi, les Etats-Unis tentent-ils de créer sur le continent américain une zone de croissance.

Un marché de libre-échange continental (américain)

En juin 1990, deux semaines à peine après avoir annoncé son intention de négocier un accord de libre-échange avec le Mexique, le président Bush lance « *Enterprise of America Initiative* » (EAI). L'objectif à long terme d'une zone de libre-échange sur l'ensemble du continent américain, à laquelle doit aboutir la négociation d'accords de libre-échange bilatéraux, précédés par la signature d'accords-cadres entre les Etats-Unis et les pays de l'ensemble de la région, constitue le pivot de l'EAI. (...) Sur les 34 pays en développement de l'hémisphère, hormis Haïti, le Surinam et Cuba, tous ont signé des accords-cadres en décembre 1991.

L'EAI est aussi une réponse stratégique à l'intégration européenne. Elle (...) crée une approche bilatérale pour amener les négociations internationales à couvrir de nouveaux domaines pour le GATT comme la protection des droits de propriété intellectuelle, les mesures relatives à l'investissement et aux services. (...) mais l'enthousiasme pour ce projet varie selon les pays. (...) le Brésil, dont le coefficient des exportations par rapport au PIB est relativement faible et dont un quart seulement des exportations est destiné aux Etats-Unis, montre moins d'empressement que le Chili, qui s'est engagé dans une libéralisation commerciale de grande envergure, mais se heurte à des mesures commerciales unilatérales de la part des Etats-Unis.

L'ALENA (Association de Libre-Echange Nord Américain)

Les Etats-Unis ont appuyé la création de la CEE comme un rempart contre l'extension de l'influence soviétique en Europe. Mais, avec l'adoucissement de la guerre froide, puis l'implosion du bloc communiste, cette sympathie s'efface, pour laisser la place à une simple concurrence. Pour faire poids face à la Communauté, ils ont décidé de mettre en place une zone de libre-échange en Amérique du nord, car ils craignent que l'Acte Unique ne débouche sur une forteresse européenne.

En octobre 1987, un accord de libre-échange est d'abord signé avec le Canada. Il prévoyait une libre circulation des produits d'ici 1998. En fait, l'économie canadienne est depuis longtemps extrêmement imbriquée avec celle des Etats-Unis et cet accord n'a fait

qu'avaliser une situation déjà largement entrée dans les faits. L'étape suivante fut plus délicate. Il s'agit de l'Association de Libre-Echange Nord Américain (ALENA) liant les Etats-Unis, le Canada et le Mexique.

Signé en août 1992, il devient effectif le 1^{er} janvier 1993. Il prévoit l'établissement sur quinze ans d'une zone de libre-échange en matière de marchandises, de services et d'investissements. IL n'est question ni de politiques communes ou de tarifs extérieurs communs, ni surtout de liberté de circulation des personnes. Au contraire, un des buts du gouvernement des Etats-Unis est de fixer les populations mexicaines dans leur pays, en leur offrant du travail, au service principalement des entreprises étasuniennes.

C'est la première fois qu'un pays en développement, le Mexique, s'associe avec des pays développés pour former une zone de libre-échange. Il s'agit de créer un marché de 386 millions d'habitants contre 373 millions en Europe des quinze (chiffres de 1995). (...) Les Etats-Unis (...) recherchent l'accès privilégié aux matières premières du Canada et du Mexique. Effectivement, la délocalisation des firmes étasuniennes dans le nord du Mexique sont extrêmement nombreuses : on les appelle les maquiladoras. Il y aurait eu en 1994, 1500 maquiladoras au Mexique employant plus de 500 000 travailleurs.

L'objectif des Etats-Unis est double : créer un grand marché solvable leur permettant d'assurer l'écoulement de leur production, marché bien sûr protégé de l'extérieur par des barrières douanières uniques dans le respect des règles du GATT ; diminuer les coûts de production des entreprises étasuniennes en ayant un accès privilégié aux matières premières et à une main-d'œuvre bon marché leur permettant d'être compétitifs sur le marché mondial, notamment en Europe et au Japon. Cependant, les Etats-Unis découvrent que cette construction n'est pas sans conséquences parfois délicates. Elle leur retire une partie de leur autonomie de décision, comme de la crise du peso mexicain en 1944-1995. Le gouvernement fédéral étasunien a dû intervenir pour assurer le rétablissement difficile de la confiance envers le trésor mexicain. Il a alors mobilisé directement 8 milliards de dollars et provoqué un secours international massif (plus de 5 à milliards de dollars). Il fallait démontrer la solidité et la viabilité de l'ALENA.

Une Europe élargie vers l'Est et le Sud

L'Union économique européenne (...) possède aussi des relations économiques privilégiées avec les pays voisins : l'AELE (Association Européenne de Libre-Echange) dont les membres ont récemment adhéré à la Communauté, les pays du pourtour méditerranéen et les pays d'Europe de l'Est.

Depuis la chute du mur de Berlin en 1989, tous les pays d'Europe de l'Est ont demandé leur rattachement à l'Union européenne, sauf la Russie. (...) L'Union exige d'eux qu'ils aient réussi leur transition à l'économie de marché et que leur situation économique soit assainie. (...) Actuellement, le risque est grand de voir l'Union se diluer au fur et à mesure de son extension géographique prévue vers l'Est. (...) En outre, le risque est grand de voir se mettre en place des sous-groupes, comme les pays scandinaves par exemple. L'Union monétaire et politique pourrait n'être ainsi que le fait d'un petit groupe volontaire, centré sur la France et l'Allemagne et cherchant à recréer la dynamique originelle de la CEE. On rencontre ici l'idée de l'Europe à plusieurs vitesses, déjà exploitée dans les faits par

l'Angleterre ou le Danemark, désireux de préserver une large autonomie de décisions nationales.

C- Les deux géants et les laissés pour compte

Les deux géants sont l'Inde (865 millions d'habitants en 1991, 953 millions en 1996, ils dépasseront le milliard en l'an 2000) et la Chine (1 milliard 200 millions d'habitants en 1991). Les laissés-pour-compte sont l'ensemble des pays d'Afrique noire de plus en plus marginalisés dans l'économie mondiale.

L'Inde

De 1947 au début des années 1980, l'Union indienne (influencée par l'exemple soviétique et grâce à l'aide de l'URSS) a mené une stratégie d'industrialisation par les industries industrialisantes, c'est-à-dire en développant l'industrie lourde, secteur qui a été pris en charge par l'Etat. Parallèlement, on a favorisé les grandes entreprises à capitaux privés en mettant en œuvre une politique de protection vis-à-vis de la concurrence extérieure. Enfin, la grande originalité de l'industrialisation a été la promotion de la petite et moyenne entreprise qui fournit aujourd'hui 80% des emplois industriels. L'Inde est ainsi devenue la quinzième puissance industrielle au Monde.

L'agriculture a aussi été fortement développée par une réforme agraire et l'introduction de la révolution verte. Si au début des années 1960, l'Inde connaissait encore des famines, ce n'est plus le cas aujourd'hui, avec une population qui a doublé depuis ; de plus, actuellement, elle exporte du riz Basmati. (...) L'Inde des années 1980, de plus en plus menacée par l'instabilité politique et les conflits internes, s'engage (...) sur la voie de la libéralisation économique et de l'ouverture extérieure. (...) C'est surtout vers 1985, après l'accession au pouvoir de Rajiv Gandhi, que la politique de libéralisation se précise. (...) De plus, on recherche la modernisation de l'appareil productif qui demande des investissements très coûteux, on ouvre le marché national en éliminant les barrières douanières.

Cependant, les programmes de lutte contre la pauvreté sont maintenus et présentés comme la contrepartie des concessions aux possédants. (...) Les activités de base restent en grande partie l'apanage du secteur public d'Etat. (...) le mécontentement rural amène le gouvernement à accorder des subventions sur les grands produits alimentaires qui concilient les intérêts des producteurs et des consommateurs, mais qui pèsent sur le budget de l'Etat. Pour mener à bien ces réformes et financer son déficit public, le pays va rentrer dans l'engrenage de la dette. En 1990-91, la crise de la dette éclate en montrant autant les limites du modèle économique ancien que celles d'une stratégie libérale mal acceptée par le monde indien.

Les Etats-Unis dénoncent la protection encore excessive du marché indien et menacent en 1990 de prendre des mesures de rétorsion. A partir de 1991, les dirigeants de « la plus grande démocratie du monde » ont lancé l'Inde sur les rails de l'économie de marché, sonnante ainsi le glas de la politique protectionniste en vigueur imposée au lendemain de l'indépendance. Convertibilité totale de la roupie, assouplissement du contrôle des changes, suppression du système de licences de fabrication et d'importation, possibilité pour les investisseurs étrangers de détenir une majorité des parts dans les

entreprises indiennes, baisse des subventions, toutes ces mesures ont confirmé la dérive capitaliste d'un pays qui s'était enfermé dans un système original visant l'autosuffisance. (...) Cependant (...) l'ouverture de l'Inde reste faible et sa participation à l'économie mondiale insignifiante.

La Chine

Durant l'ère maoïste (1949-1976), la Chine fait le choix d'un développement indépendant, autocentré, en limitant au maximum ses relations économiques avec l'extérieur. Elle compte d'abord sur ses propres forces. L'agriculture est considérée comme la base du développement et l'industrie comme l'élément déterminant. Le développement agricole va se réaliser au sein des communes populaires créées lors du « Grand Bond en avant » (1958-1962) et repose sur des aménagements pour réduire l'érosion, sur l'intégration de technologies appropriées, sur l'apport d'engrais chimiques et de nouvelles variétés sélectionnées.

Rappelons que ce « Grand Bond en avant », qui visait à faire des communes populaires des autarcies, sera en fait globalement une catastrophe, en particulier la tentative de sidérurgie et de métallurgie agricole villageoise. (...) Néanmoins, la Chine a finalement réalisé une véritable « révolution verte » qui lui permet aujourd'hui de nourrir ses 1,2 milliard d'habitants. Le développement industriel fait coexister grandes et petites entreprises, industries lourdes en milieu urbain et industries légères en milieu rural. L'acquisition des techniques et des technologies nécessaires s'est réalisée entre 1950 et 1960 par l'accueil d'experts soviétique ; après la rupture diplomatique avec l'URSS et le départ de ses experts en 1960, la Chine va envoyer de nombreux étudiants se former dans le monde entier. Le retour de ces étudiants était obligatoire, du fait de la pression sur la famille et la fuite des cerveaux a donc été très limitée en Chine.

Après la mort de Mao en 1976 et l'accession au pouvoir de l'aile réformiste du parti sous l'autorité de Deng Xiaoping en 1978 (il vient de mourir en 1997), la Chine affronte un double défi de l'ouverture sur le monde extérieur, mais aussi de la transformation des bases mêmes de son système économique. (...) Les premières réformes ont enclenché une dynamique de transformations structurelles allant au-delà des intentions initiales et semble exclure tout retour en arrière.

L'ouverture intérieure se concrétise dans le secteur agricole par la mise en place d'un système de contrats dans lequel la terre est prêtée aux paysans qui doivent, en contrepartie, livrer une partie de leur production à l'Etat, le reste pouvant être vendu sur le marché libre. L'Etat garde sous son contrôle tous les travaux d'infrastructures et d'entretien des réseaux d'irrigation que de toute manière les paysans ne pourraient pas prendre en charge. Dans le secteur industriel, les petites entreprises d'Etat peuvent émettre des actions et des obligations pour trouver de nouveaux financements, mais l'Etat doit rester l'actionnaire principal.

L'ouverture extérieure se concrétise, en particulier grâce aux membres de la diaspora chinoise qui ont fait fortune, par des investissements et des emprunts et l'achat d'usines et de technologies à l'étranger, par la création sur les côtes méridionales de zones franches d'exportations et de villes modernes appelées zones économiques spéciales où les firmes

étrangères peuvent investir, implanter des ateliers d'assemblage et profiter de la main d'œuvre la moins chère du monde, par la création d'entreprises mixtes en co-investissement chinois-étranger, par des fabrications sous licence étrangère, par l'exportation d'hydrocarbures et des produits fabriqués dans les zones économiques spéciales et enfin par l'accueil de touristes internationaux.

La Chine se caractérise aujourd'hui par une conjonction inédite entre orthodoxie communiste, planification centrale ou régionale et économie de marché à tendance fortement capitaliste, en d'autres termes par un communisme de marché dont les résultats sont spectaculaires dans les années 1990. En 1993, la banque Mondiale et le FMI annoncent que la Chine est devenue, derrière les Etats-Unis et le Japon, la troisième économie mondiale avec un produit intérieur brut estimé à quelque 2000 milliards de dollars. Cependant, si le pays est dans une phase de décollage économique avec des taux de croissance supérieurs à 10% depuis la fin des années 1980 jusqu'à nos jours, de nombreuses zones principalement rurales et de l'intérieur ne sont pas touchées par cette croissance.

Cependant cette ouverture s'avère mineure et minoritaire, car la Chine (avant l'intégration de Hongkong) n'assure encore que 1,4% des exportations et 2,6% des importations mondiales. Elle reste donc aussi une enclave dans l'économie mondiale.

La marginalisation de l'Afrique sub-saharienne

Les 35 années qui se sont écoulées depuis l'indépendance des Etats africains portent la marque du déclin inexorable des relations commerciales entre l'Europe et l'Afrique, mais aussi de l'Afrique avec ses autres partenaires commerciaux. La part totale de l'Afrique dans les marchés mondiaux chute de 2,4% en 1970 à 1,4% en 1994. Tout le continent est affecté par la chute du commerce principalement avec l'Europe, son partenaire privilégié.

Cependant, il faut distinguer l'Afrique du Sud du reste de la zone. En effet, la république sud-africaine constitue une zone à part entière, en raison de sa nature particulière de réservoir de matières premières rares, de son importance économique puisqu'elle produit 50% du PNB de l'Afrique sub-saharienne, et enfin de sa marginalisation politique jusqu'à l'arrivée au pouvoir de N. Mandela.

Pourtant, ces pays avaient axé leur développement sur une stratégie de substitution aux importations qu'ils devaient financer par la promotion de l'exportation de leurs produits primaires. Dans les années 1970, la croissance des prix des matières premières était favorable à de nombreux pays africains qui ont pu profiter alors de financements venus de l'étranger. Cependant, ces ressources n'étaient pas le fruit d'investissements rentables : les financements internationaux n'ont ni développé un système productif suffisamment compétitif ni suscité une dynamique d'investissements domestiques.

Les difficultés apparaissent dans les années 1980, lorsqu'il devient nécessaire de subvenir aux remboursements des dettes, car les productions traditionnelles de produits primaires (agricoles ou matières premières minières) ne permettaient plus d'assurer les échéances en raison de la baisse des cours sur les marchés mondiaux. Par exemple, entre 1985 et 1987 le prix du café a été divisé par plus de quatre et s'est maintenu à ce cours historiquement bas jusque vers 1994. Les pays africains se sont enlisés dans la crise de

l'endettement. En effet, le poids de la dette dans le PNB africain n'a cessé de s'accroître : il passe de 14,9% en 1970 à 111,1% en 1990. Les financements privés internationaux se sont alors subitement taris à partir du milieu des années 1980. (...) L'Afrique qui recevait 6% de l'investissement direct étranger des pays développés en 1970, n'en recevait plus que 2% en 1990.

Marginalisés dans le commerce mondial, les pays africains qui ne sont plus un enjeu géopolitique entre systèmes capitaliste et soviétique et dont certains sont en proie à des guerres civiles, n'attirent presque plus les investissements étrangers. Ils sont restés en marge du processus général d'industrialisation et n'ont pu que renforcer une spécialisation imposée par la colonisation dans la production de produits primaires.

CONCLUSION GENERALE

Au cours de cet ouvrage, nous avons vu que le système économique, dans les cinq derniers siècles, avait connu quatre grandes mutations. Devenu capitaliste, il est d'abord marchand (16^e-18^e siècle) avant d'être industriel (19^e siècle), puis il s'oriente vers la société de consommation de masse (20^e siècle), pour devenir mondial aujourd'hui. Les trois grandes mutations du capitalisme industriel sont étroitement liées aux crises économiques qu'il rencontre.

• **Au cours du premier âge (1780-1870)**, le capitalisme industriel dans les pays dominants connaît des crises mixtes : la plus importante et la plus forte aura lieu entre 1846 et 1852 dans le nord-ouest de l'Europe. Ces crises prennent naissance dans le domaine agricole qui est alors prépondérant, et se propagent au secteur industriel. La solution est le développement de plus en plus important de l'activité économique industrielle, afin de rendre le système économique de moins en moins dépendant de l'activité économique agricole. La forte croissance de la production industrielle débouche, dans les années 1870, sur une crise de type nouveau : la crise de surproduction.

• **Au cours du deuxième âge (1870-1970)**, le capitalisme industriel dans les pays dominants est alors confronté à des crises de surproduction liées à l'insuffisance de la demande solvable. Des solutions de court terme et de long terme sont mises en œuvre. Les solutions de court terme ont pour but de diminuer les coûts de production pour faire face au processus déflationniste interne aux crises de surproduction. D'une part, il s'agit de contrôler et d'exploiter les produits primaires dans les pays dominés par la mise en place du système colonial. D'autre part, il s'agit de la mise en œuvre d'une nouvelle organisation du travail reposant sur l'organisation scientifique du travail de Taylor et la production standardisée à la chaîne de Ford.

Ces solutions de court terme permettent la baisse des coûts de production et l'obtention de gains de productivité. Cependant, permettant de produire plus à moindres coûts, elles renforcent la surproduction, et le système économique s'enfoncé dans ce type de crise. La plus durable et la plus forte sera celle de 1929.

La solution de long terme est d'accepter de donner un véritable pouvoir d'achat aux classes les plus défavorisées, afin qu'elles aient accès à la consommation. C'est le fondement même de la société de consommation de masse (commencée aux Etats-Unis dans les années 1920) et qui s'installe dans les puissances industrielles, essentiellement après la deuxième guerre mondiale. Mais elle ne fut possible que grâce à l'intervention massive de l'Etat. L'augmentation des charges des entreprises, mais aussi de l'Etat pour son soutien à la consommation, débouchent, dans les années 1970, sur une crise de type nouveau : la crise de rentabilité.

• **Au cours du troisième âge (1970-...)**, le capitalisme industriel et financier dans les pays dominants fait face à des crises de rentabilité, liées à l'augmentation des charges pesant sur les entreprises et sur les Etats. Des solutions de court terme sont mises en œuvre. Il s'agit de la mondialisation de l'activité économique facilitée par les progrès techniques (...). Cependant, cette mondialisation qui fait perdre aux Etats leur pouvoir de contrôle et de régulation de l'activité économique, ne s'attaque pas aux causes fondamentales des crises de rentabilité et ne fait que déplacer le problème du niveau national au niveau mondial. (...) reste à inventer la solution de long terme qui permettra de surmonter les crises de rentabilité.

La tâche qui incombe aux générations actuelles et futures est lourde. Les solutions qui seront mises en œuvre déboucheront probablement sur une nouvelle phase de prospérité, comme celle qu'a connue le capitalisme industriel mondial entre 1855 et 1870 après avoir surmonté les crises mixtes, comme celle de 1950 à 1970 après qu'il ait surmonté les crises de surproduction. (...) Remarquons qu'entre les phases de prospérité, l'histoire a connu ses plus noires périodes, notamment dans l'entre-deux-guerres, et pendant la deuxième guerre mondiale. Les crises de rentabilité peuvent, à court terme, être aussi la source d'une période aussi noire.